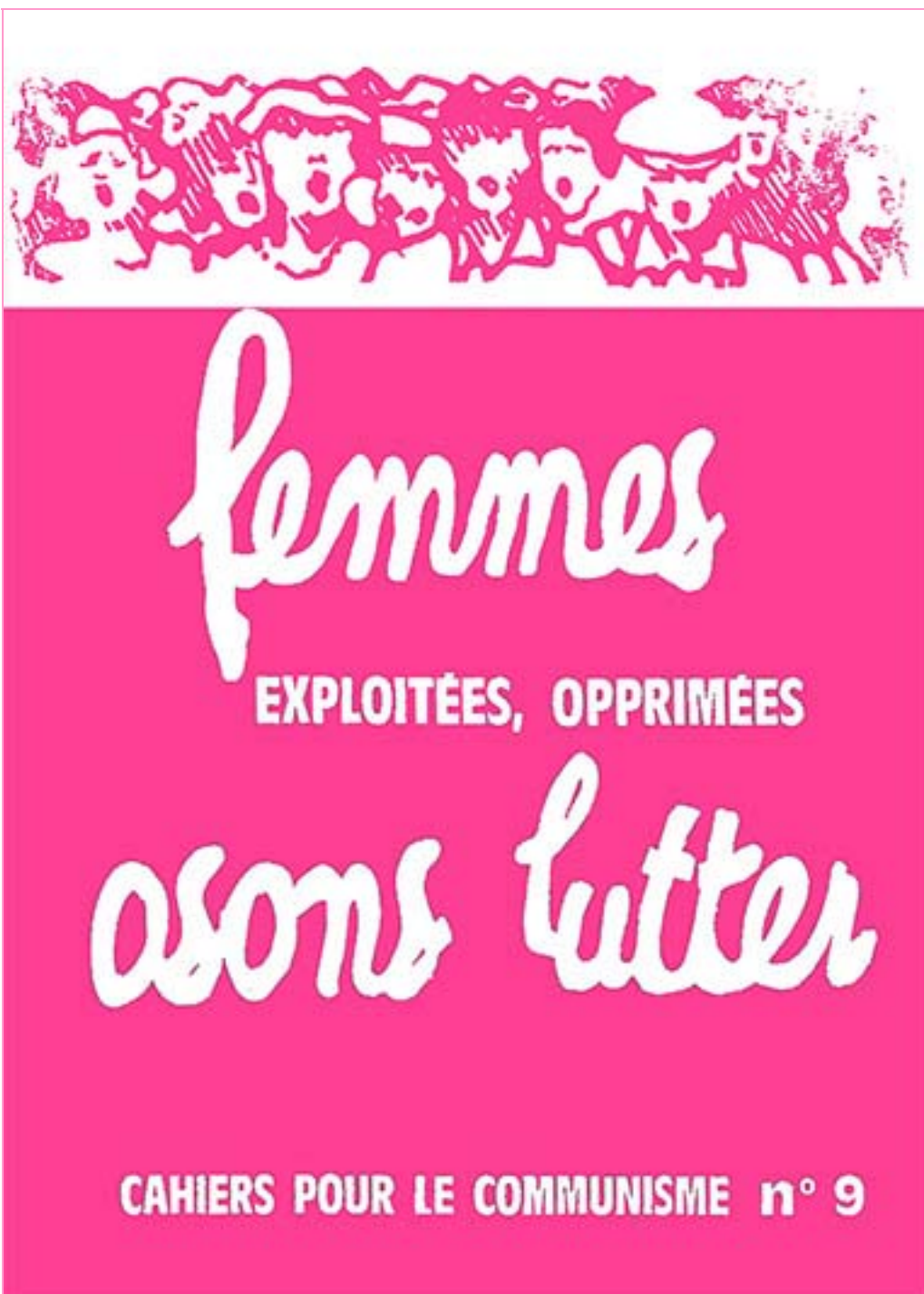




Numérisation, Conforme à l'original, Octobre 2017

INTRODUCTION

Pourquoi l'OCGOP a pris l'initiative d'une telle brochure ?

Celle-ci n'a pas d'autre but que de fournir aux femmes de la gauche ouvrière et populaire, à celles et à ceux pour qui la lutte de libération des femmes est nécessairement liée à la lutte de la classe ouvrière et du peuple, quelques éléments d'analyse et de réflexion.

L'intensification de l'exploitation des travailleurs due à la réorganisation capitaliste du travail, les débuts de la crise économique, l'extension de la domination du capital sur l'ensemble des conditions de vie des masses, la crise de l'idéologie bourgeoise, provoquèrent une résurgence des luttes ouvrières, et populaires, et une radicalisation des femmes de la petite bourgeoisie. Dans la plupart de ces luttes (Cerisay, Lip, Nouvelles Galeries, Coframaille, etc., lutte du MLAC, luttes dans les quartiers) pesait de manière brutale la question : quelle libération des femmes ? Quelle unité de la classe ouvrière et du peuple ?

Notre courant politique fut, dès son origine, confronté à ces problèmes : dans les thèses Vers le Communisme (automne 1972), on lisait : « Les femmes du peuple, c'est-à-dire l'immense majorité des femmes, parce qu'elles sont doublement exploitées, en tant que femmes et en tant que travailleuses, sont seules en état de susciter et de diriger la lutte pour leur libération ».

Mais ces thèses conservaient un caractère flou et général du fait de la pratique limitée et dispersée de nos militantes (travail essentiellement axé sur les quartiers) : comment faire en sorte que les femmes du peuple assurent réellement la direction de la lutte de libération des femmes, par quels mots d'ordre, quel style de travail ? Comment coordonner les initiatives centrales et le travail prolongé local pour ne pas tomber dans l'avant-gardisme ; comment ne pas limiter le travail femmes à un strict travail de quartier, mais l'étendre aux entreprises ; quelle définition de l'autonomie du mouvement des femmes ; quel lien entre la construction de l'organisation des femmes et celle du Parti ; quel rapport concret dans nos mots d'ordre, nos propositions, nos analyses, entre l'exploitation et l'oppression des femmes du peuple ; la nature du travail domestique et son rapport au mode de production capitaliste ; l'analyse concrète des formes d'oppression vécues par les femmes de la classe ouvrière et du peuple, etc.

C'est la crise économique qui bouleverse le monde capitaliste et notamment la France depuis 73, qui nous a amenés à préciser nos acquis et à nous poser concrètement le problème de l'intervention spécifique en direction des femmes dans les entreprises.

Les clivages se creusent alors entre celles pour qui la lutte de libération de femmes est intemporelle, pour qui l'oppression est un facteur d'unification suffisant (« toutes les femmes sont sœurs »), pour qui exploitation, restructuration, licenciements ne signifient rien, et celles pour qui la lutte de libération des femmes passe par la défense des intérêts immédiats des femmes de la classe ouvrière et du peuple.

Pour nous, si le mouvement de libération des femmes ne trouve pas son unique fondement dans la crise du système, c'est à partir de la crise que nous lui fixons des objectifs immédiats.

Les chapitres qui vont suivre sont le reflet de nos avancées sur ces questions. Certains paraîtront peut-être d'un abord difficile (analyse de l'exploitation), mais ils manifestent la nécessité d'une recherche dans des domaines délaissés par les marxistes-léninistes ; d'autres sembleront encore incomplets (analyse de l'oppression des femmes du peuple). Enfin, l'annexe « L'histoire des femmes, ce n'est pas la réaction » n'a d'autre ambition que de rappeler à grands traits que les luttes des femmes de ces dernières années ne sont pas un réveil soudain après

des décennies de sommeil réactionnaire, que la lutte pour la prise en charge spécifique des femmes est une lutte qui a traversé, souvent avec violence, le mouvement ouvrier.

Travailler dès aujourd'hui à l'unité de la classe ouvrière et du peuple, travailler dès aujourd'hui à la *construction d'une* organisation autonome de femmes, faire comprendre tout l'apport spécifique des femmes au combat général contre le capitalisme et pour la transformation radicale des rapports sociaux, c'est dès aujourd'hui renforcer les possibilités de victoire du combat de la classe ouvrière et du peuple.

PAS DE LIBERATION DES FEMMES SANS REVOLUTION SOCIALISTE

PAS DE REVOLUTION SOCIALISTE SANS LIBERATION DES FEMMES !

Octobre 1976

CHAPITRE I

Femmes doublement exploitées

INTRODUCTION

Sur 9 millions de femmes que compte la population active en France, 5 millions sont salariées (environ 35 % des salariés). Mais ce chiffre connaît des variations importantes suivant la conjoncture économique : en cas de crise, les femmes sont censées se résigner plus facilement que les hommes à perdre leur travail : elles n'ont qu'un pied dans la production.

C'est qu'elles sont avant tout chargées de la « reproduction » : tâches domestiques, soin des enfants. 88 % de la population française est regroupée en familles. Et qui en est le pivot, l'élément irremplaçable ? La mère. Ce rôle, les femmes le perpétuent avec zèle, par conviction ou par fatalisme. Tout ce qui est travail domestique est l'affaire de la femme : « Mon ménage, ma lessive, mes carreaux... ». Ce travail au service du mari et des enfants va de soi : depuis des millénaires c'est le lot des femmes. Mais dans la société d'aujourd'hui cela devient intolérable : les femmes sont écartelées entre deux univers. La contradiction éclate entre production sociale et famille.

Même si le temps de travail a diminué et permet mieux une double journée de travail, nous en sommes toujours à la constatation d'Engels : « La femme, si elle remplit ses devoirs au service privé de la famille, reste exclue de la production sociale et ne peut rien gagner. Et par ailleurs, si elle veut participer à l'industrie publique et gagner pour son propre compte, elle est hors d'état d'accomplir ses devoirs familiaux » (Origine de la Famille, de la propriété privée et de l'Etat).

Ce rôle domestique de la femme est fondé sur une oppression millénaire : ce sera l'objet de notre première partie.

Pourtant les femmes du peuple éprouvent confusément qu'il ne s'agit pas seulement d'une oppression. Même si elles se sentent esclaves et même si elles se révoltent contre « leur » homme. Pour peu que ces tâches soient partagées et que l'oppression dans le couple s'estompe, le malaise persiste. Et d'ailleurs la femme d'ouvrier qui reste au foyer accomplit ces tâches dans une sorte de solidarité avec son mari, face à la classe exploiteuse : ce repos qu'elle lui assure après une journée d'usine harassante, cette nourriture qu'elle lui prépare, ces soucis qu'elle cherche à lui aplanir, c'est pour qu'il puisse reprendre le boulot le lendemain, pour réparer sa « force de travail »... Mais tout ce travail, huit heures à la maison, comment se fait-il qu'il ne soit rétribué que par une participation au si maigre salaire du mari ? Comment se fait-il qu'elle n'ait même pas intérêt à chercher un travail pour elle, à cause des dépenses supplémentaires qu'ils devraient faire si elle n'assurait plus ces tâches (frais de nourrice, surgelés, restaurants, etc.).

Ces questions, les femmes de la bourgeoisie ne se les posent guère, mais les femmes du peuple ? Elles savent bien qu'on les exploite, qu'on exploite leur force de travail. Mais qui ? Mais comment ?

C'est ce que nous chercherons à développer dans **une deuxième partie : comment le travail domestique est utilisé par le système capitaliste qui en fait une exploitation indirecte.**

La troisième partie précisera les rapports noués entre la production capitaliste et la production domestique et les avantages que le patronat tire de cette double structure où sont impliquées les femmes : **comment cela permet de les surexploiter.**

Après avoir approfondi dans ce chapitre ce qu'est cette exploitation spécifique des femmes, et dans le chapitre suivant ce qu'est leur oppression, nous déterminerons au chapitre III **les perspectives à avancer pour lutter à la fois contre ces deux aspects de leur sujétion.**

La question est importante pour éviter de tomber dans deux pièges symétriques. En effet si on juxtapose seulement l'oppression millénaire des femmes et l'exploitation de la classe ouvrière sans en voir l'interpénétration, on aboutit à des attitudes erronées :

- ➔ ou bien on privilégie la lutte contre l'exploitation au risque de tomber dans l'économisme : on ne prend en compte que la contradiction principale qui oppose la classe ouvrière et la bourgeoisie, voire les seuls rapports ouvriers/patrons dans le cadre de la production. On perd de vue la lutte contre l'oppression des femmes, ou on la subordonne à l'avancée de la révolution socialiste. Au mieux on ne l'aborde que comme un sujet parmi d'autres dans la propagande générale adressée au prolétariat ;
- ➔ ou bien on pense que le principal c'est la lutte contre l'oppression, contre l'oppression de toutes les femmes par tous les hommes, au plan idéologique, sexuel et politique, et on privilégie les formes d'organisation les plus propres à résoudre les aspects particuliers de cette oppression, sur des bases interclassistes, faisant fi des différences de classe, disant « toutes les femmes sont sœurs ». Ces luttes « sexistes » échappent à tout coup aux femmes du peuple, qui ne se sentent pas sœurs des femmes de la bourgeoisie et qui, elles, savent bien que leur oppression et leur exploitation sont liées.

Le souci de relier ces luttes conduit certains à prôner une alliance entre deux combats qui seraient parallèles. C'est la conception trotskyste, qui ne fait que brouiller les cartes : sauf dans le cas de luttes démocratiques, il n'y a pas d'intérêts communs entre les femmes bourgeoises qui cherchent à s'émanciper et les femmes du peuple qui ne se libéreront qu'en faisant la révolution.

Or, jusqu'à nos jours, le mouvement des femmes n'a pas encore trouvé la voie juste : les luttes contre l'oppression se trouvent menées en général par les femmes de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie et les luttes contre la surexploitation par les femmes du peuple. Ce n'est pas nouveau : si dès 1840, la nécessité de la révolution pour l'émancipation des femmes est bien perçue, si quelques théoriciens marxistes ont tenté de préciser la place du combat des femmes pour leur libération dans le combat de la classe (Engels, Bebel), « l'oppression de la femme n'a pas encore fait l'objet d'études exhaustives dans le genre de celles que Marx a consacrées à l'exploitation des travailleurs » (Sheila Rowbotham, Féminisme et révolution).

A défaut de grande avancée théorique, nous avons pourtant maintenant les apports précieux des révolutions chinoise et albanaise, au succès desquelles les femmes de ces pays ont contribué en se libérant. Nous avons aussi la tâche d'analyser le rôle négatif des femmes dans le processus chilien, l'échec de la révolution russe, etc.

A notre époque où s'amorce un puissant mouvement de femmes, ces expériences sont à synthétiser, ces analyses théoriques à assimiler et poursuivre. Si les réformistes en font fi, les révolutionnaires ont des leçons à en tirer. Mais il est à souligner que ce sont surtout des hommes qui ont élaboré ces premières analyses, il est urgent que les femmes, à partir de leur

vécu, de leur expérience et leur volonté de lutte, apportent leur contribution pour mieux maîtriser, mieux expliquer le rapport entre leur lutte de libération et la révolution socialiste.¹

¹ A la fin de ce premier chapitre, on trouvera un petit lexique des termes marxistes utilisés

LE TRAVAIL DOMESTIQUE UNE OPPRESSION MILLENAIRE

Femmes aux berceaux, femmes aux fourneaux...

La « moitié du ciel » est confinée entre les 4 murs des maisons. Les maisons n'ont pas toujours été nos HLM, nos clapiers d'aujourd'hui. La famille n'a pas toujours été le couple et ses enfants uniques. Mais depuis des millénaires, les femmes vivent, à des degrés divers suivant les époques et suivant les classes sociales, dans un circuit clos. Le monde extérieur, celui des affrontements, des rapports économiques et politiques, des échanges marchands, et culturels, ne leur parvient que par le biais des rapports vécus dans la cellule familiale. A travers le mari qui, lui, est « tourné vers le monde extérieur », mais aussi à travers les enfants, les fils du moins, qui ont à « prendre leur place au soleil ». La place des femmes étant l'ombre...

- **Le règne de la propriété privée**

Cette situation des femmes dans la cellule domestique ne date pas d'aujourd'hui. On parle à juste titre d'**oppression patriarcale (cf. encadré 1)**. A travers les siècles, depuis l'écroulement du système matriarcal, la famille a été comme un monde à part, avec ses propres lois, et la femme, de reine dépouillée, en est devenue la souillon. Sous le règne de la propriété privée, l'homme, qu'il fût ou non propriétaire, est devenu pour le moins propriétaire de son épouse :

« Je t'embrasserai comme mon coffre-fort, je te battrai comme mon manteau de fourrure » (chanson russe).

Dorénavant la famille a vogué comme un aéronef à travers les âges, les civilisations, comme un aéronef où la femme « ...est tenue prisonnière par ses parents jusqu'au mariage puis elle est

ENCADRE I

ORIGINE DE LA FAMILLE, d'après Engels

L'oppression de la femme ne correspond pas à la simple division des tâches telle qu'elle a pu se pratiquer dès les stades les plus primitifs, de façon très instinctive. En effet, tant que la recherche de subsistance, qui était la tâche dévolue à l'homme, se limitait à la chasse, la pêche, la cueillette, tant qu'il n'y avait pas production sociale diversifiée et échange, la cellule familiale a été la force dominante et la femme y était puissante. La famille était une structure très large, la gens, où les couples n'étaient pas stables et où la filiation se faisait par les femmes : les enfants restaient dans la gens de leur mère. C'était le système matriarcal.

Mais à un stade ultérieur, les progrès techniques entraînèrent une division du travail plus complexe à l'extérieur de la famille. Le rôle social des hommes s'accrut lorsqu'ils ont été à la tête des troupeaux, qu'ils ont fabriqué des objets en métal, échangé leurs produits. La propriété privée de ces moyens de production devenait la force déterminante : « Les travaux ménagers de la femme ne comptaient plus à côté du travail productif de l'homme. » Or l'héritage du père retournait dans sa gens d'origine et échappait ainsi à ses enfants puisque ceux-ci restaient dans la gens maternelle. L'ordre de succession traditionnel fut rompu au profit de l'homme. Cela consacra le passage du matriarcat au patriarcat : « Le renversement du droit maternel a été la plus grande défaite historique du sexe féminin. »

Avec le patriarcat, le couple conjugal stable où la femme est la propriété de l'homme - supplanta la grande famille aux liens plus souples. « La femme fut asservie, dégradée, elle devint esclave du plaisir de l'homme et simple instrument de reproduction ».

l'esclave de son mari jusqu'à la fin de ses jours » (chanson anglaise).

Mais quittons les chansons pour voir de plus près la réalité. Quels sont les rapports de cette esclave et de son maître ?

- **Au sein de la cellule familiale**

Nous dressons ici un tableau schématique de la structure familiale comme « modèle hérité du passé ». L'analyse sera affinée dans ses aspects économiques au cours de ce chapitre, et dans ses aspects idéologiques dans le chapitre sur l'oppression. Dans cette famille, qui est le modèle encore imposé par l'idéologie bourgeoise, les rapports sont à la fois d'ordre :

- ➔ **économique** : la femme est chargée de la reproduction directe de la famille, c'est-à-dire de son entretien, enfants compris (sans parler de sa reproduction démographique). C'est en général le travail « social » de son mari qui lui fournit de quoi acheter sur le marché les objets et les moyens de travail nécessaires à sa propre activité ; à partir de là son propre travail crée les « valeurs d'usage » c'est-à-dire les produits utiles à la consommation et à l'entretien de la famille. Ce qui fait dire à Marx un peu abruptement : la femme est le prolétaire de son mari ;
- ➔ **politique** : tout pouvoir de décision échappe à la femme, que ce soit dans le domaine privé (relations sexuelles, autorité sur les enfants, gestion du budget du moins pour les choses importantes) ou public ;
- ➔ **idéologique** : ces rapports sont confortés par une idéologie de soumission, de dévouement {le fameux esprit de sacrifice des femmes). Leur attachement à la religion fonde cette dépendance : « La femme sera soumise à son mari »... A certaines périodes de l'histoire, cette soumission a même été justifiée par l'affirmation d'une infériorité naturelle.

La femme ne se contente pas de vivre cette idéologie, elle l'inculque à ses enfants, elle la reproduit.

- **L'influence du mode de production dominant**

Tels sont dans les grandes lignes les rapports noués dans la cellule familiale. Mais il faut souligner que la famille n'a pas toujours eu la même fonction économique, politique et idéologique.

On pourrait dire que cet ensemble de rapports vécus au sein de la famille constitue un « quasi-mode de production » qui se perpétue à travers l'évolution des formations sociales. Mais ce « quasi-mode de production » est toujours « **articulé** » au mode de production dans lequel s'insère la famille, que celui-ci soit un mode de production dominé (comme aujourd'hui la petite paysannerie parcellaire] ou le mode de production dominant (comme aujourd'hui le capitalisme).

Qu'entendons-nous par « articulation » ? D'une part la cellule familiale reçoit et reproduit l'idéologie dominante et, sur le plan économique, utilise les biens de consommation produits dans le cadre du mode de reproduction dominant ; d'autre part, sa propre production domestique entretient et reproduit des travailleurs qui sont ou seront exploités dans la production, et sur le plan idéologique contribue à affaiblir et diviser la classe ouvrière.

Cette articulation à un mode de production donne à la cellule familiale une coloration particulière. C'est ainsi que les femmes, dans une mesure limitée, ont vu leur situation et leur rôle évoluer suivant les époques.

Il est important de souligner cette articulation du mode de production domestique au mode de production dominant, car certaines analyses « sexistes » en viennent à isoler totalement la structure familiale et prétendent que les rapports qui s'y nouent demeurent figés, quel que soit le système de production. Ainsi la famille ne serait qu'une survivance du patriarcat, perpétuée de mode de production en mode de production, et seule la lutte idéologique sans merci opposant femmes et hommes viendrait à bout de cet archaïsme.

Mais en fait, **si l'oppression patriarcale se perpétue, c'est aussi parce qu'elle est réappropriée, réutilisée par les modes de production successifs.** Nous en aurons la preuve flagrante avec le capitalisme, mais déjà nous pouvons le voir avec l'évolution de la famille dans la paysannerie parcellaire.

- **Un exemple : la petite paysannerie**

1. A l'époque de la petite production marchande, au XIX^{ème} siècle par exemple, chaque famille paysanne apparaît comme une petite société complexe. Certes, le père exerce l'autorité de chef de famille, et d'autant plus durement qu'il est soumis à un propriétaire foncier ou aux notables locaux. Mais il existe une certaine division des responsabilités comme du travail. D'une part la production domestique est importante (filage, tissage, pain, chandelles, etc.); d'autre part la femme s'occupe d'un secteur (basse-cour, porcherie, traite et fabrication de beurre, de fromages) dont elle commercialise elle-même les produits, ayant ainsi son budget propre pour les dépenses courantes. Elle va au marché avec l'homme, elle supervise le travail des aides familiales (filles, brus). Son travail n'est guère moins social que celui de son mari. Sa dépendance est surtout sexuelle et idéologique. Il n'y a pas de quoi cependant idéaliser cette situation. L'oppression est très forte. Aux grandes tablées des moissons, les hommes seuls prennent place, et dans les veillées les femmes sont à l'écart. Aux jeux et fêtes villageois, longtemps les bourrées se dansèrent principalement entre hommes...

2. Cette petite paysannerie parcellaire existe toujours dans le mode de production capitaliste, mais elle y prend un aspect différent. La cellule domestique se réduit le plus souvent au couple (parfois aux grands enfants). Il n'y a plus de place pour la petite production autonome : la production du lait, par exemple, est intégrée au système capitaliste par les firmes agro-alimentaires. Dès lors, c'est l'homme qui prend les choses en mains pour les rapports avec les firmes, les syndicats, etc. Les femmes d'agriculteurs sont en général considérées « sans profession », elles n'ont le plus souvent aucune formation professionnelle. Mais si elles n'ont plus à diriger le secteur autrefois occupé par leur mère, elles travaillent cependant aux travaux de la ferme : le mari a besoin d'un travailleur supplémentaire et la femme lui sert de manœuvre, de « bouche-trou » (cf. article page 93 et Cahier PLC n° 6). Double journée de travail... Mais aucune des deux n'est payée, aucune n'est reconnue socialement. L'esclavage est complet !

La famille paysanne est prise dans l'engrenage du mode de production dominant, les rapports à l'intérieur du couple portent la marque du Capital.

TRAVAIL DOMESTIQUE ET CAPITALISME

La domination du Capital sur la famille s'est faite dès l'origine sous le signe de la violence. Puis ce fut main de fer dans gant de velours.

Avant d'analyser les rapports qu'entretient aujourd'hui le système capitaliste avec la famille, il est indispensable de revenir 10 ans en arrière.

HISTORIQUE

- **La phase d'accumulation primitive**

Dans ses débuts, le Capital devait s'accroître très vite. Ce qui lui ajoute de la valeur, c'est le travail des ouvriers, car seul le travail est créateur de nouvelles valeurs. Or si le capitaliste paie le moins possible les ouvriers, s'il leur paie juste ce qu'il considère nécessaire à leur entretien, s'il garde le reste, il accroît son capital d'une valeur supplémentaire : la plus-value. « Fabriquer de la plus-value, telle est la loi de ce mode de production » (Marx, Capital).

Fabriquer le maximum de plus-value, c'est donc absorber le maximum de travail humain. Il y a deux façons :

1. Augmenter le **nombre de travailleurs** : le Capital « est en pleine orgie » (Capital 1, X), ses besoins en chair humaine sont illimités. En Angleterre spécialement, au siècle dernier, l'engrenage se met en place inexorablement. Le capitalisme va chercher les prolétaires dans la dissolution violente des modes de production antérieurs : les hommes sont arrachés à l'artisanat, aux champs ; les femmes et les enfants entrent à l'usine. Les hommes étant encore qualifiés sont aux machines, les femmes et les enfants servent de manœuvres. Cet afflux de main-d'œuvre fait de plus baisser la valeur de la force de travail : quand dans une famille, 4 travailleurs au lieu d'un seul sont jetés sur le marché du travail, la masse salariale n'est pas pour autant multipliée par 4, à cette époque où le Capital fait la loi : n'est payé de toute façon que le travail nécessaire à l'entretien de la famille. Par contre, si l'on n'a plus qu'un salaire, c'est la misère. Les pères vendent leurs enfants...
2. C'est aussi augmenter le **degré d'exploitation** : le rapport entre le surtravail, et le travail nécessaire (qui détermine le degré d'exploitation, ainsi que la plus-value appropriée indûment par le patron) croît non seulement par l'augmentation de la journée de travail (15 heures et plus !) mais aussi par la compression du second terme : le temps de travail reconnu nécessaire à l'entretien du travailleur, qui prend la forme de salaire, dépend du rapport de forces des deux classes. Face au Capital, la classe ouvrière n'était pas organisée. Ainsi la prolongation de la journée de travail ne laisse aucune possibilité de production domestique, sans que pour autant les travailleurs avec leurs salaires dérisoires aient de quoi acheter du « prêt à consommer »... qui d'ailleurs n'existe pas. Ou bien ce sont les misérables soupes populaires. La famille est volatilisée.

Entraîné par sa logique aveugle du profit, le **capitalisme a, dans un premier temps, réduit à rien le travail domestique, dissout la famille**. Mais on allait ainsi rapidement à la dépopulation de larges zones, à l'extermination pure et simple de la classe ouvrière.

- **La restauration de la famille**

Nous n'en sommes plus là... L'Etat, représentant des intérêts généraux du Capital, y a mis le holà. « En rechignant », dit Marx. Il ne pouvait laisser détruire la classe ouvrière, et d'ailleurs celle-ci se révoltait.

D'une part, il a dû réduire la journée de travail (12, 10, puis 8 heures non appliquées en fait...). D'autre part, dans le même temps réduire l'emploi des femmes et des enfants. Peu à peu **l'Etat bourgeois allait restaurer, à son service, la famille, la production domestique** (de même qu'il allait instaurer, à son service, l'instruction obligatoire).

L'évolution même du capitalisme permettait ces transformations : ce qu'il allait perdre en plus-value absolue (profit tiré de la prolongation de la journée de travail), il allait le récupérer en plus-value relative (intensification du travail, augmentation de la productivité par le développement du machinisme). Ses besoins en main-d'œuvre allaient baisser : bientôt il en serait à l'exporter aux colonies.

C'est donc d'abord pour sa propre survie que le système a restauré la famille. Mais il allait découvrir bien d'autres avantages à la cellule familiale... à commencer par l'exploitation indirecte du travail domestique.

Mais il nous faut d'abord préciser ce que nous entendons par ce terme.

L'EXPLOITATION INDIRECTE

Exploiter, c'est faire travailler les autres pour en tirer profit. L'esclavage, le servage étalent des formes d'exploitation. Mais le système capitaliste a généralisé l'exploitation et lui a donné une toute autre fonction. Marx a défini de façon très précise ce nouveau rapport d'exploitation : **l'extorsion d'un surtravail au cours du procès de production est créatrice d'une plus-value que s'approprie le patron. C'est l'exploitation directe.**

Alors certains s'en tenant à cette définition marxiste, refusent de parler d'exploitation pour ce qui concerne le travail domestique.

- **L'existence d'une exploitation indirecte**

Si Marx prend soin de parler d'exploitation directe, c'est qu'il sous-entend l'existence d'une exploitation indirecte.

— Dans un texte sur le travail des **employés du commerce** il esquisse cette notion (Capital, III) :

Bien sûr, le commerçant fait du profit non par création de nouvelles valeurs, puisqu'il ne fabrique rien, mais en s'appropriant une fraction de la plus-value incluse dans la marchandise, en « se la faisant transférer par le capital industriel ». S'il a des employés, ils ne peuvent pas non plus créer de nouvelles valeurs et lui donner une plus-value... Cependant la masse de son profit sera d'autant plus grande que le travail non payé de ses commis sera important ; « il lui rapporte non parce qu'il crée **directement** de la plus-value mais parce qu'il contribue à diminuer les frais de réalisation de la plus-value. C'est pourquoi, dans une certaine mesure, leur travail ne diffère pas de celui des autres salariés producteurs directs de plus-value ».

— Pour se rapprocher du travail domestique voyons comment « **tout ce qui contribue à abaisser le coût de la production de la force de travail** accroît le taux général de la plus-value » (Capital 1, X)

- au sujet de la **disparition des frais d'apprentissage** : « Cela entraîne pour le capital un accroissement de la plus-value, car tout ce qui raccourcit le temps de travail nécessaire à la production de la force de travail agrandit ipso facto le domaine du surtravail » (Capital, 1, XIV) ;
- au sujet de la **baisse du coût de la vie** : « Le capitaliste qui vend ses chemises moins chères (parce qu'il en fabrique plus et pour gagner un marché) n'est pas nécessairement conscient de diminuer par-là la valeur de la force de travail et d'abrèger ainsi la partie de la journée de travail où l'ouvrier travaille pour lui-même, mais au bout du compte, ce n'est qu'en contribuant à ce résultat qu'il contribue à l'élévation du taux général de la plus-value » (Capital 1, XIX).
- Cette **notion de taux général de plus-value** est indispensable pour comprendre comment le travail domestique, bien qu'il ne soit pas directement exploité par les capitalistes en tant qu'individus, contribue à l'augmentation de leur plus-value.

- **Le travail domestique**

Le capitaliste ne donne pas à l'ouvrier de quoi acheter les marchandises prêtes à consommer, Il lui donne seulement de quoi acheter les moyens de production (aliments crus, tissus) d'un autre travailleur, sa femme, qui, elle, produira par son travail non payé les valeurs d'usage nécessaires à la reproduction du ménage, enfants compris (**cf. encadré 2, § 1**).

ENCADRE 2

ET SI NOUS CALCULIONS...

Pour aider à comprendre le mécanisme de l'exploitation indirecte du travail domestique, nous donnons ici un exemple numérique, forcément schématique.

Pour faire vivre un ménage d'ouvriers, avec 1 ou 2 enfants, il faut exercer chaque jour 8 heures de travail domestique (**cf. encadré 3**) : il s'exerce sur des objets de travail (aliments crus, tissus, meubles, etc.) avec des moyens de travail (ustensiles, balais, etc.). La consommation de ces denrées, l'usure de ces ustensiles équivalent environ à 4 heures de travail social dans le cadre de la production capitaliste (on comprendra plus loin pourquoi on donne ces chiffres). Au total, donc, le travail pour entretenir un ménage représente 12 heures : 4 heures de production capitaliste (objets et moyens de travail achetés) + 8 heures de travail domestique.

Disons pour simplifier que cela représente 6 heures dont « profite » la femme et 6 heures pour l'homme : 6 heures de travail social nécessaires pour reproduire le travailleur (reproduire sa force de travail présente, et la force de travail future où le remplacera : son enfant).

1. L'exploitation indirecte :

L'homme travaille chez un capitaliste 8 heures par jour, il ne touche comme salaire que l'équivalent des marchandises nécessaires à la reproduction de sa force de travail (femme et enfants compris), c'est-à-dire de ce que sa femme doit acheter sur le marché pour le ménage. On sait que le salaire pour une journée de 8 heures ne représente la valeur que de 4 heures de travail : c'est le taux d'exploitation moyen. Le salaire représente donc 4 heures de travail social.

	H	F	
Plus-value	4		
Travail salarié	---	8	Travail domestique

La plus-value extraite par le capital est donc de 4 heures par jour. Pour obtenir ces 4 heures, le capitaliste doit avancer un capital variable (= salaire) de 4 heures. On calcule ainsi le taux de plus-value directe du capitaliste :

$$\frac{\text{Plus-value extraite}}{\text{capital variable}} = \frac{4}{4} = 100\%$$

Qu'en est-il pour l'homme et pour la femme ? Chacun a fourni 8 heures de travail mais n'a reçu de travail social (d'eux-mêmes et de la société) que 6 heures. Le reste de leur travail a profité à d'autres (les capitalistes). De leur point de vue, par rapport au travail fourni, leur taux d'exploitation est :

$$\frac{\text{travail fourni} - \text{travail reçu}}{\text{travail fourni}} = \frac{8 - 6}{8} = 25\%$$

Tous deux sont également exploités par rapport au travail fourni, mais l'homme est directement exploité par son patron, et la femme l'est indirectement, en reproduisant gratuitement la force de travail.

L'hypothèse suivante prouve qu'il s'agit bien d'une exploitation indirecte par le capital :

2. S'il n'y avait plus d'exploitation indirecte

Imaginons que les femmes n'effectuent plus aucune tâche domestique, que tout le travail domestique devienne marchand, capitaliste. Imaginons que l'homme vive, seul ou avec un enfant, dans une pension de famille où tous les services que lui rendait sa femme sont maintenant payés. Ces services seraient plus rationalisés, mais des salaires s'y ajouteraient : aussi le travail social nécessaire à la reproduction de la force de travail (travailleur + son enfant) demeurerait à peu près le même : 6 heures. Si tous les prolétaires sont dans le même cas, les capitalistes devront bien payer l'équivalent de ces 6 heures (nous ne sommes plus en 1830...). Dans une journée de travail de 8 heures, la plus-value tomberait à 2 heures. Le taux de plus-value pour le capitaliste baisserait donc :

$$\frac{2}{6} = 33\%$$

La différence c'est que maintenant les femmes de ménage, les cuisinières, etc., sont payées.

3. La double exploitation

Quand les femmes prolétaires sont rappelées massivement dans la production, nous ne nous trouvons pas pour autant dans l'hypothèse précédente : elles demeurent obligées d'assurer les tâches domestiques, mais cela suppose une certaine socialisation de ces tâches : elles utilisent des conserves, des surgelés, elles ont recours aux crèches et cantines, elles jettent au lieu de raccommoder.

Les 12 heures de travail social nécessaires à la reproduction du ménage se décomposent alors ainsi : 7 heures de production capitaliste, 5 heures de travail domestique.

Par ailleurs, la femme dans la production est surexploitée et elle reçoit un salaire inférieur à celui de son mari : c'est un salaire d'appoint destiné à compenser le manque dans sa production domestique (ou à peine plus...). Donc puisqu'il faut que ce ménage achète sur le marché

l'équivalent de 7 heures de travail social et que le mari en perçoit 4 par son salaire, elle n'en recevra que 3. On a le schéma suivant :

		H.	F	F	
	Plus-value	4	5		
Travail salarié		---	---	+	5
	Salaire	4	3		Travail domestique

Le taux de plus-value du capital augmente (il profite de la surexploitation des femmes dans l'exploitation directe) :

$$\frac{\text{plus-value extraite}}{\text{capital variable}} = \frac{4 + 5}{4 + 3} = 127\%$$

Le taux d'exploitation du point de vue de l'homme est inchangé :

$$\frac{\text{travail fourni} - \text{travail reçu}}{\text{travail fourni}} = \frac{8 - 6}{8} = 25\%$$

Mais le taux d'exploitation pour la femme augmente considérablement :

$$\frac{\text{travail fourni} - \text{travail reçu}}{\text{travail fourni}} = \frac{8 + 5 - 6}{8 + 5} = \frac{7}{13} = 44\%$$

Si les femmes n'assuraient pas ce travail, chaque travailleur aurait recours à des services collectifs, ou n'achèterait plus que du « prêt à consommer ». Le patronat serait bien obligé de lui verser des salaires bien supérieurs (et cela malgré la pression sur le marché de l'emploi créé par l'arrivée massive des femmes dans la production) : nous ne sommes plus en 1830, à l'époque des soupes populaires. Le rapport surtravail/travail nécessaire ou **taux de plus-value baisserait donc considérablement. C'est la preuve que les capitalistes profitent du travail domestique de la femme, qu'ils l'exploitent indirectement. (Cf encadré 2, § 2.)**

Bien sûr, ceci est soigneusement camouflé. Comme dans les modes de production antérieurs, il allait de soi que chacun subvienne à ses besoins, les ouvriers trouvent naturel de continuer à pourvoir à leur propre subsistance tout en travaillant toute la journée comme des bêtes au profit du patron. Et le patron de s'insurger : serait-il obligé d'entretenir totalement les familles de ses ouvriers ? Ce serait pourtant dans la logique du système, et Marx le souligne vigoureusement : « Il est vrai que le travailleur fait sa consommation individuelle pour sa propre satisfaction, mais les bêtes de somme aussi aiment à manger, et qui a jamais prétendu que leur alimentation en soit moins l'affaire du fermier ? »

- **Qui est l'exploiteur ?**

Le travail domestique effectué par la femme au service de la famille ne rapporte rien au mari. Ce n'est pas lui qui exploite sa femme. L'exploiteur nous l'avons vu, c'est bien la classe des capitalistes².

² Meillassoux dans « Femmes, greniers et capitaux » considère que ce travail de la femme au foyer est une « rente en travail » au profit du capital (ce qui ne change rien à la réalité de cette exploitation). Il fait un rapprochement intéressant entre ce travail gratuit et la reproduction gratuite de la force de travail dans les pays sous-développés :

- **Qui est exploité ?**

L'exploitation indirecte du travail domestique concerne essentiellement les femmes, du fait de leur oppression, mais elle se dirige indistinctement contre **l'ensemble des salariés**. Si le travailleur n'a pas de femme, il sera obligé lui aussi à une double journée de travail. Cependant on voit rarement le travailleur assurer à lui seul les tâches domestiques qui incombent à la femme, soin des enfants compris. Quand un homme se retrouve seul avec des enfants, les services sociaux déploient à son égard un zèle tout spécial qu'une mère célibataire ne suscite pas !

L'exploitation du travail domestique est bien un rapport de classe aussi parce que les femmes de la bourgeoisie, elles, ont les moyens d'y échapper : elles font faire le travail par des employées de maison. Certaines féministes bourgeoises nient ce fait, disant que même les femmes de la bourgeoisie ont des tâches à accomplir et sont les esclaves du standing de leur mari. Mais, si elles subissent une oppression, elles ne sont pas du tout exploitées dans une production domestique : le ménage reçoit une part suffisante de la plus-value, directement si le mari est capitaliste, ou sous forme de gros salaire si le mari est cadre. Ce sont elles qui exploitent leurs employées de maison, vis-à-vis desquelles elles ont des fonctions de patron. Elles font bien partie de la classe des non travailleurs et des exploiters. Non, les femmes de la bourgeoisie et les femmes du peuple ne sont pas sœurs, leur rapport au capital n'est pas le même, et cela est particulièrement clair en ce qui concerne le travail domestique.

LA DOUBLE EXPLOITATION

Exploitées **indirectement dans leur travail domestique, les femmes le sont, en plus, directement, comme tous les salariés, quand elles sont dans la production**. C'est pour cela que l'on peut dire : les femmes subissent une double exploitation. Cela ne signifie pas qu'elles sont deux fois plus exploitées que les hommes, mais qu'elles sont exploitées conjointement de deux façons. **(Cf. encadré 2, § 3.)**

Ce terme de double exploitation nous paraît préférable à celui de double journée de travail, qui n'en est que le résultat. Il souligne l'extorsion du travail gratuit des femmes par la classe capitaliste. Et cela permet de mieux situer leur lutte : la cible, c'est principalement la classe exploiteuse ; secondairement l'homme oppresseur. La classe exploiteuse est à détruire en tant que classe. L'homme, lui, est à transformer.

Il nous faut voir maintenant que le capital tire profit de la double exploitation des femmes, non seulement par l'augmentation du taux de plus-value que permet le travail domestique, mais aussi par la combinaison habile de ces deux formes d'exploitation.

les hommes y sont contraints de travailler dans la production capitaliste — soit sur place, une partie de la journée ou de l'année, dans le cas d'implantation d'usines ou dans des plantations capitalistes — soit dans les pays impérialistes (immigrés) une partie de leur vie, tout en continuant à être reproduits dans le cadre de la production vivrière (qui dans le cas de l'immigration continue à être assurée par femmes, enfants ou autres membres de la communauté villageoise).

LA DOUBLE EXPLOITATION

Interaction du travail domestique et du travail dans la production

Le capitalisme s'est très vite révélé comme un système instable engendrant des crises économiques. Cela se traduit par des variations brutales sur le marché de l'emploi.

- **La nécessité d'une armée de réserve**

A l'origine de la production capitaliste, tant que les progrès techniques ont été lents, la composition du capital restait stable : pas de nouvelles machines, beaucoup de travailleurs.

Mais à mesure que l'accroissement du capital rendait le travail plus productif par l'introduction de nouvelles machines, le besoin en main-d'œuvre du patronat baissait : « En produisant l'accumulation du capital, et à mesure qu'elle y réussit, la classe salariée produit elle-même les instruments de sa mise en retraite. » (Capital 1, XXV). Cependant quand de nouvelles branches de l'industrie se créent, le mouvement ascendant de l'emploi reprend pour un temps. Par exemple, après les années 45-46, l'urbanisme et l'automobile ont relancé la production.

L'accumulation du capital elle-même produit donc une baisse de la demande de travail de la part du patronat. Mais un autre phénomène provoque encore plus violemment cette baisse : la centralisation de capitaux. Elle accélère d'un coup ce processus assez lent de l'accumulation, « elle précipite les changements dans la composition technique du capital, changements qui augmentent sa partie constante (machines) au dépens de sa partie variable (salaires) » (Capital 1, XXV) : c'est ce que nous connaissons aujourd'hui avec les processus de fusions, de concentrations entraînant une montée du chômage.

Bien sûr il y a des périodes d'expansion calme, avec élargissement du marché. Alors les besoins en main-d'œuvre ont tendance à augmenter régulièrement. Ce fut le cas dans les années 67-73. On produit beaucoup.

Mais les périodes d'expansion aboutissent à des crises : les produits deviennent trop abondants et des goulots d'étranglement apparaissent dans leur écoulement. Tout ce beau processus d'accumulation s'écroule. Les capitalistes ne peuvent s'en sortir qu'à coup d'innovations techniques et de centralisations, rejetant une partie des travailleurs sur le pavé. Et plus se développe le machinisme et l'automation, dans le cadre de la production capitaliste, plus se développe une surpopulation ouvrière, **une armée de réserve** industrielle.

Face à ce problème, dans un premier temps, le capital a trouvé simple de se débarrasser de ce surplus en l'envoyant aux colonies. Mais il a compris bientôt qu'il était plus avantageux de le

LE TEMPS DE TRAVAIL DOMESTIQUE

Une étude parue dans un journal américain « Scientific American » apporte quelques précisions intéressantes sur le temps consacré aujourd'hui aux tâches domestiques.

Dans l'espace d'un demi-siècle, ce temps a diminué uniquement pour les femmes qui travaillent à l'extérieur, pas pour celles qui restent au foyer.

S'il tombe à 26 heures par semaine pour les premières, pour les autres il demeure remarquablement constant : 52 à 56 heures par semaine, que ce soit à la ville ou à la campagne (si on excepte ici 10 heures de travail de ferme).

- **Comment le travail domestique demeure-t-il si lourd ?**

Certains facteurs l'ont réduit : moins forte natalité, développement des services sociaux, électro-ménager, etc.

Mais si certaines tâches diminuent : fabrication et réparation des vêtements (on use, on jette), cuisine, d'autres augmentent : courses, ménage, lessive et repassage (il y a la machine à laver, mais on achète davantage de vêtements), soin des enfants, et surtout rapports avec l'administration (Allocations, Sécurité sociale, etc.).

Enfin la société de consommation développe les besoins et le goût du standing.

- **Pourquoi cet écart du simple au double dans le temps de travail domestique entre femmes au travail et femmes au foyer ?**

- Les femmes au foyer ont sans doute davantage d'enfants jeunes et elles bénéficient moins que les travailleuses des services sociaux (crèches, cantines).

- Mais il ne faut s'imaginer que le partage des tâches se fait mieux entre mari et femme si la femme travaille. L'enquête prouve que c'est faux.

- Une autre enquête semble mettre l'accent sur la cause la plus profonde : à nombre égal d'enfants, **les femmes au foyer**, bien qu'elles effectuent déjà plus de travail domestique en semaine que les femmes au travail (près de 9 heures / moins de 4 heures par jour), **en font encore plus** que ces dernières **le week-end** (6 heures / 5 heures par jour).

Cela viendrait de la grande dépréciation où se trouve le travail domestique (par rapport à ce qu'il était autrefois en milieu rural où il était davantage l'égal du travail des champs). **Ce n'est pas un travail reconnu socialement**, du fait de l'isolement de la femme au foyer. On ne le voit pas, il passe inaperçu, il ne se commercialise pas. En travaillant fort le week-end les femmes veulent montrer combien elles sont utiles. Les femmes qui travaillent à l'extérieur, savent qu'elles contribuent au budget du ménage et ne ressentent pas la même pression.

garder sur place. Et dans ces conditions, **les femmes allaient constituer l'armée de réserve idéale** (relayée aujourd'hui en partie par les immigrés).

- **Les femmes en réserve...**

Dans les périodes de récession, on leur inculque que leur place est au foyer. Là, manipulées par des campagnes idéologiques, elles servent de plusieurs façons les projets des capitalistes :

1. **Sur le plan économique** : elles deviennent l'agent consommant du ménage salarié et contribuent ainsi à faire s'écouler le surplus de la production. Pour peu qu'il faille au contraire

développer l'épargne, on fait appel à leur souci d'économie, les revues féminines se déploient en bonnes idées, en trucs, faciles à réaliser soi-même, etc.

Enfin, comme on ne peut les empêcher tout à fait de chercher un travail, et que le patronat ne peut tout à fait se passer d'elles, on vante les aspects séduisants du **travail intérimaire** (qui n'est avantageux que pour le patron). Ou encore on ne leur octroie que des **contrats à durée limitée**, méthode qui se répand aujourd'hui dans les petites entreprises employant des femmes.

Tout cela crée une pression sur le marché de l'emploi et permet de maintenir les salaires bas et de bloquer les luttes.

2. Sur le plan idéologique et politique : l'intérêt principal pour le patronat c'est que cela crée ou plutôt aigüise une **division** au sein du peuple.

- De plus **l'isolement des femmes au foyer** est utilisé pour les couper de toute vie sociale. Même leur travail domestique n'est pas reconnu socialement (cf. encadré 3).
- Cela entraîne un désintérêt de la vie sociale et les femmes deviennent souvent une force conservatrice, utile au pouvoir et aux patrons. Ceux-ci font appel à leur sagesse pour empêcher leur mari de faire grève.
- On développe chez elles la tendance à la soumission qui sera si utile quand elles retourneront à la production.
- Enfin l'abnégation des femmes est portée aux nues, ce qui permet de les utiliser comme bénévoles. Cette notion de bénévolat est avancée aujourd'hui dans le domaine de l'instruction publique, elle permet d'émettre l'idée d'un service civique pour les femmes, etc.

Comment la classe ouvrière réagit-elle ? En général le retour des femmes au foyer s'opère sans trop de heurts :

- les syndicats se mobilisent moins contre les licenciements des femmes, ou ceux-ci interviennent surtout dans des petites boîtes où le syndicat n'existe pas ;
- les femmes elles-mêmes finissent par s'y résigner : pour 3 femmes quittant leur travail salarié, une seule recherche un nouvel emploi. Très souvent les femmes ont un salaire si mince qu'elles peuvent s'en sortir presque aussi bien financièrement en restant au foyer : plus de frais de nourrice, économies, etc.

Cependant il faut noter que dans la crise actuelle, ce retour des femmes au foyer est contrebalancé par d'autres phénomènes (cf. p. 42).

- **Rappelées dans la production...**

Dès que la machine productive se remet en marche, le capital rappelle à la production son armée de réserve. Les femmes retournent alors massivement au travail. Ainsi de 1967 à 1970, années d'expansion, si les emplois des hommes ont cru de 1,3 % par an, ceux des femmes ont cru de 2,6%. Et en 1971-1972, les femmes ont contribué pour 75 % à l'accroissement de la population active disponible.

- **Avantages économiques**

Dans la production, le patronat tire des avantages immenses de la double exploitation des femmes :

1. Le salaire d'appoint. Du fait qu'il s'agit d'un second salaire, la pression patronale et la concurrence des femmes entre elles tend à abaisser le salaire féminin au-dessous du niveau du premier salaire : juste ce qu'il faut pour compenser le manque à produire dans le cadre de la production domestique, ou à peine plus, de quoi « mettre du beurre dans les épinards ». **Les salaires des femmes mariées** sont de 40 % inférieurs à ceux des hommes chez les ouvriers et de 30 % chez les employés.

L'écart atteint 56 % dans le textile, 60 % dans le cuir. Cet écart diminue toutefois grandement pour **les femmes célibataires** : il est de 21 % chez les ouvriers et de 11 % chez les employés.

Le patronat camoufle soigneusement ces chiffres : il prétendait en 1972 que « pour un travail égal » l'écart n'était que de 6% et aujourd'hui il ne serait que de 3% ! Mais ces statistiques ne portaient que sur cinq catégories de personnel ouvrier travaillant dans les mêmes branches et sur le seul salaire horaire...

En fait **il est illusoire et trompeur de parler de travail égal** : cela n'existe pas pour les femmes pour plusieurs raisons que nous allons énumérer :

2. **Leur manque de qualification.** Elles n'en ont jamais eue, et cela dès la formation scolaire. Les filles sont toujours orientées vers des voies de garage : **75 % des femmes ayant des CAP ont des CAP dits « féminins »** : dactylos, couture, commerce... Avec des CAP de couturières, elles vont tout droit au chômage ou à la déqualification : on les embauche dans la mécanique de précision ou l'électronique à cause de leur habileté manuelle, mais comme OS 1, sans qualifications.

C'est ainsi que 64 % des femmes, contre 44 % des hommes, n'ont aucune qualification professionnelle.

On ne leur en donne pas plus dans le cadre de la formation professionnelle continue : en 1973 elle n'a concerné qu'une femme sur treize salariés, contre un homme sur sept.

Quant à l'AFPA, elle n'a compté, en 1973, que 9 % de femmes. Les déclarations gouvernementales sur la nécessaire formation des femmes n'y changent pas grand-chose !

3. **La discontinuité et la mobilité dans l'emploi.** Du fait de la maternité, des problèmes liés aux enfants, les femmes sont toujours menacées de déclassement, voire de licenciements par suite de grossesse et d'absences. Les femmes ont ainsi bien rarement droit aux primes d'ancienneté.

4. **La durée du travail** est moindre à cause de la double journée de travail, les femmes ne font pas en général d'heures supplémentaires. Cependant dans des boîtes de femmes (type conserveries, confection) ou dans le secteur santé, il arrive bien souvent qu'on force les femmes à effectuer des journées de 10 heures, non payées en heures supplémentaires parce que récupérables en période moins chargée...

5. Du fait de cette notion de salaire d'appoint et de ce manque de qualification, les femmes se trouvent **cantonnées dans des métiers dits féminins**, c'est-à-dire en fait les **échelons les plus bas de la hiérarchie**. A elles les emplois les plus pénibles, les plus répétitifs, les plus fractionnés et les moins payés.

Ce qui se creuse aujourd'hui, ce n'est pas tant l'écart entre les salaires « à travail égal » qui a plutôt tendance à diminuer, mais la **répartition dans les catégories socio-professionnelles**.

En 1974 (d'après Economie et Statistiques n°59), 30% des OS sont des femmes (alors que les femmes ne sont que 20% de la catégorie des ouvriers).

Parmi les femmes, 26% sont manœuvres contre 17% chez les hommes ; 30% sont OS 1 contre 14% ; 5% sont P2 ou P3 contre 28 %.

Parmi les cadres supérieurs on ne trouve que 8,9% de femmes, et dans des postes de moindre responsabilité. Aux PTT, la catégorie agents d'exploitation compte 76% de femmes, celle des Inspecteurs n'en compte que 5%.

C'est surtout **leur répartition dans l'activité économique** qui accroît les différences de salaires : on ne les emploie qu'assez peu dans les grosses entreprises industrielles, mais presque exclusivement dans des petites boîtes où les salaires sont inférieurs, les cadences et les conditions de travail bien pires, et où même les droits syndicaux sont moins étendus : par exemple, dans les petites boîtes, le délégué syndical n'a toujours pas droit à des heures de délégation. La répression y est bien plus forte.

Tout cela constitue une véritable surexploitation des femmes.

Cette surexploitation s'appuie aussi sur des **données idéologiques** :

1. La notion de salaire d'appoint est ancrée dans la classe ouvrière. Même lorsqu'elles travaillent, les femmes ne sont pas indépendantes de leur mari.
2. Le rapport de la travailleuse au patron reproduit la situation de dépendance de la femme au mari, et l'oppression joue à plein, y compris sexuellement (droit de cuissage). L'encadrement souvent masculin est destiné à accentuer cette oppression.
3. Surtout, les femmes sont écartelées entre les tâches domestiques et le travail où elles sont surexploitées, et cette situation les maintient à l'écart des luttes. Comment avoir le temps de s'informer, de discuter avec une double journée de travail, quand déjà on ignore tout loisir, toute détente !
4. A l'écart des luttes, les femmes le sont aussi du fait de l'oppression qu'elles subissent : peur de prendre la parole, de se montrer, pression du-mari. Et dans le syndicat elles sont aussi opprimées par les hommes : monopole de la parole, division des tâches, etc.

Nous touchons du doigt l'interaction profonde de leur surexploitation et de l'oppression spécifique des femmes.

PETIT LEXIQUE DES TERMES MARXISTES UTILISES

Mode de production : ensemble constitué par les rapports de production d'ordre économique et par la superstructure politique et idéologique qui y correspond.

Dans une société, il y a plusieurs modes de production qui coexistent, mais l'un est dominant. Exemple : en France, il y a le mode de production capitaliste qui domine, des traces de l'ancien mode de production féodal plus ou moins abâtardi (métayage, rente foncière), un secteur de petite production marchande (surtout dans l'agriculture).

Procès de travail : processus par lequel l'activité personnelle de l'homme (travail productif) s'exerçant sur des **objets** de travail avec des **moyens de production** (machines, outils) crée des **valeurs d'usage** (produit utile socialement).

Procès de production : procès de travail avec circulation du capital.

Rapports de production : rapports des hommes entre eux en ce qui concerne la direction et la destination de la production.

Forces productives : rapports des hommes face à la nature.

Travail nécessaire : temps durant lequel le travailleur produit la valeur nécessaire à la reproduction de sa force de travail [= son propre entretien et celui de futur travailleur, son enfant).

Surtravail (ou temps de travail extra) : différence entre le travail nécessaire et le travail fourni total (= pendant une journée de travail le travailleur produit plus qu'il ne lui faut pour survivre 1 jour).

Exploitation : rapport de production tel qu'il oblige le travailleur à un surtravail que s'approprie un non-travailleur.

Capital constant (c) : partie du capital investie dans les moyens de production : amortissement des machines et bâtiments, matières premières et énergie dépensées. Cette partie du capital est dite constante ou fixe, car elle ne crée pas de nouvelle valeur.

Capital variable (v) : valeur de la force de travail des ouvriers : correspond à leurs salaires. Cette part du capital est dite variable car elle reproduit son propre équivalent, plus un excédent : la plus-value.

Composition organique du capital : rapport entre la valeur du capital variable et la valeur du capital constant.

Plus-value (pl) : valeur du surtravail fourni par le prolétaire que s'approprie le capitaliste.

Plus-value absolue : la plus-value produite par la simple prolongation de la journée de travail.

Plus-value relative : plus-value produite par l'abréviation du temps de travail nécessaire (accroissement de la productivité).

Taux de plus-value : rapport entre la plus-value et le capital variable (salaire ou entre le surtravail et le travail nécessaire. On l'appelle aussi degré d'exploitation ; on l'exprime pl/v).

CHAPITRE II

Femmes opprimées

COMMENT SE MANIFESTE L'OPPRESSION

Les lignes qui vont suivre sont fort incomplètes et ne prétendent pas épuiser le sujet, l'oppression des femmes se manifestant à tous les niveaux de la vie. Rien ne peut remplacer l'enquête concrète pour en saisir toutes les manifestations.

La remise en cause de l'oppression et de l'exploitation vécues par **les femmes a pour cause principale l'évolution des contradictions du capitalisme**. Ces contradictions se manifestent par :

- Le décalage entre l'insertion croissante des femmes dans la production et le fait qu'elles sont considérées comme mineures socialement ;
- La crise de l'idéologie bourgeoise due à la contradiction entre l'évolution du mode de production capitaliste et la morale bourgeoise traditionnelle.

Enfin l'importance des expériences faites en Chine et en Albanie, d'une part, d'autre part le caractère nouveau des luttes apparues en France depuis 1968, montrent un autre rôle social des femmes, une remise en cause radicale des rapports sociaux existants (salaires, savoir, hiérarchie, division manuels/intellectuels...).

La remise en cause de l'oppression et de l'exploitation s'inscrit donc dans une période où l'ensemble du mode de production est en crise et où il apparaît enfin plus nettement que l'égalité des droits hommes/femmes sera obtenue concrètement, non pas par des lois, mais par un changement global de la société.

• Quelle définition de l'oppression ?

Dire que l'oppression existe quand un groupe social se voit imposer, par des moyens économiques, politiques ou idéologiques, une activité non conforme à ses intérêts est insuffisant, car cela ne rend pas compte de l'appartenance de classe.

Pour nous, **l'oppression est la domination politique, économique et idéologique d'un groupe social sur un autre, en raison de son sexe, de son âge ou de sa nationalité, domination dont les formes sont principalement réglées par l'appartenance de classe** : ainsi tout homme est bien agent de l'oppression sur la femme ; mais, de même que la femme bourgeoise n'est pas opprimée de la même façon que l'ouvrière, l'ouvrier homme n'a pas les mêmes moyens de domination que le capitaliste.

L'oppression des femmes est donc liée :

- à la division sexuelle des rôles sociaux liés historiquement au patriarcat (cf. p. 6) ;
- aux conditions matérielles spécifiques de chaque classe.

Il faut établir sans cesse le lien entre ces deux aspects, sous peine de tomber dans une déviation sexiste (le patriarcat est plus important que le mode de production dominant) ou économiste (seule compte la lutte contre l'exploitation de la classe ouvrière indifférenciée).

I. — DANS LA FAMILLE

- **Rôle assigné à la famille**

— **Le mythe bourgeois de la famille** : la bourgeoisie, depuis qu'elle a établi sa domination, propose une image mythique, idéale de la famille, qu'elle est bien loin de réaliser pour sa part, puisqu'elle a établi sur tous les rapports sociaux la domination des rapports marchands, de la propriété privée et des Intérêts particuliers. Mais elle a toujours été habile à enjoliver la réalité la plus sordide en vue de tromper les esprits. Cette image mythique a servi pour opprimer les femmes de ses propres rangs, mais surtout pour **détourner les masses de la lutte** contre la domination d'une nouvelle classe d'exploiteurs.

Les pages les plus délirantes consacrées à l'amour maternel, les tableaux idylliques de scènes familiales datent précisément de cette époque où la révolution bourgeoise se préparait en Occident.

L'image, bien que battue en brèche par l'apparition du machinisme et l'exploitation intensive des femmes et des enfants dans la production, a vite été remise à l'honneur, et la famille se porte relativement bien malgré les assauts d'une société de plus en plus robotisée et mercantile. Et c'est sûr qu'elle est perçue par beaucoup comme le seul lieu où des rapports humains puissent être vécus avec un peu de liberté et de gratuité. Mais en dehors de cette fonction de refuge évident, la famille joue un rôle bien utile à la bourgeoisie pour renforcer sa domination.

- Elle est **le lieu de la reproduction de la force de travail**, par l'exploitation indirecte du travail domestique (voir chapitre 1)

- Elle a un rôle d'**unité de consommation**; la femme est la consommatrice idéale.

- La famille est **l'institution principale qui reproduit les rapports de domination de l'homme sur la femme**. Le mariage conjugal, dit Engels, « n'entre point dans l'histoire comme la réconciliation de l'homme et de la femme. Au contraire, Il apparaît comme l'assujettissement d'un sexe par l'autre, comme la proclamation d'un conflit des deux sexes » (Origine de la Famille, de la Propriété privée et de l'Etat).

- Elle est un **centre de transmission de l'idéologie dominante** : la mère joue à ce niveau un rôle important. Objectivement : l'enfant habitué à voir sa mère jouer le rôle de servante pensera plus tard qu'il s'agit d'un ordre juste et naturel ; subjectivement : en particulier quand elle reste au foyer, la femme peut être porteuse d'une idéologie réactionnaire, vu son propre conditionnement (isolement, Influence de la presse féminine, etc.).

- Elle est **le lieu de reproduction des rapports hiérarchiques** : le père reproduit sur sa femme et ses enfants les rapports d'autorité dont il est lui-même victime dans son travail. La femme reproduit sa position de mineure sociale.

Cette reproduction se fait d'ailleurs dans d'autres institutions que la famille : à l'école, par les mass-media, la justice, etc.

- **Du mythe à la réalité**

En fait, on peut se demander ce qui reste du modèle de la famille bourgeoise pour la classe ouvrière.

- L'élément sécurisant ? Drôle de sécurité que celle de vivre dans une cellule où le père rentre lassé du travail et reporte toute son humiliation de l'usine sur la femme et sur les

enfants. Où la mère est contrainte de faire une double journée de travail, et où les enfants, dès le premier âge, vivent souvent dans la rue.

— Lieu de socialisation pour l'enfant ? En réalité, c'est surtout l'école qui éduque l'enfant : cette caserne que l'on construit pour les enfants du peuple se charge de lui inculquer les notions d'obéissance, de respect de la hiérarchie si chères à la bourgeoisie.

— Moyen de transmettre la propriété ? Quelle propriété ? Les chaînes et les patrons ? Les dettes ? Le logement dont on risque d'être expulsé ? Peut-on parler sérieusement de famille pour cet ensemble où les rapports homme/femme, parents/enfants sont aliénés, rendus impossibles ? Que reste-t-il de toutes les « vertus » de la famille après le passage du bulldozer capitaliste ?

En réalité, nul plus que prolétariat n'est capable de comprendre le caractère répressif du modèle familial actuel. Mais il ne faut pas sous-estimer le poids des idées bourgeoises et l'impossibilité, dans la société actuelle, d'avancer un autre type de modèle. Et si le projet communiste vise à la destruction de la famille, nul ne sait par quoi elle sera remplacée : Engels distingue deux étapes dont seule la première est connue : « Ce qui disparaîtra de la monogamie, ce sont tous les caractères que lui ont imprimés les conditions de propriété auxquelles elle doit sa naissance : la prépondérance de l'homme, l'indissolubilité du mariage... », en précisant cependant que le régime communiste « transformera les rapports entre les sexes en rapports tout à fait personnels... Cela sera atteint lorsque la prospérité privée aura disparu, lorsque l'éducation sociale des enfants sera assurée et seront détruites ainsi les deux bases fondamentales du mariage actuel (bourgeois), c'est-à-dire la soumission de la femme à l'homme et des enfants aux parents » (F. Engels, « Les principes du communisme »).

C'est pourquoi les **éléments de réflexion sur la famille ne peuvent que surgir des luttes elles-mêmes**, à partir de la réalité que vit le peuple. Car seul le prolétariat et le peuple peuvent combattre sans dévier et avec efficacité la famille bourgeoise, à condition que celle-ci soit reconnue, consciemment, comme **obstacle réel dans la lutte des classes**. Il faut partir des faits (pourquoi les mères ne sont pas aux piquets de grève, par exemple aux Nouvelles Galeries de Thionville ; pourquoi les maris empêchent-ils telle lutte) pour poser les problèmes réels de la famille et avancer pas à pas.

- **Un cas particulier de l'oppression familiale :**

- le travail domestique**

Le travail domestique n'est pas reconnu comme un travail social dans nos sociétés capitalistes, il est méprisé, nié : tout au plus, la femme « s'occupe » chez elle. Or si, pour la bourgeoisie, on peut effectivement parler tout juste d'occupation, il en est différemment pour la femme du peuple : soit elle travaille à l'extérieur et, quand elle rentre, elle n'a pas un moment de répit, fournissant une journée de travail de quatorze heures, soit elle passe sa journée chez elle et dans ce cas, bien que l'intensité de son travail soit moindre (quand elle a peu d'enfants), elle est souvent trop courte pour entreprendre autre chose que des tâches domestiques. Ces travaux souvent qualifiés qu'elle effectue ne sont pas reconnus à leur juste valeur. Les week-ends servent à rattraper le retard ; les vacances en famille, en camping, ne permettent pas un véritable repos.

Les loisirs sont donc pratiquement inexistants et très fortement conditionnés par l'idéologie bourgeoise : toute une presse du cœur, roman photos a été créée spécialement pour la femme du peuple, véhiculant des schémas réactionnaires : travail, famille, fatalisme, « l'amour résout tous les problèmes », etc.

Les contacts sociaux sont réduits, surtout dans les grandes concentrations urbaines : le travail domestique actuel s'effectue dans l'isolement (par rapport à certaines formes de regroupement, tels que les lavoirs collectifs autrefois) : « Derrière les murs privés, le travail consacré au lavage devient invisible et socialement inexistant ».

Le capitalisme accentue l'isolement des femmes dans leur foyer : les appareils ménagers ne diminuent pas le travail des femmes : elles ne font pas moins de choses, mais d'autres choses (temps passé dans les transports, les démarches administratives...). Enfin la tenue du budget est le fait des femmes dans la classe ouvrière (dans 80 % des ménages). C'est un travail supplémentaire même s'il donne quelque responsabilité à la femme (contrairement aux bourgeois).

Le résultat concret de cette oppression se fait sentir sur la santé : beaucoup de femmes se font soigner pour épuisement (insomnies, incapacité à avoir des idées suivies, dépressions). Une charge d'anxiété s'ajoute à la fatigue proprement dite. Les accouchements prématurés sont fréquents surtout chez celles qui accumulent usines et tâches domestiques.

II. — DANS L'ÉDUCATION

- **La discrimination homme/femme s'opère dès la naissance** et cela dans toutes les classes sociales, bien que le contenu de la discrimination ne soit pas exactement le même. Les parents s'efforcent d'imposer un certain type de comportement dès la petite enfance. Une enquête menée en Italie³ a prouvé que, même dans la façon de donner le sein, la mère n'avait souvent pas la même attitude envers un garçon et une fille : la voracité et le plaisir sont loués chez le petit, alors que la petite doit « se calmer » avant de recevoir le sein, et doit téter vite. Les qualités requises pour les deux sexes ne sont pas les mêmes : chez la fille ce sont la beauté, la douceur (= passivité), l'affectivité. Elle apprend très tôt à être mère, par des jouets ou par l'incitation directe : quand tu seras mère... Dans les classes populaires, elle apprend très tôt le travail domestique, soit directement, soit indirectement par les jouets. Les livres d'enfants favorisent toutes ces attitudes.

- **L'école prend le relais**

Les filles apprennent la couture pendant que les garçons font des travaux manuels. Les professeurs jugent selon les critères de chaque sexe : les filles sont jugées plus faciles à mâter, mais plus « hypocrites » tandis que les garçons sont « francs », etc.

Chez les adolescents, les différents CAP sont destinés soit à un sexe soit à l'autre (dans la bourgeoisie, la différence se fait plutôt entre division scientifique/littéraire, liée à la perspective d'études supérieures). Les filles préparent des CAP de couture, dactylo, vente; seuls quelques-uns sont réellement mixtes: comptabilité. 75 % des femmes ayant des CAP les ont obtenus dans des **qualifications dites « féminines »**.

Enfin la **répression sexuelle** menée conjointement par la famille et l'école touche particulièrement l'adolescente : honte du corps, chasse aux amitiés particulières, répression de la masturbation.

Nous devons lutter pour la transformation des rapports enseignants/enseignés, parents/enfants. La lutte contre l'école capitaliste qui se développe doit intégrer les

³ « Du côté des petites filles » d'Hena Belloti

revendications concernant les filles : fin des enseignements diversifiés et à la sélection selon les sexes, qui se superpose à la sélection selon les classes. La contraception pour les mineures, comme pour toutes les femmes, doit exister réellement et non sur le papier.

III. — DANS LE TRAVAIL SOCIAL

C'est sur l'oppression perpétuée par la division des tâches selon les sexes, que le patronat s'appuie pour faire accepter les inégalités entre hommes et femmes dans le travail.

Il faut rappeler les faits exposés dans le chapitre précédent : cantonnement dans certains secteurs ; déqualification ; bas niveau des salaires ; absence de formation, etc.

Ces constatations prouvent bien que le travail des femmes n'est pas libérateur : dans une enquête faite auprès de femmes ouvrières et de femmes de classes moyennes, les premières invoquaient les raisons d'ordre économique dans ce qui les amenait à travailler (100%), les secondes l'indépendance et le goût pour le métier (30%). Mais ce travail est un facteur objectif de regroupement et de prise de conscience à la fois de l'oppression et de l'exploitation.

En dehors de leur surexploitation,, l'oppression des femmes prend aussi d'autres aspects :

— Oppression **des petits chefs** : ils se servent de manière bien précise des femmes : manœuvres de division, selon les cadences, la beauté ; agression sexuelle (voire droit de cuissage) ; chantage. Ils jouent sur la surfatigue, la nervosité, qui résultent de la double journée de travail : « Si tu ne plaisais pas à ton chef, il te tombait dessus sans arrêt jusqu'au moment où tu en avais marre, que tu craquais et que tu partais. Mais jamais ils ne se conduisaient comme ça avec les hommes. » (M. Christine, dans la brochure « Lip au féminin ».)

— **La beauté compte pour l'embauche ainsi que la docilité apparente.** Ce qui servira également pour l'attribution des postes : lors de la grève de Mamouth en janvier 1975, les femmes expliquaient que ce n'était pas un hasard si les caisses étaient tenues par des femmes : « Les hommes enverraient balader les clients désagréables. » Les femmes sont censées être habituées à sourire.

— **Les conditions de transport** sont particulièrement éprouvantes pour les femmes surtout quand elles ont à amener leur enfant à une crèche. De plus, vu l'éloignement fréquent du lieu de travail, elles risquent d'être agressées lors du trajet, particulièrement si elles travaillent la nuit ou le soir.

— **Dans les syndicats** les femmes sont souvent pénalisées en tant que femmes : les désaccords politiques peuvent se traduire en termes d'injures visant à rabaisser la femme en tant que telle. Les syndicats peuvent s'opposer à leur participation à des piquets de grève la nuit (comme à Renault en 1972). Dans les entreprises mixtes, les femmes sont rarement déléguées (manque de temps, méfiance quant à leurs capacités à discuter avec le patron). Dans les sections, la prise de parole et l'animation effective est généralement monopolisée par les hommes.

— **L'entourage social est très répressif** : quand une femme travaille, elle doit au moins rester tranquille. Dès qu'un conflit éclate, la participation à la grève est mal vue : mauvaise mère, mauvaise épouse, les reproches pleuvent : « Je suis partie populariser en Bretagne. Mon mari n'était pas tellement avec nous dans la lutte, il disait à ma fille : « Ta mère, elle ne rentrera plus. » Alors Christine ne pensait plus qu'à ça... son bulletin était très mauvais et la maîtresse avait noté que l'absence de la mère en était la cause. » (Françoise, « Lip au féminin ».)

IV. — LA SEXUALITE

L'oppression sexuelle touche toutes les couches du peuple mais elle est particulièrement subie par les femmes. Nous ne pouvons aborder ici que quelques généralités. En effet, nous manquons d'éléments d'enquête sur les problèmes sexuels vécus par la classe ouvrière et le peuple.

- **La sexualité en régime capitaliste**

Les formes dans lesquelles sont satisfaits les besoins sexuels sont déterminés par le type de société existant. Dans le régime capitaliste, **la sexualité est devenue une marchandise** qui s'achète et se vend comme les autres : prostitution, films pornographiques, sex-shop, utilisation du sexe dans la publicité.

Dans une société d'exploitation, où la majorité du peuple n'a aucun moyen d'exprimer sa créativité constamment enfouie sous les impératifs économiques, la sexualité devient un moyen d'évasion, de fuite. La fonction sociale de la sexualité est de servir de compensation à un travail sans joie et pourtant, de façon contradictoire, l'ensemble de la politique sexuelle bourgeoise est répressive parce que tout rapport sexuel est un rapport marchand, « une transaction entre un homme aliéné et une femme asservie » (Claudie Broyelle, La moitié du ciel).

- **La bourgeoisie culpabilise la sexualité et l'enferme dans le cadre de la famille**

En réprimant, en culpabilisant la sexualité, le pouvoir espère obtenir ce qu'il désire, à savoir une main-d'œuvre docile, coupable, écrasée par ses problèmes personnels, une main-d'œuvre « qui ne penserait qu'à ça » et ne revendiquerait pas.

- **La répression contre le couple non marié** : il faut maintenir coûte que coûte la structure familiale, cellule de base du capitalisme. Des exemples : dans l'enseignement, on obtient 15 points d'avancement si on est marié, et 3 points par enfant ; les couples non mariés sont soumis à des tracasseries administratives et sociales, des discriminations (en particulier à rencontre des femmes et des enfants dits « naturels »).

- **Répression contre la fille-mère** : la répression est diffuse et plus efficace qu'à un niveau juridique. Elle s'exerce au niveau professionnel : mutation d'office dans l'enseignement, renvoi pur et simple dans le privé. Dans certaines professions, on refuse la fille-mère parce que ça fait « mauvais effet » sur la clientèle. Au niveau des logements, les filles-mères se heurtent à toutes sortes de difficultés, d'humiliations, de refus des propriétaires qui évoquent la moralité de l'immeuble.

Pour la fille-mère, il a été créé des « foyers maternels » qui ne sont que des structures de « liberté surveillée ».

- **La répression de la sexualité dans la jeunesse**. Dans la famille, à l'école, les foyers de jeunes travailleurs, les MJC, etc., partout où se trouve rassemblée la jeunesse, la sexualité est interdite, culpabilisée, jugée. Mais cette répression s'exerce de façon sélective : on reconnaît aux adolescents le droit de « s'amuser », de se défouler comme ils peuvent, alors que les adolescentes n'ont pas le droit au plaisir sexuel, elles ont le devoir de sauvegarder leur moralité.

- **L'avortement et la contraception** : en fait, le refus du plaisir sexuel se répercute au niveau de la liberté de la contraception et de l'avortement. On peut dire que ce refus du plaisir sexuel finit par être intériorisé par la femme, il lui semble faire partie de sa condition.

La peur de la pilule existe, elle est même très bien entretenue par la presse, la religion. Mais est-ce que cette peur explique que l'on néglige aussi les autres méthodes ? S'agit-il uniquement d'un manque d'information ? On peut citer ce témoignage d'une femme qui, à l'issue d'une discussion avec ses camarades dans une usine de confection, tire les conclusions suivantes : « Quand des ouvrières non mariées n'utilisent pas la contraception alors qu'elles sont correctement informées, ce n'est pas seulement par crainte, mais parce qu'elles sont plus ou moins consciemment « honteuses » d'avoir des relations sexuelles en dehors du mariage, elles se punissent en quelque sorte par le risque qu'elles prennent. »

Le pouvoir entretient cette culpabilisation et refuse d'utiliser tous les moyens d'information de masse pour propager la contraception. Car pour lui, le rôle essentiel de la femme est celui d'épouse et de mère.

Même s'il existe un certain assouplissement dans l'usage de la contraception, l'avortement, auquel ont recours principalement les femmes du peuple quand les grossesses ne sont pas désirées, est réprimé de fait, tant par la loi {restrictive, n'assurant pas le remboursement de l'intervention) que par les dissuasions qui s'exercent à tous les niveaux (attitude du corps médical, chefs d'établissement, tracasseries administratives, etc.).

— **La maternité.** Quand bien même la femme joue ce rôle d'épouse et de mère, là encore l'oppression pèse sur elle : sous-information et manque de préparation à l'accouchement, isolement de la femme (dans très peu d'établissements le père est autorisé à assister à l'accouchement, on lui épargne cette vision d'horreur...), attitude méprisante du corps médical, voire sadisme ou négligence. Le tout sous-tendu par l'idée toujours forte selon laquelle la femme enfantera dans la douleur.

- **La femme considérée comme objet sexuel**

Cette répression constante de la sexualité s'ajoute à l'impossibilité de vivre des relations harmonieuses au niveau du couple, en raison de la surcharge de travail et de l'oppression sociale dont sont victimes les travailleurs. La tension accumulée par ce refoulement et ces échecs n'a d'autre voie pour s'exprimer que des formes violentes, d'autant plus violentes qu'illicites et mêlées de culpabilité. C'est la femme qui en subit les conséquences, non plus en tant qu'image idéale de la mère, mais objet sexuel à s'approprier, marchandise à acheter ou à voler.

— Le viol. Le viol, et plus généralement les agressions sexuelles sous toutes leurs formes (dans les lieux publics, dans les entreprises, voire dans le couple) sont la manifestation de cette misère sexuelle générale entretenue par le capitalisme.

La lutte sur le viol est difficile à mener car c'est une lutte d'ensemble sur la question de la misère sexuelle. Elle doit être liée aux revendications pour l'amélioration de la vie quotidienne, et accompagnée d'un travail d'explication qui permette d'unifier les hommes et les femmes du peuple.

— **La prostitution.** L'existence de la prostitution est liée à l'apparition de la famille monogamique, comme l'a souligné Engels. Le rapport de propriété de l'homme sur la femme dans la famille entraîne un rapport marchand à l'extérieur. Pour les femmes, la prostitution peut revêtir des aspects différents : pour certaines, c'est un métier qui rapporte, et qui leur permet de se situer hors du cadre de la production, pour d'autres qui s'y adonnent de façon plus épisodique, c'est une nécessité matérielle quand les fins de mois sont impossibles. Mais ce « commerce sexuel » est organisé au profit de certains. Le proxénétisme n'a jamais été combattu réellement par le pouvoir. Et maintenant se profile un projet de récupération au profit de l'Etat (« maisons de la prostitution ») !

Comme pour le viol, la lutte contre la prostitution exige la transformation radicale de tous les rapports sociaux et ne peut se régler par des méthodes répressives.

— **La pornographie.** La pornographie est l'expression sociale ouverte de cette transformation de la femme en objet sexuel, à la mesure de la frustration entretenue par le système capitaliste. Bien qu'hypocritement condamnée en principe, elle s'étale en plein jour et devient en soi un motif de profit pour une certaine presse, pour un secteur important du spectacle, pour des pans entiers du commerce, en particulier à travers la publicité, etc.

- **La libération sexuelle dans le cadre actuel : un mythe**

Alors que la sexualité est niée, étouffée ou déviée, dans la réalité sociale, elle prend apparemment le devant de la scène à certains niveaux : on s'exerce, comme pour un jeu, à résoudre les problèmes sexuels (propagande à la radio, revues) ; un véritable réseau de psychiatres, de conseillers conjugaux est mis en place pour normaliser, aplanir les conflits, sans rien changer aux problèmes de fond. Cette récupération dans le cadre de la famille est évidente.

Mais toute contestation marginale, même si elle rencontre une répression au niveau quotidien, est aussi vidée de son contenu qui se voudrait subversif : les communautés, les pratiques sexuelles en groupe sont récupérées : la presse bourgeoise en fait état, cela fait partie du folklore que la société capitaliste peut se permettre.

Il faut dire clairement que ce n'est pas la liberté sexuelle qui entraînera l'émancipation des femmes car la bourgeoisie peut récupérer toutes les pratiques sexuelles.

Si les femmes sont les premières concernées par une nouvelle morale sexuelle, parce qu'elles ont été et sont les plus réprimées, elles ne pourront la promouvoir en dehors de leur participation à la transformation radicale de la société car c'est seulement quand les hommes et les femmes seront libres — non exploités et non opprimés — que la sexualité non répressive existera.

LE COMBAT SEXUEL EST A MENER AU SEIN DE LA LUTTE DE CLASSE.

CONTRE L'OPPRESSION QUEL COMBAT ?

- **Ce problème de l'oppression est-il pris en charge par le mouvement ouvrier ?**

Il faut dire clairement que la sous-estimation du problème de l'oppression des femmes est traditionnelle dans le mouvement ouvrier. Y compris dans sa lutte contre l'exploitation : ainsi se contenter de lutter pour l'emploi et le revenu garanti sans poser en même temps la question : quel emploi et quel revenu pour les femmes puisqu'elles sont cantonnées dans certains secteurs et payées moins que leurs compagnons, est insuffisant ; lutter pour la réduction du temps de travail pour tous sans poser en même temps la question : en faveur de qui s'opérerait cette réduction ? Quelle répartition des tâches hors du travail, etc., revient à entériner les divisions existantes et à s'empêcher de les remettre en cause.

D'où vient cette sous-estimation ? D'une part, l'idéologie bourgeoise, avec toutes ses manifestations, en l'occurrence les préjugés concernant les femmes, d'autre part l'attitude même des révisionnistes face à ce problème traverse le mouvement ouvrier et les organisations communistes, de façon plus ou moins formulée ; enfin, des résistances de la part des hommes ont été suscitées par la remise en cause de l'inégalité homme/femme que, malgré ses limites, le « mouvement des femmes » a provoquée.

La lutte idéologique dans le mouvement ouvrier, et la remise en cause conjointe de l'oppression et de l'exploitation des femmes sont donc importantes.

- **Qui combattra ?**

Qui mènera le combat dans ces conditions ? Qui, sinon les femmes. Nous verrons dans les chapitres suivants sous quelles formes ce combat peut être mené. Mais il faut souligner que l'on se trouve devant une contradiction importante : d'un côté, il leur est difficile de lutter, du fait même de leur oppression et de leur double journée de travail ; Il leur est même difficile de prendre vraiment conscience de la nécessité de lutter par elles-mêmes, car cela va à rencontre de toutes les idées qu'on leur a inculquées : ce sont des affaires d'hommes, etc. Elles sont prises dans la spirale oppression = surexploitation = oppression accrue.

Mais d'un autre côté, si le capitalisme a su jouer à merveille de ce statut double de la femme (femme au travail-femme au foyer), c'était un jeu à double tranchant. Pour peu que les femmes entrent dans la lutte, et cela se produit dans la période actuelle, elles découvrent vite que tout est lié : leur exploitation et leur oppression, le travail et la vie privée, etc. Elles découvrent que si elles ne se battent pas, nul ne le fera pour elles. Elles découvrent que la remise en cause de ce qu'elles vivent entraîne une remise en cause globale et que le combat doit tout transformer. Elles sont alors, elles peuvent être « une force torrentueuse » (Enver Hodja)

CHAPITRE III

Face à la crise les femmes entrent dans la lutte

FACE A LA CRISE

L'ENTREE DES FEMMES DANS LA LUTTE

Dans la période, l'entrée massive des femmes dans la production accentue la contradiction entre leur travail salarié et leur travail domestique. Les femmes objectivement productrices prennent mieux conscience de ce qu'elles sont considérées comme mineures socialement. Cet éveil de la conscience des femmes s'inscrit aussi dans un contexte de crise de l'idéologie bourgeoise, de rupture du consensus de la petite bourgeoisie, qui est marqué par l'explosion de mai 68. Les nouvelles formes de lutte développées depuis lors, remettant en cause l'orientation même de la production, la hiérarchie, l'organisation capitaliste du travail et de la vie quotidienne, rejoignent les aspirations des femmes qui se situent à la convergence de ces deux univers : la production sociale et la famille.

D'autre part, le développement des luttes de libération nationales ont mis en évidence un autre rôle de la femme.

C'est ainsi que, face à la montée des luttes de femmes, le Pouvoir se trouve dans une contradiction : le contexte de la crise économique le fait opter pour le retour des femmes au foyer, mais ce faisant il court le risque aujourd'hui d'accélérer leur révolte.

- **67-73 : l'entrée des femmes dans la lutte**

L'expansion économique très forte a entraîné un nombre croissant de femmes dans la production (+ 2,5% par an). Cependant, cette main d'œuvre féminine occupait principalement les postes les moins qualifiés délaissés par les hommes : entre 1968 et 1974, la proportion d'hommes manœuvres baissait de 18% mais elle augmentait pour les femmes de 11% (passant de 37% à 48%). Ou encore elle se répartissait soit dans des branches en voie de disparition (textile, cuir) soit dans le secteur tertiaire où les conditions de travail empiraient.

Au début de cette période on ne vit guère de luttes de femmes. Mais toute la frange la plus exploitée de la classe ouvrière qui n'avait pas de tradition de luttes, et n'était pas sous l'influence du réformisme, était sous pression.

1971-1972 : éclatent une série de grèves d'OS : Renault-Le Mans, le Joint Français, Pennarroya, Renault-Billancourt (grèves d'immigrés), mais aussi grèves de femmes : la CGCT à Saint-Omer, les Nouvelles Galeries de Thionville, les Dames de France à Rodez, les perforatrices de Renault.

La crise se profile déjà : dans les secteurs menacés, les patrons augmentent les cadences et licencient **Cette surexploitation accrue, ces vagues de licenciement acculent de plus en plus les femmes à entrer dans la lutte**. Ce sont une série de luttes **contre le salaire au rendement** surtout dans le textile : Bailleul, Levis à la Bassée, Coframaille à Shirmeck ; **contre les cadences** : Philips, Jaeger à Caen ; contre les **licenciements de déléguées** ou les **déclassements** au retour de maternité : Olivetti, Cerisay ; **pour l'égalité des salaires** : Banque de France ; **pour l'embauche** : Hospices civils de Lyon. Enfin c'est la lutte exemplaire de Lip. Mais dans la plupart de ces luttes, Lip compris, si les femmes sont combattives, si elles essaient de participer au

combat, la direction leur en est toujours retirée, leurs problèmes spécifiques ne sont pas posés ou s'ils le sont, c'est dans l'incompréhension et le refus de les résoudre de la part des hommes.

Mais la progression est rapide : les femmes acquièrent de l'autonomie et développent des formes de luttes très avancées : séquestration, remise en route de la production à leur compte (Cerisay, Everwear), popularisation active et souvent originale, et parfois crèches ou cantines ouverte aux chômeurs.

Par ailleurs, les femmes de grévistes apprennent à résister ensemble aux pressions patronales (Batignolles, Potasses d'Alsace 73, Usinor Dunkerque et Fos-sur-Mer en 1976).

Parallèlement à ces luttes, se développent **des luttes contre l'oppression**, autour du MLF, qui accentuent la crise de l'idéologie bourgeoise dont elles sont une manifestation. Mais elles sont menées par les femmes de la petite bourgeoisie et ne servent pas forcément les intérêts des femmes du peuple qui se tiennent à l'écart. Cependant un pas important est fait avec le Mlac : la lutte pour l'avortement libre et gratuit arrive à mobiliser un nombre important de femmes du peuple grâce à la justesse de son objectif et à une pratique généralement correcte (cf. p. 78).

- **74 : le retour au foyer ?**

La crise s'ouvre en 1974. On s'attend à un retour massif des femmes au foyer. Cependant 1975 est proclamée Année de la Femme : le moment n'est pas aux mesures extrêmes. D'ailleurs le retour de la femme au foyer est contrebalancé dans un temps par d'autres phénomènes :

- Certains secteurs préfèrent employer des femmes, à des salaires plus bas, spécialement en province ;
- Beaucoup de femmes qui ne travaillaient pas cherchent un emploi, soit pour être plus indépendantes, soit pour faire face à des réductions de revenus (chômage du mari), soit parce que la création d'une usine en zone rurale attire les femmes d'agriculteurs ;
- Le travail intérimaire se développe : il permet au patronat de moduler sa demande, de n'être pas gêné par des problèmes de licenciements, etc. L'année 1975 voit une grande campagne sur le thème : le travail intérimaire libère la femme ;
- Enfin, l'immigration forme une armée de réserve plus facilement compressible.

Ainsi les demandes d'emploi des femmes et des jeunes sont en hausse absolue. Ce qui fait que le nombre de chômeurs augmente énormément alors que le nombre de salariés dans la production, tous secteurs compris, est loin de diminuer dans les mêmes proportions (-2% par an).

Un nouveau tournant est pris en cet automne 1976 avec le blocage des salaires pour 1977 et le choix d'accroître le volant de chômage. Le ministre du Travail proclame : « Si la mère de famille peut rester à la maison, c'est une bonne chose ! Autant l'homme a vocation fondamentale de travailler dans les bureaux et les usines, autant une partie de la vie de la femme peut se passer ailleurs. »

Pour faire avaler la pilule, depuis le début de la crise, le patronat et son Etat cherchent des accommodements. C'est **la nouvelle politique du pouvoir** visant à la « **libéralisation du statut de la femme** ». En fait le but est de désamorcer les luttes de femmes les plus spectaculaires menées par la petite bourgeoisie, sans rien changer à la condition des femmes du peuple. Ces soi-disant réformes camouflent les vrais problèmes, font diversion.

QUAND LE POUVOIR SE PREOCCUPE DES FEMMES...

- **Contre la surexploitation des femmes : des vœux pieux :**

— A **travail égal, salaire égal** ? Le patronat reprend ce thème syndical à son compte sans dévoiler combien c'est un leurre. On l'a vu : les salaires des femmes sont toujours inférieurs à ceux des hommes surtout parce que leur travail est toujours inégal : emploi dans des petites boîtes, pas d'heures supplémentaires, pas de primes d'ancienneté, pas de qualification correspondant au travail qu'elles assurent de fait... et la nouvelle classification de la métallurgie a permis par de subtils changements de postes de brouiller les cartes et de déclasser des femmes.

— Les déclarations de Françoise Giroud concernant la formation professionnelle des femmes s'ajoutent aux litanies qui n'ont jamais d'effet.

— On cherche à **aménager la double journée de travail**.

— On **essaie de dissuader les femmes de travailler** en leur faisant croire qu'elles ont le choix : allocations de frais de garde... ou versement de 50 % du salaire à celui des époux qui resterait au foyer après une naissance, ceci pendant 2 ans... Mais ce projet a été repoussé par le ministère du Travail.

- **Contre l'oppression des femmes : de la poudre aux yeux**

— On promulgue **des réformes** : avortement (sous certaines conditions), divorce (facilité en cas de consentement mutuel), mais **en limitant soigneusement l'application** aux femmes de la petite bourgeoisie ou aux couches les moins défavorisées : cela permet de casser les luttes, le Mlac disparaît dans les quartiers.

— On croule sous les mesures-bidons avec les « **cent fleurs** » de **Françoise Giroud** : on y trouve une série de mesures gadgets : réforme juridique permettant à la femme de garder son nom patronymique, imposition séparée possible dans le couple, et bien d'autres...

— Par contre certaines mesures sont prises pour la protection de la femme enceinte : elles seront lettre morte si nous n'imposons pas leur application.

— On développe une image moderniste de la femme, affranchie. Même les magazines pour femmes se font frondeurs, jouent aux progressistes. Seulement dans les mêmes magazines se fait jour une nouvelle image de la femme qui sert bien mieux les intérêts actuels du patronat : la femme super consommatrice (achetez donc une petite voiture), la femme débrouillarde, qui assume si bien, comme en se jouant, ses nombreuses tâches domestiques, son travail (intérimaire de préférence, de toute façon évolué, pas ouvrier...), et qui trouve le temps de bricoler, de faire de la tapisserie, d'avoir une maison de campagne, etc. Une double journée de travail, mais c'est un délice !

Car c'est là que le patronat se demande comment panser le bât qui blesse, sans retirer le bât. Pour rien au monde il ne faut retirer les femmes de la production, ni leur épargner les tâches domestiques. Alors il cherche comment aménager la double journée de travail.

- **Des cadeaux empoisonnés**

Voici ce qu'il propose :

1. **Les horaires mobiles** : ce système se répand rapidement, surtout dans le secteur tertiaire. Son but est d' « aménager le temps de travail » ; en fait cela signifie aménager la double journée de travail pour les femmes, et aménager l'emploi de la main-d'œuvre pour les patrons. La plus grande souplesse dans les horaires est accueillie avec enthousiasme par les

femmes ce qui rend très difficile de s'opposer à son extension dans les boîtes. Car s'y opposer nécessite de dépasser son point de vue personnel, immédiat. En fait, beaucoup de femmes déchantent vite, mais il faudrait qu'elles puissent communiquer aux autres le bilan décevant qu'elles en tirent. A l'expérience, elles voient quels avantages les patrons en tirent à leurs dépens :

- Une **plus grande souplesse dans l'emploi de la main-d'œuvre** : dans les périodes de pointe, les patrons n'ont plus à payer les heures supplémentaires : elles seront portées au crédit des travailleuses qui, lorsque le carnet de commandes sera moins chargé, pourront prendre des demi-journées libres... Ainsi, pour les besoins du patron ou pour leur propre convenance, les travailleuses peuvent effectuer des semaines de 60 heures, en violation de la loi et des avantages acquis ;
- Une **intensification du travail** : pour contrôler des horaires plus fantaisistes, c'est le retour au pointage. Et dans les heures de travail, plus aucune permission, plus aucun retard ne sont tolérés. Si on manque, on doit rattraper. Tout est comptabilisé, l'espionnage se développe ;
- La **division des travailleurs entre eux** : les travailleurs sont atomisés, ils arrivent, partent, font la pause de midi à des heures différentes : ils ne sont plus que des individus qui s'arrangent de leur travail, ils ne sont plus une force collective. Ils ne peuvent plus discuter entre eux, il devient impossible de tenir des réunions syndicales, de distribuer des tracts à la sortie ;
- La **division hommes/femmes est accentuée**. Les femmes profitent des heures de repas pour faire leurs courses tandis que les hommes vont au café. Les horaires mobiles donnent aux femmes une illusion de liberté et grossissent en fait la somme des tâches qu'elles assument au foyer, accroissent leur fatigue et **laissent intact le problème de leur double journée**.

2. Le **salaire maternel**. C'est un projet qui n'aura pas vu le jour mais il nous faut en parler ici, même si le gouvernement faute de moyens y a renoncé, car cela risque de refaire surface. En effet revaloriser le travail domestique de la femme et lui donner une apparence sociale peut être utile pour désamorcer une trop forte montée de la révolte chez les femmes. Remarquons qu'il s'agit de salaire maternel, incitation pour les femmes à procréer, et non de salaire domestique valable pour toutes et tous. Cette solution préconisée par la bourgeoisie éclairée n'est pas toujours combattue de façon conséquente par les réformistes, malgré les accords confédéraux CGT-CFDT qui ont été promulgués en 1974. C'est leur projet, mais ce n'est pas le nôtre.

- Les femmes demeurent ainsi une armée de réserve : tantôt femmes au foyer, tantôt à la production, selon les besoins du patronat (il suffira de remonter ou de baisser le montant de ce salaire...) ;
- Ce salaire n'en sera jamais un. D'abord par le montant : plus encore que dans la production il ne sera qu'un salaire d'appoint, dérisoire. Cela ressemblera plutôt à une prime au bénévolat !
- Par sa forme même, ce ne sera pas un salaire. Les femmes, au foyer ne seront jamais des salariées, ni d'un patron, ni d'un service public, puisque leur production demeurera privée. Ainsi elles auront tous les inconvénients du salariat sans en avoir les avantages :
 - a) pas de patron direct à affronter ensemble, pas même l'Etat comme dans la Fonction publique, mais des rapports truqués, « paritaires » avec un organisme comme les Allocations familiales... la dilution de l'ennemi ;
 - b) surtout atomisation complète du travailleur, isolement. Alors que les syndicats luttent contre le travail à domicile... ;
- Mais la principale raison de notre refus est que ce serait sanctionner l'oppression des femmes, officialiser cette division du travail qui recoupe exactement celle des sexes. Sous prétexte de pallier, bien hypocritement, l'exploitation indirecte du travail domestique, ce salaire maternel confirmerait l'oppression des femmes.

Il faut que la classe ouvrière se mobilise pour refuser ces deux cadeaux empoisonnés du patronat. Mais il est sûr que si nous n'avancons pas d'autres solutions, les femmes peuvent se laisser séduire par ces « aménagements ».

QUELS AXES DE LUTTE ?

CONTRE LA SUREXPLOITATION ET L'OPPRESSION

Nous l'avons vu, **oppression et surexploitation sont fonctions l'une de l'autre et il convient de mener le combat de front** contre ces deux aspects de la servitude des femmes, en mettant en avant le point de vue des femmes les plus exploitées et les plus opprimées. Nous traiterons dans un deuxième temps seulement le problème de l'exploitation indirecte qui demande une réflexion plus approfondie.

- **Les axes de lutte dans le travail**

Comme la plupart des luttes d'OS, les luttes de femmes portent surtout :

- **Contre l'organisation capitaliste du travail :**

- contre les cadences infernales,
- les mauvaises conditions de travail, de sécurité, d'hygiène,

- **Mais aussi en tant que femmes,**

- contre les discriminations sexistes au travail,
- contre les petits chefs,
- contre l'oppression sexuelle caractérisée ou diffuse.

Avec l'aggravation de la crise, comme tous les travailleurs, mais avec des aspects spécifiques, les axes de lutte sont aussi :

- **Pour le revenu garanti :** pour les femmes cela signifie en particulier

- pour un travail égal, pour un salaire égal,
- contre les salaires au rendement, les bonis, etc.,
- pour des augmentations uniformes, surtout pour les bas salaires,

- **Pour l'emploi garanti**

- contre les licenciements, pour le droit à l'emploi des femmes,
- contre le travail intérimaire, les contrats temporaires, le temps partiel,
- pour la réduction du temps de travail pour tous, et contre les manœuvres patronales sur ce problème (horaire flexibles),
- pour de véritables garanties concernant l'emploi des femmes après congé de maternité,
- contre toute forme de discrimination sexiste à l'embauche.

- **Pour les droits des chômeurs :** dans les revendications avancées par les chômeurs, les femmes ont des problèmes spécifiques à faire valoir :

- le droit aux crèches pour toute femme qui cherche un emploi,
- l'inscription automatique à l'ANPE,
- le SMIC pour toutes.

- **Dans les quartiers**

- **Contre la vie chère** et les conséquences sociale de la crise pour les femmes : resserrement du budget, loyer et charges (saisies, expulsions), attaque de la Sécurité sociale, suppression de centres d'orthogénie ou de services hospitaliers, prix des crèches, etc. ;

- Pour associer les femmes du peuple qui sont sans emploi à la défense des droits de tous les travailleurs, de leurs grèves, etc.

- **Contre la politique familiale du pouvoir**

1. pour le droit des femmes à disposer de leur propre corps et choisir leur maternité :
 - information - contraception systématique dans tous les quartiers, les entreprises, les écoles,
 - avortement libre et remboursé par la Sécurité sociale,
 - pour des conditions de logement décentes permettant d'avoir le nombre d'enfants qu'on désire.
 2. pour le droit au divorce libre et gratuit, avec des facilités de de réinsertion sociale pour les femmes divorcées : formation professionnelle, etc.
- **Pour une école sans discrimination sociale ou sexuelle** assurant une véritable formation et un épanouissement de l'enfant ;
 - **Contre le renforcement de l'oppression idéologique de la femme :**
 - utilisation de la femme comme objet sexuel dans la publicité,
 - campagnes d'intoxication sur « la sécurité » visant à amplifier l'aspect conservateur des femmes,
 - pornographie, violence, apologie du sadomasochisme et de la violence sexuelle.
 - Enfin, partout, pour une solidarité autour des luttes ouvrières et paysannes ;
 - Pour un soutien à toutes les luttes internationales de femmes.

CONTRE L'EXPLOITATION INDIRECTE DU TRAVAIL DOMESTIQUE

Deux types de solutions sont à envisager, deux types de lutte dont l'une s'attaque seulement à l'oppression millénaire de la femme par l'homme, l'autre surtout à l'exploitation qu'en fait le système capitaliste. C'est pourquoi il est indispensable de lier les deux.

- **Le partage des tâches**

Nul ne peut prétendre œuvrer au communisme s'il ne commence à **réformer sa pratique quotidienne** dans ce domaine. Et cela nécessite un effort permanent, aussi bien chez la femme que chez l'homme : la femme prend si souvent possession de ces tâches-là, ou se replie dans une attitude fataliste ; l'homme s'en tire si souvent à bon compte en donnant un coup de main par ci par là. Les femmes doivent donc mener un véritable **débat interne** dans le peuple pour que les hommes assument leur part de ces tâches, non pas comme une contrainte imposée, mais comme un partage juste, non pas une « aide » à la femme mais un travail commun à effectuer.

Cependant il faut souligner d'une part que l'oppression des femmes ne se réduit pas aux rapports dans le couple, que tout est lié : une famille de communistes, ce n'est pas un îlot de communisme dans un monde où tout est basé sur des rapports d'oppression.

D'autre part, le travail domestique n'est pas seulement une oppression, et le service gratuit — dont les tâches domestiques partagées semblent être la préfiguration, n'existe pas au sein du système capitaliste : hommes et femmes nous continuerons d'y être exploités indirectement. Le partage des tâches domestiques est important mais il ne doit pas nous faire oublier le combat à mener contre l'exploitation indirecte. Cependant les hommes ne lutteront avec les femmes contre cette exploitation que s'ils la subissent avec elles en partageant le travail domestique.

- **Les services collectifs**

Il s'agit d'exiger pour tous les travailleurs le droit à des services collectifs : laveries, crèches, restaurants, équipements culturels, etc. C'est ce que les travailleurs arrivent à mettre en place en Chine, en Albanie. Bien sûr, ces objectifs sont un tout, et le tout ne peut être réalisé que dans une société profondément transformée par la révolution socialiste.

Aussi dans le cadre du capitalisme, il est bien certain que nous n'obtiendrons pas grand-chose, ou que ce sera terriblement déformé par le système. Il faut tenir compte dans la lutte pour ces revendications de deux aspects :

- D'une part nous nous trouvons sur un **terrain déjà occupé par les réformistes**. Cela ne veut pas dire que ce soit des objectifs réformistes ! Mais s'il est nécessaire pour la lutte de faire front avec eux, nous aurons aussi à lutter contre eux — et par exemple déjà dans les municipalités communistes — pour aller plus loin, et dans les formes d'action, et dans le point de vue global que nous défendons : les crèches, par exemple ; ce n'est pas une fin en soi ; ce n'est pas suffisant que les femmes puissent continuer à travailler ;
- D'autre part **nous n'obtiendrons rien de décisif**, l'intérêt du système capitaliste s'y opposant (même si des particuliers y trouvent intérêt). Or n'obtenir que des miettes est très décevant. Quand on voit ce que sont les crèches, on hésite à dire : c'est mieux que la nourrice, ou que la grand-mère. De plus, la crèche, cela ne résout en rien le problème de la double journée de travail, ni de l'absence de loisirs, etc. On se trouve face à une contradiction : faut-il des crèches 24 heures sur 24 ? Mais alors que nous luttons contre l'extension des 3x8, comment irions-nous en demander l'extension au personnel des crèches ?

Dans des cas particuliers on peut chercher des aménagements, mais globalement une telle revendication est fautive. La solution est autre, même si elle ne peut être réalisée dans le cadre actuel : c'est lutter pour avoir **aussi** des restaurants (avec plats à emporter), des laveries, des possibilités de loisirs, de vie culturelle et politique sur place, pour avoir une autre architecture qui permette de décroquer la cellule familiale, au rythme de chacun : avoir dans les immeubles des locaux pour les enfants, toutes familles réunies, etc.

Imaginons un peu tout ce que la mise en place de ces services collectifs amènera dans le cadre de l'édification du socialisme :

- La femme est libérée pour travailler à l'extérieur comme elle l'entend, à l'égal de l'homme, pour lutter aussi, avoir une vie à elle ;
- Tout travailleur y aura accès, et pas seulement celui qui a des enfants ;
- Les travailleurs de ces équipements collectifs seront de vrais travailleurs qui pourront s'organiser, lutter, faire la jonction avec les utilisateurs ;
- Bien sûr, la division du travail ne sera pas supprimée, elle ne le sera pas avant l'instauration complète du communisme, mais déjà cette division-là ne recoupera plus celle des sexes. Il faudra se battre pour l'embauche des hommes aussi bien que des femmes et pour des salaires plus importants que ceux que touchent actuellement des « femmes de service » ! Puis il faudra se battre pour que progressivement ces tâches soient assurées par tous. En Chine, les travailleurs de ces équipes de services collectifs ont des horaires très réduits : cela peut conduire à terme à une véritable rotation des tâches.

Nous n'en sommes pas là ! Cependant la bataille est à mener dès maintenant pour **obtenir le maximum dans cette voie**.

Ce faisant, nous avons en vue deux objectifs essentiels:

1. **Cela contraindra le patronat à payer à sa juste valeur le travail nécessaire** à la reproduction de la force de travail.
2. **Cela fait évoluer dans un sens positif la contradiction inhérente au capitalisme : socialisation de la production /privatisation** (la cellule familiale reposant sur la propriété privée).

En effet, le caractère de plus en plus social de la production crée les bases matérielles d'une solidarité plus grande, mais celle-ci est mise en échec par le caractère privé exacerbé des rapports de production, qui continuent d'être imposés comme modèles par la classe dominante : gagner plus, pousser ses enfants à réussir, etc.

Bien sûr, la cellule familiale n'est pas seulement le pilier de la propriété privée. C'est aussi aujourd'hui pour beaucoup un refuge dans un monde déshumanisé. Mais avançant dans un processus de socialisation, forçant le système actuel à aller dans ce sens, nous inventerons patiemment un autre mode de famille. Ce mouvement est irrésistible : « Ce qui est en germe dans le monde capitaliste pourri c'est la nouvelle base économique sur laquelle s'élèvera une forme supérieure de la famille et des relations entre les sexes » (Capital 1, XV).

CHAPITRE IV

Pour une organisation autonome des femmes sous direction prolétarienne

Nous avons vu que dans la société capitaliste d'aujourd'hui les femmes du peuple sont à la fois opprimées et exploitées d'une façon spécifique.

- L'oppression n'est pas un lien qui unit toutes les femmes : la lutte de classes traverse tout groupe opprimé (comme par exemple les nationalités opprimées).
- L'exploitation que vivent les femmes est non seulement celle de tous les travailleurs avec des caractères spécifiques (salaires inférieurs, sous-qualification, manœuvre d'appoint), mais elle se double d'une autre exploitation, indirecte celle-là, celle du travail domestique (vécue également par les femmes au foyer).

LA CONTRADICTION HOMMES/FEMMES

- **Une contradiction secondaire au sein du peuple**

Ce double aspect oppression-exploitation, qui donne à la femme du peuple une situation et un rôle bien définis dans la société capitaliste, fait qu'**il existe une contradiction objective entre les hommes et les femmes du peuple** :

Les hommes ont intérêt, ou du moins ils sont conditionnés à le penser, à maintenir les femmes dans leur condition actuelle :

- considérées comme une main-d'œuvre d'appoint, elles retournent à leur foyer en période de chômage, et ne sont pas ainsi des concurrentes sur le marché de l'emploi ;
- sous-qualifiées et peu combatives, elles acceptent certains travaux fastidieux et dépourvus d'intérêt, ce qui évite à des hommes de les faire ;
- maintenues dans leur rôle traditionnel de gardiennes du foyer, elles se chargent seules des tâches domestiques et des tâches liées aux enfants, c'est-à-dire plus généralement de tâches d'entretien, dépréciées par l'idéologie dominante ;
- conditionnées dès l'enfance à se taire et à obéir, elles sont sous la dépendance matérielle et psychologique des hommes.

Cette situation dans laquelle les femmes sont maintenues constitue une véritable « aliénation », du moins quand elles ne voient pas que cette subordination est contraire à leurs propres intérêts et quand elles ne font rien pour s'en libérer.

Insistons sur le fait que l'intérêt qu'ont les hommes du peuple à maintenir les femmes dans le statu quo est tout à fait relatif. Si l'on peut dire que les femmes sont aliénées, parce que conditionnées à accepter leur situation telle qu'elle est, leur aliénation se double de celle des hommes qui, eux, sont conditionnés à voir leur intérêt dans le maintien de cette condition. En fait, **leur Intérêt est tout autre** :

- l'existence d'une main-d'œuvre d'appoint permet aux capitalistes d'embaucher et de licencier au mieux de leurs intérêts, c'est-à-dire en se garantissant un profit maximum ;
- le peu de syndicalisation et de combativité des travailleuses est un frein pour l'ensemble des luttes des travailleurs : que des femmes acceptent des salaires et des conditions de travail au rabais, crée une concurrence entre hommes et femmes, en particulier au niveau de l'emploi,

qui profite au patronat. La faiblesse des femmes de la classe ouvrière dans la lutte fait que l'ensemble de la classe s'en trouve affaiblie ;

— la position de dépendance des femmes dans la famille, et leur rôle spécifique par rapport aux enfants, retentit sur la qualité des liens affectifs dans celle-ci (mari-femme, parents-enfants) et pèse dans l'ensemble de l'organisation de la vie quotidienne.

On voit donc qu'il existe objectivement une contradiction entre les hommes et les femmes du peuple, mais que **cette contradiction est secondaire par rapport à la contradiction principale qui oppose l'ensemble de la classe ouvrière et du peuple à la bourgeoisie**. En effet, les hommes comme les femmes du peuple ont intérêt à abattre le système capitaliste et la révolution socialiste ne sera complète que si elle libère les femmes non seulement de leur exploitation spécifique, mais aussi de leur exploitation domestique et de leur oppression. De même, il n'y a pas de libération possible pour les femmes en dehors de la révolution socialiste : seule une société en voie de révolution (cf. la Chine, l'Albanie) libère les femmes : transformation de la fonction sociale de la famille, création progressive de nouveaux rapports entre les hommes, les femmes et les enfants, participation des femmes sur un pied d'égalité à la production, socialisation des tâches domestiques, formation politique et possibilité d'acquérir une vision plus globale. Mais cette libération des femmes a un effet en retour absolument indispensable pour le succès de la révolution : les femmes ont un « rôle historique » à jouer dans la révolution : connaissance concrète du lien entre l'exploitation et l'oppression, entre le travail et la vie quotidienne, qui les amène à voir que tout est lié, et à exiger que la révolution se fasse à tous les niveaux (économique, politique, mais aussi idéologique) ; leur sens de l'effort gratuit va dans le sens d'un partage équitable en fonction des besoins de chacun. Elles peuvent être à la pointe du combat contre les tendances révisionnistes (c'est-à-dire qui tendent à rétablir l'ordre ancien) au sein d'une société en marche vers le communisme.

Cependant la situation actuelle des femmes est un frein à la lutte contre le système capitaliste. **Il n'est donc pas possible de remettre la résolution de la contradiction hommes-femmes à plus tard**. C'est tout de suite, en même temps que le combat anticapitaliste, qu'il faut prendre en charge la résolution de cette contradiction secondaire.

Le meilleur moyen en effet d'exacerber une contradiction secondaire jusqu'à en faire une contradiction antagonique, c'est de ne pas la traiter : si certaines femmes ont privilégié la lutte de toutes les femmes contre tous les hommes (le sexisme), c'est parce que le mouvement ouvrier ne prenait pas en charge la contradiction homme-femme. Une contradiction secondaire peut difficilement trouver une résolution au moment où la contradiction principale présente un caractère aigu : par exemple une grève. Si les femmes n'ont pas déjà posé leurs problèmes avant la grève et sont restées passives, elles resteront à l'écart de la lutte. Les hommes les empêcheront d'occuper l'usine la nuit, voire le jour, d'organiser des crèches, de participer activement à la direction de la lutte.

Par contre, la résolution de la contradiction secondaire est davantage possible au moment d'une lutte si un travail prolongé a été fait dans ce sens auparavant.

- **Le moyen de la résoudre : l'organisation des femmes entre elles**

On pourrait penser que les problèmes des femmes doivent être pris en charge là où les travailleurs sont regroupés pour défendre leurs intérêts, par exemple dans les syndicats. En effet, les syndicats ont tout intérêt à ce que les femmes entrent dans la lutte, et les femmes ont besoin que leurs revendications soient prises en charge par l'ensemble des travailleurs. Mais

croire que la lutte des femmes dans les structures mixtes peut, à elle seule, résoudre la contradiction hommes-femmes, comme ont tendance à le faire les réformistes, c'est ne pas comprendre la nature de cette contradiction.

A l'heure actuelle, les syndicats sont bien souvent animés et dirigés par des hommes. Les femmes sont peu syndiquées et quand elles le sont, elles se cantonnent à des tâches subalternes (exemple : frappe de tracts), prennent peu la parole, restent en retrait au niveau des discussions et de la prise des décisions. Ceci est vrai pour toutes les organisations mixtes et pas seulement pour les syndicats. C'est normal : c'est la manifestation de l'oppression des femmes. Pour sortir de cet état de fait, c'est entre elles que les femmes doivent s'organiser.

Bien sûr, cela ne veut pas dire qu'il faut laisser tomber la lutte dans les structures mixtes, bien au contraire. Par exemple, la constitution de commissions femmes dans les syndicats est un moyen pour les femmes de discuter de leur oppression et des conditions de leur exploitation dans l'entreprise. S'étant réunies entre elles, elles peuvent élaborer des revendications et des propositions et sont mieux armées pour porter le débat dans le syndicat. Remarquons à ce propos que la résistance de la part des hommes à la création de commissions femmes syndicales, montre bien que, dans la lutte pour imposer leur point de vue, les femmes ne doivent rien attendre des hommes, mais au contraire prendre les devants et « ne compter que sur leurs propres forces ». Il existe, il est vrai, des hommes qui, par leur prise de conscience individuelle, luttent aux côtés des femmes pour leur libération, mais ces cas isolés, s'ils sont bien sûr des alliés, ne peuvent dispenser les femmes de la nécessité de s'organiser entre elles, pour prendre en charge elles-mêmes leur propre libération.

Il faut insister sur le fait que cette organisation des femmes entre elles ne peut avoir pour effet de diviser la classe ouvrière. C'est le capitalisme qui divise la classe ouvrière et exacerbe les contradictions secondaires au sein du peuple. **Il est donc essentiel, justement en vue -d'une unification plus grande de résoudre la contradiction homme-femme** par une lutte prolongée et patiente des femmes. Elles ne pourront rejoindre la lutte anticapitaliste que dans la mesure où elles sauront faire avancer leur point de vue par une lutte organisée, fraternelle mais intransigeante.

Mais l'organisation n'a pas pour unique objet de grossir les rangs de la révolution. En effet les femmes sont porteuses d'exigences nouvelles visant à la transformation radicale des rapports sociaux.

QUELLE ORGANISATION ?

- **Pour une organisation centralisée**

Le regroupement des femmes dans les entreprises et les quartiers peut permettre à celles-ci de peser dans les luttes, de faire entendre leur point de vue sur les questions ayant trait aux conditions de travail, aux conditions de vie dans les quartiers, etc. Mais si ces groupes de femmes restent isolés, leur poids ne pourra être que local, et certaines questions ne seront pas résolues. Un exemple : les luttes sur la contraception et l'avortement libres et gratuits. Obtenir une permanence du planning familial sur une entreprise ou un quartier est une chose, mais pour susciter un véritable mouvement de masse afin de faire abroger la loi de 1920, il faut s'organiser à l'échelon national ! Ainsi seulement on peut lancer le débat même là où on n'est pas directement implanté, et peser nationalement, au niveau politique et idéologique.

De même une véritable organisation des femmes à l'échelon national est nécessaire pour aider à leur regroupement partout où elles sont, pour faire avancer partout les idées des femmes du peuple, pour gagner un rapport de force favorable à la victoire de leurs luttes.

Il faut aux femmes du peuple une organisation centralisée, capable de synthétiser les expériences des divers groupes ; de lancer des débats, de prendre des initiatives (exemple : campagnes centrales), permettant de concentrer les forces sur un objectif précis.

- **Une organisation autonome⁴**

Cette organisation doit choisir elle-même ses objectifs, élaborer elle-même ses mots d'ordre, déterminer elle-même ses modes d'intervention. C'est ce que nous voulons dire quand nous disons qu'elle doit être autonome. Ce ne peut être l'appendice réservé aux femmes, d'une organisation politique ou syndicale. En effet, une telle organisation est elle-même centralisée et fait centralement ses propres choix. La nécessité de l'autonomie de l'organisation des femmes découle de l'analyse de la contradiction hommes/femmes. Une organisation mixte ne peut décider à la place des femmes des choix à faire dans la façon de mener la lutte de libération des femmes.

Cette autonomie veut-elle dire que l'organisation des femmes ne doit pas se situer par rapport aux autres organisations des travailleurs, ne doit pas avoir de ligne politique ? Pas du tout, bien au contraire.

- **Une organisation de masse sous direction prolétarienne**

La libération des femmes du peuple, c'est-à-dire la disparition de leur exploitation et de leur oppression spécifiques ne peut se faire sans l'abolition de la société capitaliste. L'organisation des femmes a donc clairement **une ligne anticapitaliste**. Elle se situe dans l'ensemble du combat anticapitaliste de la classe ouvrière.

C'est une organisation de masse, c'est-à-dire qu'elle regroupe les larges masses des femmes du peuple, celles qui ont un intérêt objectif à la révolution socialiste⁵. Mais parmi celles-ci, **ce sont les femmes de la classe ouvrière qui doivent assurer les tâches de direction dans l'organisation**, car, doublement exploitées et opprimées, ce sont elles qui, par leur position de classe, ont le plus intérêt à abattre le système et sont donc le plus à même de mener des luttes radicales pour cela.

Le mot « direction » effraie ou révulse souvent les femmes, car il est ressenti dans le sens bourgeois de « hiérarchie », « répression ». Il faut l'entendre au sens maoïste : « **Recueillir les idées des masses** qui sont dispersées, non systématiques, les concentrer en idées généralisées et systématisées après étude, **puis aller de nouveau dans les masses** pour les diffuser et les expliquer, faire en sorte que les masses les assimilent, adhèrent fermement et les traduisent en action, et **vérifier dans l'action même des masses** la justesse de ces idées » (Mao Tsé-toung, « A propos des méthodes de direction »).

Nous avons dit que l'organisation des femmes doit regrouper les femmes du peuple. Mais il y a des femmes qui, bien que n'ayant pas un intérêt objectif à la révolution socialiste, prennent conscience de leur oppression en tant que femmes, et se posent la question de l'action collective pour se libérer de cette oppression. Vont-elles ou non rejoindre l'organisation des femmes dont nous parlons ici ?

Disons d'abord clairement que si leur prise de conscience, qu'on peut appeler une prise de conscience féministe, peut être un premier pas vers une prise de conscience plus poussée que seule la révolution socialiste pourra les libérer, le passage de l'une à l'autre n'est absolument pas garanti. En effet, les intérêts objectifs des femmes de la bourgeoisie en tant que classe sociale sont dans le maintien du

⁴ Comme il est précisé plus loin, cette autonomie n'est que « relative » par rapport au combat de la classe ouvrière.

⁵ Parmi les femmes du peuple, c'est-à-dire celles des couches dont le combat rejoint celui de la classe ouvrière sur la base de leurs intérêts objectifs, citons : les femmes de petits paysans, de petits commerçants, les employées prolétarisées, etc.

système capitaliste. Le ralliement à l'organisation de femmes sous direction prolétarienne ne peut être qu'une adhésion individuelle sur la base d'une rupture avec ses intérêts de classe. Ceci dit, l'état de décomposition de la petite bourgeoisie, à laquelle le capitalisme laisse une place au soleil de plus en plus réduite, fait que les femmes de cette couche ressentent de plus en plus durement les contradictions du système. Les ralliements individuels de femmes de la petite bourgeoisie aux intérêts des femmes de la classe ouvrière sont donc potentiellement nombreux et il est important de les susciter.

- **La question des alliances**

La prise de conscience féministe des femmes de la bourgeoisie peut être un atout dans la lutte des femmes du peuple pour leur libération. Ces femmes peuvent en effet être des alliées à l'occasion de campagnes de type démocratique, comme la campagne pour le droit à l'avortement. Mais il ne peut s'agir que d'une **alliance tactique, limitée** dans le temps, parce que limitée à un objectif bien précis. Les femmes du peuple ne peuvent compter sur celles de la bourgeoisie pour pousser le combat aussi loin que le veulent leurs intérêts (exemple : lutte pour l'avortement remboursé par la Sécurité sociale).

Dans tous les cas, il ne peut s'agir que d'une unité d'action ponctuelle, subordonnée aux intérêts de classe des femmes du peuple. A cet égard, toute campagne commune (par exemple sur la question du viol) doit aller dans le sens de la résolution de la contradiction secondaire hommes/femmes, c'est-à-dire qu'en aucun cas cette contradiction ne peut être présentée comme principale (ce que signifient les analyses féministes du type « toutes les femmes sont sœurs »).

- **Organisation des femmes et Parti**

Nous avons montré la nécessité d'une organisation de femmes sous direction prolétarienne, s'inscrivant clairement dans une perspective révolutionnaire. Mais ce sera aussi une organisation de masse ayant pour vocation de rassembler toutes les femmes du peuple qui veulent lutter. Elles n'auront, bien sûr, pas toutes une compréhension claire des tâches de la révolution, ni même un point de vue global sur leur oppression et sur leur exploitation spécifiques. Par contre, au sein de cette organisation de masse, d'une part une dynamique propre de luttes, de bilans, augmentera la conscience politique des éléments combattifs ; d'autre part, un travail de formation, de politisation devra être mené par les révolutionnaires, de sorte qu'elle devienne une « école de communisme ».

L'autonomie de l'organisation est nécessaire afin d'élaborer des réponses, des axes de luttes sur les problèmes spécifiques des femmes, et aussi afin d'approfondir le point de vue des femmes sur tous les problèmes vécus au sein de la lutte de classes. Mais, nous l'avons vu, **cette autonomie ne peut être que « relative »** par rapport au combat de la classe ouvrière, par rapport aux nécessités qu'elle implique, y compris celle d'un Parti révolutionnaire.

Dirigée par les femmes les plus conscientes de la classe ouvrière, l'organisation des femmes contribuera à l'avancée du parti révolutionnaire, dont se dotera le prolétariat, en lui faisant prendre en charge la lutte pour résoudre la contradiction homme/femme. Mais inversement le Parti contribuera, à la fermeté de la ligne prolétarienne au sein de l'organisation de masses.

- **Une double tâche historique**

Actuellement ni l'organisation de femmes ni le parti n'existent. Tous deux sont à construire. Cela ne peut se faire de façon volontariste et avant-gardiste, mais au fur et à mesure que se développe la lutte de classes, au fur et à mesure que la conscience en jaillit. Il faut, en effet, un niveau élevé de conscience pour comprendre que seule la révolution socialiste supprimera à la fois l'exploitation de la classe ouvrière et, si un combat spécifique est mené, l'oppression et la double exploitation des femmes ; mais plus encore, pour comprendre que cela nécessite de créer à la fois une organisation de masse de femmes et un Parti révolutionnaire.

Or, la crise où s'enfonce le système capitaliste favorise l'apparition, principalement sur les lieux de productions, d'une gauche ouvrière combative, en rupture avec le révisionnisme. Mais, en général, les femmes qui entrent dans la lutte ne se posent pas encore concrètement la question de la construction d'une organisation de femmes... pas plus que celle du parti.

Double tâche historique donc pour les femmes de la gauche ouvrière et du peuple. D'autant plus écrasante qu'elles sont doublement exploitées et opprimées et n'ont souvent guère de possibilités matérielles d'assumer des tâches autres que celles de leur vie quotidienne ! C'est cette contradiction qui explique les lenteurs actuelles : les femmes mènent des luttes au coup par coup, avec parfois de grandes avancées, mais elles arrivent encore plus difficilement que les hommes à se coordonner, à créer des structures de lutte durables, et surtout centralisées.

Si le rôle principal revient pourtant à ces femmes de la gauche ouvrière les militantes communistes constituent une force de propositions pour les aider à surmonter les difficultés de l'étape actuelle, et à acquérir un point de vue politique d'ensemble, qui, seul, leur permettra d'accomplir leur double tâche.

La justesse des propositions et des initiatives prises dans le contexte actuel, peut lever bien des blocages dus en particulier à la séparation des luttes contre l'oppression et l'exploitation. Il s'agit à la fois :

- de correspondre aux besoins immédiats des femmes de la classe ouvrière et du peuple, en renforçant leur capacité à lutter contre le Pouvoir qui veut leur faire payer la restructuration économique par une exploitation et une oppression accrues ;
- de démontrer concrètement, à travers ces luttes, la nécessité de construire une organisation de femmes et un Parti — les deux étant indispensables pour mener la classe ouvrière à la victoire, dans l'unité.

CHAPITRE V

Le mouvement des femmes aujourd'hui

OU EN SOMMES-NOUS AUJOURD'HUI ?

Nous avons vu pourquoi, à l'heure actuelle, l'organisation autonome des femmes sous direction prolétarienne est encore à construire : la prise de conscience des femmes du peuple n'est pas encore suffisamment avancée, et il n'existe donc pas encore de gauche ouvrière femmes pouvant prendre en main dès maintenant sa construction.

Pourtant on peut dire que depuis une dizaine d'années, « cela bouge » du côté des femmes.

D'une part, un certain renouveau des luttes de femmes a montré leur capacité croissante, non seulement à se battre, mais aussi à cette occasion à remettre en cause l'organisation de notre société. **D'autre part, un nombre important de femmes a senti la nécessité de se regrouper de façon autonome** d'abord dans les quartiers et même, plus récemment, dans les entreprises. Ces deux aspects, qui bien sûr ne sont pas indépendants l'un de l'autre, sont les deux manifestations de ce qu'on peut appeler un « mouvement » des femmes.

- **Qu'entendons-nous par « mouvement » ?**

Même si certains des regroupements existants de femmes sont organisés (exemple : groupes de quartier se rattachant à une coordination), il n'existe pas à l'heure actuelle d'organisation des femmes réellement centralisée. De plus, si l'on peut dire que **la plupart des groupes de femmes sont autonomes**, ils **ne sont pas sous direction prolétarienne**. Certains ont une ligne prolétarienne, d'autres une ligne clairement bourgeoise. La composition des groupes de femmes dans les quartiers est en général petite-bourgeoise ; les groupes d'entreprises se rencontrent surtout dans des secteurs d'employées.

Enfin, il y a beaucoup de femmes qui ont effectué une certaine prise de conscience de leurs conditions de femmes, qui luttent isolément dans leur boîte ou leur quartier, qui éventuellement se rallient à une initiative centrale sur un thème précis (exemple : avortement), mais qui ne se rattachent à aucun groupe organisé.

C'est pourquoi nous pensons **qu'on peut à l'heure actuelle parler de mouvement des femmes**. Cela ne veut pas dire que sous ce terme se cachent des intérêts communs et une même orientation. Nous verrons au contraire qu'il serait peut-être plus juste de parler d'au moins deux mouvements. De même, cela ne veut pas dire qu'il s'agit d'un mouvement de masse permanent. Même si un nombre de plus en plus grand de femmes participe à des luttes, même si à certains moments un mouvement comme le MLAC a eu un caractère de masse, au sens où il a touché et sensibilisé au problème de l'avortement un nombre très important de femmes, le mouvement actuel n'entraîne pas avec lui la majorité des femmes du peuple, ce que l'organisation des femmes que nous voulons construire a vocation de faire.

Nous allons maintenant donner quelques éléments sur les deux aspects du mouvement des femmes depuis 1968 : le renouveau des luttes de femmes dans les entreprises et les quartiers, la constitution de « groupes femmes » autonomes.

LE RENOUVEAU DES LUTTES DE FEMMES DEPUIS 1968

Après 1968, les avantages arrachés au patronat par les ouvriers qualifiés doivent être rattrapés d'une façon ou d'une autre par le patronat. Le plus simple est de le faire en accroissant la

pression sur les OS dont la tradition de lutte est moindre (femmes, jeunes, immigrés) ; en 1971, le CNPF vante « l'adaptation naturelle des femmes à des tâches répétitives et simples ». L'aggravation des conditions de travail des femmes au rendement entraîne leur entrée en lutte de façon massive.

A partir de 1973, la crise commence à faire sentir ses effets sur l'emploi dans certaines branches. La lutte des Lip et leur remise en route de la fabrication de montres, inspire de nombreuses luttes de femmes. Dans des petites boîtes de confection, les travailleuses reprennent la production, ce qui leur permet d'acquérir un rapport de forces favorable face au patron.

Lorsque l'aggravation de la crise entame de plus en plus le pouvoir d'achat des travailleurs, les femmes entrent en lutte comme les hommes pour des augmentations de salaire. De plus ces dernières années ont vu à plusieurs reprises des femmes de grévistes se mobiliser aux côtés de leurs maris.

Nous allons détailler quelques exemples typiques de ces luttes de femmes.

LUTTES SUR LES CADENCES

- **La Coframaille (Shirmeck)**

La Coframaille est une entreprise de bonneterie de trust Agache Willot ; les travailleuses y subissent les exigences du travail au rendement avec remise du ticket de rendement en fin de journée : travailler toujours plus vite avec des salaires allant du simple au double suivant les cadences.

En 1972, la direction engage un certain Cabinet « Ouromov », spécialisé dans la recherche en productivité. **Les cadences deviennent infernales !**

Un jour de février 1973, 96 ouvrières décident de ne plus rendre leur ticket de productivité. La direction répond par 3 jours de mise à pied.

Ces trois jours permettent aux ouvrières de prendre conscience de leurs conditions de travail, de la rivalité imposée par l'organisation de la production, de l'oppression qui en résulte à l'atelier, mais également à la maison.

« Lorsqu'on rentre le soir, on veut encore pouvoir vivre. On ne veut pas être abruties par le rendement. D'ailleurs nos maris sont avec nous... Ils en ont marre de voir leur femme rentrer crevées », etc.

Le jeudi 15 février, c'est la grève avec occupation, pour obtenir un salaire libéré du rendement. Cette grève permet aux filles de se connaître et de mener une réflexion commune. Pourtant, après trois semaines, rien n'est obtenu.

Trente-six d'entre elles décident d'occuper le siège social Agache Willot, à Lille. Des femmes qui, pour la plupart n'avaient jamais quitté leur région, ni surtout la famille, s'embarquent pour occuper les bureaux du patronat.

Le 5 mars, elles envahissent le hall d'entrée et y campent pour la nuit.

A ce moment-là, les problèmes idéologiques deviennent importants.

Les ouvrières ont laissé leur famille (parents, maris, enfants) et sont réellement tiraillées entre l'occupation qu'elles jugent nécessaire et ceux qu'elles ont laissés avec le poids des idées reçues qui veut que la première place d'une femme soit au foyer. D'autant plus qu'elles n'avaient envisagé qu'un aller et retour et n'avaient prévu aucun détail matériel.

Grâce au Comité de Soutien mis en place par la CFDT, localement, la solidarité matérielle renforce la résistance, et permet de tenir.

Le 9 mars, intervient un texte d'accord qui est une victoire.

A travers cette lutte

- Les femmes ont pris conscience qu'elles existaient en tant que personnes ; qu'elles pouvaient être autre chose que des robots face au travail.
- Elles ont été capables de contester violemment leurs chefs et le cabinet Ouromov.
- Elles ont compris la répercussion sur leur vie quotidienne de leurs conditions de travail.

Cependant

- Pendant les négociations, qui sont devenues techniques pour le règlement de la lutte, elles ont été « en dehors du coup » et dépossédées d'une partie de leur combat.
- **Les structures de la famille n'ont pas été mises en cause** pendant la lutte, pas plus que le rôle traditionnel de femme. Il n'y a pas eu débat sur leur condition de femme (sexualité, avortement, contraception).

- **A l'usine Boussac**

A l'usine Boussac de Thaon, dans les Vosges, ils comparent leurs fiches de paye, à la suite d'une crise de nerfs d'une de leurs camarades. Elles arrêtent le travail en demandant :

- la réduction des charges de travail et des cadences,
- le maintien du salaire réel en cas de déplacement ou de changement de fabrication,
- la garantie de l'emploi.

Leurs revendications aboutissent grâce à leur détermination, à la solidarité des travailleurs d'autres usines et au soutien de la population.

- **Chez Levis à La Bassée**

200 ouvrières contrôlent leurs cadences et font une grève à la production. Ici aussi les crises de nerfs étaient fréquentes (au moins deux par jour !). Les grévistes diminuent les cadences jusqu'à ne plus produire qu'à 30 %. Les revendications avancées sont :

- 1 000 F par mois,
- plus de pointage le soir,
- ralentissement et contrôle des cadences,
- salaire indépendant du rendement.

La direction tout au long de la grève cherche à isoler les grévistes et à les diviser :

- elle envoie aux parents une lettre indiquant que la grève est illégale,
- elle fait dépecer les grévistes pour les isoler dans la chaîne.

Même si les ouvrières n'ont rien obtenu aux négociations, la grève a été l'occasion de discuter des conditions de travail et de prendre conscience pour certaines des difficultés rencontrées pour s'organiser, difficultés, dues soit à la pression des parents, soit au mari et aux enfants. Lors

de la projection du film « Coup pour coup », les problèmes de l'exploitation des femmes, du rôle de la famille, ont été posés plus précisément.

LUTTES AVEC REMISE EN ROUTE DE LA PRODUCTION

- **Lip** a servi de référence à une série de luttes d'un type nouveau menées en particulier par des femmes. La relance de la production par les travailleurs permet non seulement de « tenir », mais d'inventer une nouvelle façon de travailler, de penser l'organisation et la finalité du travail. Si à Lip les femmes ont été combattives, elles ne sont pas arrivées à faire avancer leur point de vue de femmes opprimées, mais la réflexion collective qui s'en est suivi et qui a abouti à la publication de la brochure « Lip au féminin », la lutte idéologique menée par plusieurs femmes de Lip ont grandement contribué à une avancée du « mouvement des femmes ».

- **Cerisay**

A l'usine d'habillement Cousseau de Cerisay (Deux-Sèvres), les ouvrières se battaient depuis un an pour l'obtention du treizième mois et pour la diminution des cadences infernales qui sapent leur équilibre nerveux.

A la suite du licenciement arbitraire de leur déléguée, en 1973, toutes les ouvrières de la section CFDT (95) refusent de reprendre le travail tant que leur camarade ne sera pas réintégrée.

Ne voulant pas passer pour des fainéantes et pour faire comprendre leur lutte, elles décident de s'organiser pour produire. La solidarité des paysans-travailleurs et ouvriers locaux se manifeste. L'un prête un champ, l'autre un sous-sol, d'autres des machines à coudre.

Une ouvrière raconte :

« Depuis que nous sommes ici, nous avons appris à nous connaître. Nos machines, nous les avons installées comme on voulait, c'est-à-dire face à face pour pouvoir parler sans difficulté. Nous ne savons pas si c'est un rêve mais en tous cas, plus de chronos, plus de chefs, plus de patron. C'est formidable de s'organiser nous-mêmes ».

« On n'a plus le souci, chaque jour, de fournir un rendement, ni celui de faire tant de pièces à l'heure. Nous nous sommes partagées les tâches en plusieurs commissions. Nous avons deux ateliers où certaines sont à la coupe et d'autres à la confection ».

A chaque paie, les ouvriers de Lip font une collecte pour les filles de Cerisay. Les paysans fournissent l'alimentation, des grèves et débrayages ont lieu (instituteurs, usines régionales). Des chemisiers Pil (produit d'invention locale des ouvrières de Cerisay) sont vendus dans toute la France.

Le tribunal condamne Cousseau à réintégrer la déléguée licenciée.

A l'occasion de cette lutte, **une progression décisive** dans la prise en compte des problèmes spécifiques des femmes a été réalisée : la déléguée CFDT raconte :

« Un groupe d'entre nous est allé voir les familles. Il y a eu aussi le cas d'une fille, Sylvia, qui était avec nous et dont les parents n'étaient plus d'accord pour qu'elle continue la grève. La fille voulait rester et ses parents la forçaient à rentrer à l'usine. On est allé voir les parents et on leur a expliqué que ce n'était pas le moment de rentrer, car si Cousseau voit que les filles reviennent une à une, nous ne pourrions plus rien. Après cette visite, il n'y a plus eu de problème, elle est restée avec nous et elle y est toujours ».

- **Robin à Lorient**

Un autre exemple est significatif du rapport de forces que ce type de luttes avec remise en route de la production permet d'obtenir pour les travailleuses de la confection :

A l'usine de confection Robin (Lorient), en juin 1973, 180 ouvrières sont au chômage à la suite d'un désaccord entre actionnaires.

L'une d'elle déclare : « Si l'administration provisoire et les pouvoirs publics ne réussissent pas à sauver l'entreprise, nous continuerons nous-mêmes à la faire tourner en suivant l'exemple de nos camarades de Lip. Nous commencerons d'ailleurs par échanger nos produits contre les leurs. Une montre contre deux pantalons ».

Devant la décision des travailleuses, prêtes à faire tourner l'usine, les pouvoirs publics trouvent une solution.

LUTTES POUR DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE

- **Grève du lait**

Dans l'Ouest, au printemps 1972, les petits producteurs de lait se mettent en grève (c'est-à-dire refusent de vendre leur lait) en réclamant un prix de base du lait plus élevé et un prix identique pour tous (suppression des primes de quantité). Ils défendent la rémunération de leur travail avec un salaire horaire minimum égal au SMIC.

Surtout en Bretagne, les femmes se mobilisent de façon massive : manifestation de 1500 à 2000 femmes à Quimper, à Landerneau, à Brest, le jour de la Fête des Mères ; des femmes dans des piquets de grève, des femmes distribuant des tracts, des femmes se décarcassant pour écrémer, baratter, etc.

C'est la première fois que des femmes paysannes sont ainsi mobilisées. Pourquoi ? Parce qu'il s'agissait de se battre pour un salaire, parce que le travail (la traite, les soins aux vaches) est assuré par les femmes dans la majorité des fermes. Il s'agissait donc de leur salaire à elles.

Les femmes se sont reconnues spontanément dans une revendication posée en termes de « travailleurs » : si les hommes peuvent être trompés par l'illusion d'être « patrons », les femmes paysannes, elles, ont toujours été les travailleurs de leurs maris.

Des changements importants pour les femmes se sont produits pendant la grève :

- Elles ont pu s'exprimer, participer, discuter à égalité avec les hommes ;
- Elles ont compris qu'elles comptaient autant que les hommes pour établir le rapport de force face aux entreprises ;
- Elles ont vécu durant ces semaines des transformations importantes dans les relations familiales et de voisinage : maris gardant les enfants pour que leurs femmes rejoignent le piquet de grève, entraide autour de vieilles écrémeuses, etc. » (Extrait de « Vent d'Ouest⁶ », n°40).

⁶ NdlR : journal des Paysans-Travailleurs, ancêtres de la Confédération Paysanne

- **Les Chèques postaux**

En octobre-novembre 1974, face à la crise, les travailleuses des Chèques postaux entrent en grève aux côtés de leurs camarades postiers sur les mots d'ordre suivants :

- 200 F pour tous, 1 700 F minimum,
- augmentation des effectifs, amélioration des conditions de travail.
- titularisation des auxiliaires,
- non à la privatisation.

60 % des filles des Chèques font grève alors que, traditionnellement, c'est un des secteurs qui bouge le moins aux PTT. Pour la majorité d'entre elles c'est la première fois qu'elles font grève, qu'elles participent à une assemblée générale, qu'elles vont à une manifestation. Elles prennent conscience que la lutte n'est pas réservée aux hommes, qu'elle les concerne ; même chose pour « la politique », le gouvernement.

La solidarité entre les filles se noue (avant la grève on avait déjà vu des filles se plaindre à la surveillante principale que d'autres ne travaillaient pas assez). Aux Chèques postaux de Paris, un comité d'animation se crée à l'initiative de la CFDT pour permettre aux travailleuses de poser leurs problèmes (conditions de travail, double journée, transports, manque d'équipements sociaux).

DES FEMMES DE GREVISTES S'ORGANISENT

Jusqu'à présent les femmes ont joué un rôle négatif dans les conflits sociaux, de par leur situation de gardienne du budget et leur isolement total, dans la perspective de renforcement des luttes et de l'unité populaire, l'organisation des femmes de grévistes est très importante.

- **Usinor-Dunkerque**

Le groupe de femmes joue un rôle important dans la popularisation. Précédées d'une voiture sono, elles sillonnent les rues de la cité de Grande-Synthe et appellent les femmes des travailleurs d'Usinor à les rejoindre :

« Nous sommes des femmes de grévistes, la lutte de nos maris est aussi la nôtre ».

Les femmes prennent leur tour de garde au piquet de grève. Banderoles déployées, d'autres contrôlent les laissez-passer des métallos, indispensables à la sécurité, refoulent les jaunes qui veulent s'infiltrer... Les hommes manifestent des réactions mitigées ; ceux du pays minier sont d'autant plus d'accord, qu'il est de tradition chez eux que les femmes descendent sur le carreau.

Les femmes doivent tout de même vaincre ironie et sarcasmes et, pour prendre la parole au micro, passer outre à la mauvaise grâce des responsables syndicaux.

- **Centre Atomique de Lattague**

C'est une lutte récente : les femmes prennent conscience que le conflit ne concerne pas uniquement l'homme mais la famille et la population.

« On ne se bat pas que pour nous, mais pour tous ceux qui restent au bord du trottoir ».

C'est la première fois que le conflit des travailleurs devient le leur : une réunion par semaine, elles sont environ soixante. Chacune apporte ses idées, sa connaissance du quartier.

Les problèmes d'argent ne sont plus vécus comme avant. La mobilisation autour des problèmes de soutien et d'organisation développe la volonté de lutter jusqu'au bout.

Pendant les réunions de femmes, ce sont les hommes qui assurent la garderie. Souvent on explique aussi le conflit aux enfants.

L'organisation est Importante : le jour de la rentrée scolaire, toutes ont pu se libérer, à un moment où à un autre, grâce à un roulement de prise en charge des problèmes.

Beaucoup de contacts se nouent. En plus de cela, Il y a tout ce qui est autour, c'est très important : les coups de téléphone, les visites à l'usine et aux autres femmes, c'est plus enrichissant. Après on se connaît vraiment. Une femme toute seule chez elle se sent perdue, elle n'a pas le moral.

Se réunir entre femmes permet aussi à toutes de prendre la parole et de décider collectivement. Certaines tiennent à voir chaque famille pour les inviter aux réunions de femmes.

Tout ce travail de participation à la lutte s'est manifesté le 7 octobre dernier où les femmes de grévistes du CEA ont défilé sous leur propre banderole.

- **Un comité de femmes grévistes à Fumel**

En juillet 1975, à Fumel, dans le Lot-et-Garonne, une grève éclate dans une usine de la Pont-à-Mousson (métallurgie), la direction voulant rallonger la journée de travail en supprimant le temps de casse-croûte. Il n'y a que 10 ouvrières dans cette usine pour 2700 ouvriers. Mais 3 d'entre elles avec des femmes de grévistes créent un comité de femmes grévistes. Ensemble elles participent aux manifestations, piquets de grève, elles se chargent d'un travail d'explication en direction des femmes de grévistes et de la population.

Ce n'est qu'un début. La grève terminée, le comité devient un groupe de quartier auquel s'adjoignent des femmes de Fumel. Une rencontre a lieu avec des paysans travailleurs et des femmes agricultrices du Lot-et- Garonne ; un travail de réflexion et des interventions suivies de bilans forment une base pour constituer un groupe unifié sur des bases de classe.

DES LUTTES DE QUARTIER

- **Les courées de Roubaix en 1971**

Ce qu'il est Important de constater, c'est que chaque fois qu'une femme a compris et qu'elle décide de faire le pas, en général elle ira jusqu'au bout.

Les femmes qui ont lutté dans les courées savaient ce qu'elles défendaient : la santé de leurs gosses, la leur, la dignité de leurs gosses, la leur, le droit de vivre comme les autres. Rien ne les a rebutées, elles ont arrêté les bulldozers qui démolissaient des maisons alors que des familles y habitaient encore, elles ont occupé avec leurs gosses l'organisme chargé de la démolition des courées pour faire respecter leurs droits. Pour empêcher les expulsions d'immigrés, elles ont été mobilisées 24 heures sur 24. Elles ont résisté aux pressions de la police qui mettait en avant leur rôle de mère de famille pour leur faire cesser leur action ; elles ont résisté aux pressions des assistantes sociales qui faisaient des menaces sur leurs gosses.

- **Le terrain de jeu de la Madeleine**

La Madeleine est une ville de 25 000 habitants limitrophe de Lille. Dans un groupe de 32 HLM s'est déroulée en juillet 1972 une lutte dure pour préserver un terrain de jeux : une butte recouverte d'herbe située juste derrière les immeubles, seul terrain accessible aux 60 enfants du groupe et à ceux des cités HLM avoisinantes.

A la fin de juin 1972, les locataires voient arriver un bulldozer qui commence des travaux de terrassement : on va construire un tennis couvert sur la plus grande partie du terrain de jeux et il ne restera donc pratiquement plus rien pour les enfants. Alors, dans cette population ouvrière composée essentiellement de travailleurs manuels, d'OS, de manœuvres, français et immigrés, de jeunes, d'enfants, c'est l'émoi général : « On va nous prendre la butte ! ». De fait, les responsables municipaux, du tennis, des HLM, étaient parfaitement au courant de la situation, les intérêts des uns et des autres étant étroitement mêlés et on avait choisi ensemble de faire le silence, de procéder par surprise et de mettre les habitants des HLM devant le fait accompli...

Tout ne se passa pas comme prévu. La population se mobilise activement : occupation du terrain, popularisation, liaison avec les travailleurs du chantier, délégations massives. Et au bout de cinq jours, c'est la victoire : c'est pour les enfants de ces quartiers populaires que le terrain sera aménagé !

Dès le début, l'action s'est entièrement située sur une base de lutte de classes. D'un côté, il y avait la bourgeoisie incarnée principalement par le Tennis-Club et la Municipalité, de l'autre côté, la classe ouvrière : locataires travailleurs, familles populaires et travailleurs du chantier.

Mais dès le départ, les femmes, parce qu'elles se sont senties concernées, ont pris leur affaire en mains. Ce sont elles qui ont mis le quartier à l'action. En effet, comme nous l'avons dit plus haut, cet espace vert est l'unique point de chute de tous les enfants du quartier ; or c'était le premier jour des vacances d'été !

Les femmes ont d'abord réagi, en fonction du problème posé par leurs enfants. Où allaient-ils, sinon traîner dans les rues ! Que feraient-ils durant ces deux mois de vacances ? C'est la première prise de conscience et le moteur de l'action.

La prise de conscience de la lutte de classe s'est faite à partir du moment où les locataires se sont organisés pour lutter, c'est-à-dire à la première assemblée générale sur la butte.

Très vite, dès le départ, des contradictions dues aux problèmes vécus par les femmes sont apparues (en particulier les soins aux nombreux enfants en bas-âge, l'entretien du ménage, etc.). Elles auraient pu être déterminantes pour la continuation de la lutte, si elles n'avaient pas été discutées au cours même de celle-ci. Il y a eu une avancée considérable et la lutte commune a permis de mesurer la nécessité pour les femmes de se battre aussi contre tout ce qui constitue leur oppression.

LA PRISE EN CHARGE DES QUESTIONS FEMMES PAR LES SYNDICATS

Depuis peu (2 ans environ), on peut assister à la naissance de groupes de femmes et de commissions femmes dans les entreprises, ce qui représente une avancée importante dans la prise en charge par les travailleuses elles-mêmes des problèmes liés à leur exploitation et à leur

oppression en tant que femmes. Certains sont totalement autonomes par rapport aux syndicats, d'autres sont rattachés à un comité d'entreprise (commissions femmes de CE), d'autres à une section syndicale.

- **A la CGT**

Il existe un certain nombre de commissions femmes à la CGT mais elles ont un rôle souvent ambigu : s'agit-il uniquement d'un moyen d'engager les femmes au côté des hommes dans le combat de tous les travailleurs, ou bien s'agit-il de prendre en charge des problèmes spécifiques des femmes et de leur permettre de s'organiser réellement entre elles ? Il semble bien que, pour la direction de la CGT, ces commissions soient surtout un instrument d'implantation parmi les femmes. C'est sans doute la raison pour laquelle elles interviennent rarement dans les entreprises en tant que telles (sauf par la diffusion d'Antoinette).

- **A la CFDT**

Le développement des commissions femmes à la CFDT nous amène à noter la progression importante (bien qu'encore très insuffisante) de ce syndicat par rapport à la question des femmes.

C'est en 72 que le Bureau national de la CFDT fait allusion pour la première fois aux problèmes des femmes (contraception, avortement) : la seule action qu'envisage alors la CFDT est d'apporter à chacune, des éléments lui permettant de choisir librement. Au 36^e Congrès (30 mai au 3 juin 73), on peut noter dans les interventions, la dénonciation de la double exploitation, la nécessité d'une prise de position de la CFDT sur l'avortement, la participation des femmes à la construction du socialisme. Mais aucune décision n'est prise tant sur les structures que sur les revendications.

En novembre 73, alors que des luttes de- travailleuses se déroulent un peu partout, paraît dans un Syndicalisme « spécial femmes » un certain nombre de revendications précises concernant les travailleuses. En avril 74, elles seront reprises et enrichies par le Conseil national.

L'accord CGT-CFDT du 26 juin 74 (cf. encadré) sur les revendications des femmes salariées marque une étape importante de la prise en charge (du moins au niveau des principes) de ces questions. A l'occasion de l'Année de la femme, et face aux diverses initiatives du pouvoir, une manifestation de femmes CGT-CFDT a lieu le 13 mars et une soirée-débat de l'URP-CFDT le 7 mars.

A cette occasion s'affirme dans plusieurs entreprises (banques principalement) un courant de femmes décidées à prendre en charge le problème, à s'organiser et à se coordonner, insatisfaites de la manière dont la CFDT, malgré ses déclarations verbales, se charge de la question. Des femmes se battent dans leur entreprise, dans leur syndicat, pour la mise en place de commissions femmes.

Citons à titre d'exemple la motion sur les femmes du syndicat de l'Equipe :

« Le Congrès s'engage à favoriser la création de **commissions** femmes chargées d'impulser dans les services la création de **groupes** femmes composés de syndiquées et de non-syndiquées » (27^e Congrès 18-21 mars 75).

Citons également le fait qu'un certain nombre d'unions locales CFDT ont mis sur pied depuis peu des commissions femmes devant permettre aux femmes syndiquées de la zone de faire prendre en charge les problèmes des femmes par la section de leur entreprise.

UNE TIMIDE AVANCEE : L'ACCORD CGT-CFDT

L'accord énumère 4 types de revendications : pouvoir d'achat, enseignement, formation professionnelle, emploi, conditions de vie et de travail.

Ce sont les luttes de femmes dans les entreprises en 1973 (Cerisay, Lip, etc.), qui ont poussé les directions syndicales à prendre position ; il représente donc une avancée dans l'unité de la classe ouvrière.

Si les 3 premières parties reprennent des revendications déjà plus ou moins assimilées dans les entreprises (luttes économiques comme : travail égal - salaire égal, égalité devant la formation, l'embauche, droits de la femme enceinte), la 4^e partie met clairement à jour les limites de cet accord.

C'est ce que montrent quelques exemples :

- *« Dans la situation présente, du fait de traditions séculaires, la répartition des rôles entre les hommes et les femmes fait peser particulièrement sur elles les tâches et préoccupations familiales, parmi lesquelles : la charge des enfants. » On entérine donc cette situation, on ne la remet pas en cause. On cherche à améliorer la vie des travailleuses et non à transformer les rapports homme- femme.*
- *Demande de bonification de 2 ans par enfant pour avancer l'âge de la retraite, lorsqu'elles sont usées, au lieu d'alléger leurs tâches de mère.*
- *Création de crèches demandée mais sans préciser où [sur les lieux de travail des 2 parents remettrait en cause la répartition des tâches].*
- *Formation égale revendiquée mais sans préciser pendant les heures de travail (le double travail des femmes les empêche de se libérer après la sortie de l'entreprise pour étudier).*
- *La lutte idéologique n'est pas prise en compte et la double exploitation des femmes n'est pas remise en cause. Cependant cet accord peut être une base pour que les femmes s'organisent dans les syndicats, fassent appliquer ces premiers éléments et en dépassent les limites. (Extrait de l'Outil N°32, octobre 1975.)*

En conclusion, bien que la prise en charge de la CFDT reste timide, une importante progression apparaît depuis 2 ans. C'est aux femmes qu'il revient de s'organiser dans les entreprises, dans des structures dépendant des conditions concrètes sur les boîtes (groupes femmes, commissions syndicales mixtes ou non, ouvertes ou non aux non-syndiquées), d'imposer la coordination interentreprises de ces différentes structures.

Un exemple d'activité d'une commission femmes syndicale est donné en annexe à ce chapitre.

LE MOUVEMENT DES FEMMES ORGANISE

• Les débuts du MLF et les courants féministes bourgeois

On peut situer l'apparition en France d'un mouvement de femmes organisé sous le sigle MLF (Mouvement de libération des femmes) vers 1969. Il regroupera des courants parfois très éloignés les uns des autres et dont le seul point commun est le désir de se regrouper de façon autonome.

Après une courte période de débats, deux tendances s'affirment nettement : « Psychanalyse et politique » et les « Féministes révolutionnaires » ou FR. (Plus tard, en réaction contre ces deux courants naîtront les « groupes de quartier ».)

Ces deux courants sont très proches : ils considèrent que la lutte des classes est secondaire et que c'est la lutte entre les sexes qui détermine toute la société : le capitalisme serait une des formes que revêt le patriarcat : l'ennemi c'est donc l'Homme et non le capitalisme.

Les femmes de ces deux courants ne font aucune référence à la nature du système social, leurs analyses sont a-historiques. Elles proposent la constitution de groupes de conscience où les femmes parlent d'elles, de leurs problèmes, hors du « pouvoir mâle ». Pour elles la voie de la libération passe par la juxtaposition des prises de conscience individuelles des femmes. Le processus révolutionnaire conduisant à la prise du pouvoir est considéré comme un schéma mâle.

Les « FR » proposent elles aussi la constitution de petits groupes de conscience, mais pouvant déboucher sur l'extérieur par des actions : les actions sont publiques, voire volontairement spectaculaires (grève des femmes de juin 74).

D'autre part, ces groupes ne remettent pas en cause la notion de « nature féminine ». Partant de ce qu'elles sont, les femmes de ces courants valorisent les comportements et les travaux dits féminins jusque-là méprisés : « féminité », « douceur », couture, éducation des enfants... (position totalement réactionnaire !).

Pour nous ces deux courants sont des courants « **féministes bourgeois** ». Ils nient la lutte des classes en faisant passer la contradiction principale entre tous les hommes et toutes les femmes. Bien que ces deux courants se soient affaiblis ces dernières années, le féminisme bourgeois en tant que ligne est en expansion. En effet ces thèmes sont de plus en plus repris par la presse féminine (le « Journal des femmes » dans Marie-Claire), certains journaux sont même créés spécialement pour les développer. C'est pourquoi nous pensons qu'il est important aujourd'hui de dénoncer la ligue féministe bourgeoise, comme une ligue contraire aux intérêts des femmes du peuple. Puisque « toutes les femmes sont sœurs », les femmes de ces courants ne voient pas la nécessité de parler des revendications des plus exploités. Il leur arrive même d'afficher un certain mépris pour les femmes du peuple qui ne sont pas intéressées par leurs écrits et leurs débats si subtils...

Ceci n'empêche pas qu'il peut être utile, dans certains cas très particuliers, de faire l'unité d'action avec ce type de courants, sur une base conforme à notre ligne, à l'occasion de campagnes de type démocratique (vote de loi sur l'avortement, contre la répression politique, etc.). De toutes façons, nous pensons que c'est sur la base de notre travail de masse prolongé et de nos actions concrètes que nous pourrions gagner individuellement les femmes influencées par la ligne féministe bourgeoise.

- **Les groupes de quartier et la naissance d'un courant « lutte de classe » au sein du MLF**

Les groupes de quartier apparaissent vers 1971 en réaction contre les deux courants précédents. Certains ont une certaine implantation dans les couches populaires. Ils se forment sur la base de la pratique dans un quartier et sont marqués par le localisme. A partir de 1971, une bataille centrale sur la ligne politique s'engage au sein des groupes de quartier du MLF :

En 1971, les femmes de l'AMR⁷ lancent la « plate-forme Dimitriev » qui affirme : « Pas de libération des femmes sans révolution socialiste, pas de révolution socialiste sans libération des femmes ». Mais elle préconise un mouvement des femmes, instrument d'émancipation pour

⁷ AMR : Alliance Marxiste Révolutionnaire, organisation trotsko-libertaire de l'époque (NdIR)

toutes les femmes, quelle que soit leur classe, dans lequel coexisteraient de façon autonome groupes de conscience et groupes de travail : « Que chacun adapte sa tactique et son mode d'action à son propre projet ».

Pendant ce temps les groupes de quartier poursuivent leurs interventions sur des thèmes de plus en plus variés (avortement, conditions de travail dans les entreprises, dénonciations de l'idéologie dominante...) ; leurs initiatives vont dans tous les sens vu leur manque d'homogénéité théorique. L'année 1973 est une année charnière car les groupes n'avancent plus : la nécessité d'un approfondissement, d'une nouvelle plate-forme se fait sentir.

En septembre 1973, l'idée est lancée d'une plate-forme qui partirait du fait que « toutes les femmes ne sont pas sœurs et qu'il faut se tourner vers les femmes populaires » et d'un journal des groupes de quartier.

La discussion de cette plate-forme à laquelle participent presque tous les groupes de quartier du MLF, provoque une coupure :

- Entre celles qui pensent que cette plate-forme nécessite l'abandon du sigle MLF, vu l'importance de son image de marque bourgeoise et celle qui pensent qu'elles sont une tendance comme les autres au sein du MLF ;
- Entre celles qui veulent renforcer la centralisation en une initiative nationale et celle qui ne veulent pas dépasser le stade de coordination.

Après plusieurs assemblées générales, c'est l'éclatement des groupes de quartier en 1974. Certaines continuent à se réclamer du MLF sous le nom de Pétroleuses, d'autres le quittent.

1. Les Pétroleuses

C'est le nom du journal dont cette tendance s'empare de fait. Les Pétroleuses sont les seules à se dire « tendance lutte de classes du MLF ». Non unifiées, elles tirent une force de cette diversité qui masque leurs choix fondamentaux :

- Accent sur les dénonciations idéologiques (une partie des groupes « Pétroleuses » sont des « groupes de conscience ») ;
- Refus d'une priorité dans l'action vers les femmes des milieux populaires, d'où ralliement principalement des femmes de la petite et moyenne bourgeoisie.

Pour nous, il s'agit d'un courant centriste qui n'a pas choisi entre les deux positions antagoniques : « Toutes les femmes sont sœurs » (mouvement féministe bourgeois) et « toutes les femmes ne sont pas sœurs : la lutte des classes sépare les femmes en deux camps » (courants « femmes en lutte » et « femmes travailleuses en lutte »). Cette constante hésitation explique par exemple que bien que se disant « lutte de classes », ce courant ait choisi d'apporter son soutien (critique bien sûr) à la grève des femmes tancée par les féministes révolutionnaires. Pour les Pétroleuses, le combat féministe et le combat anticapitaliste sont combats distincts, simplement superposés, mais sans lien direct l'un avec l'autre.

Signalons que début 1976, la coordination des groupes Pétroleuses s'est dissoute à l'initiative des femmes de la Ligue Communiste Révolutionnaire qui ont toujours eu un rôle moteur dans celle-ci. Cette dissolution, qui sanctionne l'échec de la centralisation d'un courant « lutte de classe » du MLF en tant que tel, ne signifie pas la disparition de la ligne que représentait ce courant. En particulier, le journal « les Pétroleuses » continue à paraître, certains groupes en ont gardé le nom, et les militantes de ce courant continuent à défendre leur point de vue dans

les coordinations parisiennes des groupes femmes de quartier, structure qui se maintient en dehors d'une plate-forme d'accord sur la ligne et la pratique.

2. La naissance du courant « Femmes en lutte »

Fin 1974, des groupes femmes de quartier soit ayant rompu avec le MLF (groupe 20^e), soit n'y ayant jamais appartenu (groupe femmes en lutte 13^e, groupe femmes de Massy issu du MLAC), rédigent une plate-forme devant servir de base à une coordination et à une pratique unifiée dans les quartiers. Des femmes appartenant à une douzaine de groupes de quartier de la région parisienne s'y rallieront début 1975 pour former le courant « Femmes en lutte ».

La plate-forme explique la nécessité d'un mouvement autonome de femmes luttant « sur les revendications des femmes de la classe ouvrière car ce sont elles qui ont le plus intérêt à un changement radical de société ». Elle définit de plus les tâches d'un groupe femmes :

- S'il veut être partie prenante de ce mouvement, un groupe femmes ne peut pas être un groupe d'auto-libération des femmes qui le constituent.
- Un groupe femmes interviendra sur tous les thèmes oppression, exploitation, événement politique.
- Il doit être reconnu par les femmes des quartiers, et des entreprises comme représentant leurs intérêts.
- Il doit favoriser toutes formes de luttes ou d'intervention qui aide à la progression politique des femmes.
- Il doit lutter contre toutes les formes de sexisme, contre toutes les discriminations dont les femmes sont victimes.
- Il doit aussi permettre aux femmes de s'exprimer, discuter ensemble de leurs problèmes, démontrer que la vie privée aussi est politique.
- Un groupe femmes de quartier doit être lié aux femmes des entreprises du quartier, soutenir leurs luttes, aider à constituer des groupes femmes sur l'entreprise chaque fois que possible.
- Il doit favoriser la prise de conscience des femmes travailleuses de leur exploitation indirecte à la maison.
- Il doit favoriser toute forme de solidarité entre les femmes populaires.

Depuis près de deux ans qu'il existe, le courant « femmes en lutte » a progressé dans la centralisation des activités d'un certain nombre de groupes de quartier de la région parisienne, dans la réflexion commune sur des thèmes précis (chômage, projet de réflexion sur l'oppression des femmes du peuple), dans les initiatives centrales (préparation de la manifestation du 6 mars 1976, travail de masse et diffusion d'une brochure sur le chômage...).

Cependant, ce courant a encore besoin d'être renforcé : son champ d'action commence à peine à s'élargir hors de la région parisienne (cet élargissement s'est amorcé lors du stage national « femmes en lutte » d'août 1976), la centralisation pouvant permettre des initiatives mieux coordonnées dans les groupes est encore insuffisante.

Nous pensons qu'à l'heure actuelle, nous avons un rôle important à jouer dans Femmes en Lutte en tant que militantes politiques. Une partie d'entre nous (à l'époque militantes de PLC) a lutté aux côtés de militantes de Révolution et de camarades inorganisées pour que ce courant se dote d'une plate-forme situant clairement le combat des femmes dans celui de la classe ouvrière et en tirant concrètement les conséquences. Mais nos tâches ne s'arrêtent pas là :

— Le courant « femmes en lutte », seul courant dans les quartiers capable de susciter chez les femmes du peuple la prise de conscience de la nécessité de se regrouper et de lutter, ne

touche à l'heure actuelle qu'une infime minorité de femmes : nous devons lutter pour qu'il acquiert un impact de masse ;

— De par son implantation, les groupes « femmes en lutte » touchent souvent principalement les femmes de la petite bourgeoisie et les employées, et recrutent en général parmi elles : nous devons lutter pour que les lieux d'intervention et les thèmes choisis par les groupes (chômage, vie chère, etc.) permettent à ce courant de se transformer et que les femmes de la classe ouvrière et du peuple y aient de plus en plus un rôle moteur.

La description des différents courants qui se manifestent sur ce que doit être la pratique d'un groupe femmes de quartier ne doit pas laisser croire que les groupes sont en général unifiés sur la ligne de tel ou tel courant. **Très peu de groupes se reconnaissent dans leur ensemble dans un courant.** Il n'est pas rare par exemple de voir des groupes (dits « mixtes ») constitués de « Pétreoleuses », de « Femmes en lutte » et aussi de femmes ne se reconnaissant dans aucun des deux courants soit qu'elles n'aient pas en tête une ligne claire sur les objectifs qu'elles cherchent à atteindre en militant dans un groupe femmes, soit qu'elles craignent de se mêler à des « querelles de boutiques ».

En province, les groupes ne se rattachant à aucun courant sont la grande majorité. Ils sont nés en général, non à partir du MLF, mais plutôt à partir d'une lutte locale, ou d'une pratique sur l'avortement et la contraception (c'est le cas d'un grand nombre de groupes, qui sont issus du MLAC).

Des détails sur ce que sont les groupes femmes de quartier et sur leurs interventions sont donnés en annexe à ce chapitre.

- **La lutte sur l'avortement : une étape dans la lutte des femmes**

La lutte pour l'abrogation de la loi de 1920 réprimant l'avortement en France ne date pas d'aujourd'hui, cependant c'est surtout depuis 68 que l'avortement et la contraception vont constituer un nouvel axe de lutte et permettre le développement d'un vaste mouvement qui acculera le pouvoir à promulguer une nouvelle loi.

C'est en 1971 qu'éclate au grand jour le scandale de l'avortement en France lorsque paraît dans la presse le manifeste des 343 femmes déclarant s'être fait avorter et exigeant la liberté totale de l'avortement.

Le procès de Bobigny, à l'automne 1971, est une première victoire sur la législation en vigueur (relaxe de Marie Claire, le renvoi en attente indéterminée du procès en appel de sa mère et de ses amies). En fait ce procès rend caduque la loi de 1920.

En janvier 1972, ce sont des médecins qui se déclarent solidaires de la lutte en rendant public leur manifeste.

Mais c'est grâce à l'introduction en France de la méthode Karman, dont les militants du GIS de Grenoble seront les précurseurs en France que le mouvement de lutte sur l'avortement va s'élargir et se développer.

C'est à partir d'un front commun d'organisations qu'est le MLAC, en avril 1973, concrétisant dans une charte commune leur volonté de prendre en charge l'axe de lutte avortement contraception à partir des mots d'ordre centraux : abrogation de la loi de 1920, avortement et contraception libres et remboursés par la Sécurité sociale, y compris pour les mineures.

L'aspect principal au départ, c'était donc, en mettant sur pied une pratique des avortements, en violant ainsi la légalité bourgeoise, de faire reculer le pouvoir sur cette question.

Au niveau central, le MLAC est donc à l'origine essentiellement un cartel d'organisations (ce qui fit qu'un certain nombre de comités locaux sur l'avortement eurent une pratique coupée de tout regroupement national). Au niveau local, ce sont des groupes souvent mixtes (hommes-femmes) aux pratiques très diverses, environ 250 (villes, quartiers, entreprises, hôpitaux, lycées...), ayant en général un véritable impact de masse ; des permanences, lieux de contact privilégiés avec les femmes du peuple, mais ayant souvent le rôle de « service public » répondant aux carences de la société ; des avortements illégaux faits sur place par les groupes, ou l'organisation de voyages-avortements en Hollande ou en Angleterre ; de projections suivies de débats du film « Histoire d'A. », interdit par le gouvernement ; la remise en cause de la médecine bourgeoise (relation médecin-malade, formation de non-médecins à la pratique des avortements).

L'objectif de faire reprendre en charge la lutte par les femmes du peuple contactées aux permanences n'a en général pas été atteint. Cependant, le mouvement large qui s'est développé autour de l'axe de lutte avortement-contraception a fait reculer le pouvoir et enterrer (pour cinq ans seulement !) la vieille loi répressive. Fin 1974 une nouvelle législation entre en vigueur qui libéralise l'avortement : possibilité d'avorter dans les hôpitaux et les cliniques mais... il faut être enceinte de moins de dix semaines, n'être ni mineure, ni immigrée sans papiers, faire différentes démarches décourageantes, trouver un établissement où les avortements sont pratiqués et surtout payer une somme rondelette (600 à 2 000 F) car l'avortement n'est pas remboursé par la Sécurité sociale. Malgré son caractère de classe, la nouvelle législation a provoqué la démobilisation de presque tous les groupes locaux. Une partie s'est transformée en groupes femmes de quartiers.

Et pourtant la lutte n'est pas finie : il faut lutter non seulement pour obtenir le remboursement de l'avortement, mais aussi pour imposer l'application de la loi (beaucoup d'hôpitaux refusent toute pratique de l'avortement ou n'en font qu'un nombre ridiculement faible), et contre la répression (inculpation de militante du MLAC d'Aix ayant pratiqué l'avortement d'une mineure).

Les Assises du MLAC qui vont se tenir très prochainement devraient permettre la reprise en charge par les groupes femmes de l'axe de lutte avortement libre et gratuit, toujours d'actualité.

FEMMES TRAVAILLEUSES EN LUTTE

En mars 74, Révolution ! organise une rencontre nationale de femmes ouvrières et employées. De cette rencontre, réunissant à Paris deux cents femmes ouvrières et employées de toutes les régions, sortira une résolution affirmant entre autres la nécessité pour les femmes travailleuses de s'organiser entre elles :

« — Parce que les femmes représentent les fractions les plus exploitées des entreprises, et que seule leur organisation autonome peut donner à leurs revendications et à leurs exigences plus de poids dans les luttes d'ensemble.

— Parce que c'est une condition absolue pour qu'elles puissent surmonter leur dépendance par rapport aux luttes des hommes, parler librement, sans contraintes, de leurs propres problèmes.

— Parce que c'est la seule façon de les unir pour la lutte, en surmontant la passivité des réformistes.

— C'est pourquoi nous devons constituer des commissions femmes, des comités de femmes, des groupes de libération des femmes dans les entreprises. Leurs tâches ? Elaborer les revendications, assurer l'entraide entre les femmes, organiser des discussions sur leurs problèmes, prendre dans l'entreprise le maximum d'initiatives. Ce que nous voulons, ce sont des comités unitaires de femmes, regroupant syndiquées et non syndiquées. Ce que nous voulons, ce sont des comités disposant d'une réelle autonomie d'organisation et d'action, et pas de simples suppléments aux boutiques syndicales. »

A cette rencontre sera également décidée la mise sur pied d'un bulletin de liaison des femmes ouvrières et employées, devant « tirer les leçons des luttes, dégager des perspectives concrètes d'action, renforcer la confrontation concrète et les liaisons entre les militantes et toutes les femmes ouvrières et employées décidées à lutter pour l'unité ouvrière, pour la libération des femmes, pour le socialisme ».

Ce bulletin qui sortira sous le nom de « Femmes en lutte » puis de « Femmes travailleuses en lutte » se transformera petit à petit, devenant un véritable lien d'échange d'expériences sur les luttes, mais aussi un instrument de réflexion et de débat sur les problèmes des travailleuses (exemple : numéro spécial divorce, dossier école, etc.). Bien plus, il se mettra à représenter un véritable courant de femmes travailleuses s'organisant dans leurs entreprises ou se coordonnant entre différentes entreprises d'une même zone.

La rencontre nationale des 29 et 30 novembre 75, qui réunit environ 450 femmes travailleuses (dont 250 employées, 80 ouvrières et 22 chômeuses), fut l'expression de la progression de ce courant. Les débats en assemblées générales et en commissions (mères travailleuses, travail syndical, chômage, emploi, travail de masse dans les ateliers, dans les bureaux, liaisons quartiers-entreprises, etc.), furent très riches, comme en témoigne la brochure de compte rendu de la rencontre.

A l'occasion et à la suite de cette rencontre, le courant « Femmes travailleuses en lutte » a commencé à se structurer : naissance de cercles FTL, encore peu nombreux, soit sur une zone, soit dans une branche (exemple : cercle banques-assurances). Ces cercles sont encore trop récents pour que l'on puisse en tirer un bilan, ni conclure sur les structures les mieux adaptées au regroupement de femmes travailleuses.

Nous avons commencé à nous investir en tant que militantes politiques dans le courant « Femmes travailleuses en lutte » (au niveau du comité de rédaction et des cercles, aux côtés de camarades de l'OC Révolution ! et de camarades inorganisées) ; nous pensons, en effet, que ce courant, dont le projet est de regrouper des femmes travailleuses, a, de par cette composition, un rôle central à jouer dans l'organisation autonome des femmes, et qu'il est nécessaire d'en renforcer la structuration.

Pour cela, nous nous donnons comme objectif d'en faire une structure dépassant le cadre de militantes organisées politiquement ou militantes sympathisantes proches, d'en faire un véritable instrument de construction de l'organisation autonome des femmes (rôle de mémoire collective des luttes de femmes, rôle de propositions faisant avancer dans la centralisation et l'unification des regroupements de femmes travailleuses).

EN CONCLUSION

Après ce travail, sans doute incomplet, de ce qu'est le mouvement des femmes aujourd'hui, nous pensons nécessaire de redire clairement comment nous nous situons dans ce mouvement, et quelles tâches nous nous assignons par rapport à lui.

Il est clair qu'en tant que militantes politiques, nous nous situons sur une ligne « lutte de classe » dans le « mouvement » des femmes ; mais surtout nous pensons qu'il faut en tirer concrètement les conséquences en orientant nos actions en priorité en direction des femmes de la classe ouvrière et du peuple (nous sommes donc partie prenante des courants « femmes en lutte » et « femmes travailleuses en lutte ». Et ceci, non seulement dans le but de les atteindre par notre propagande, mais aussi dans la perspective de leur faire reprendre en charge le combat des femmes, de leur en faire assurer la direction.

Ceci entraîne, pour nous, plusieurs conséquences importantes quant à la nature du travail des groupes femmes (entreprises et quartiers) :

- un choix des lieux d'intervention répondant à notre projet : entreprises (usines, secteurs d'employées prolétarisées...), quartiers populaires ;
- également un choix des thèmes d'intervention : analyses apportant un point de vue de classe sur l'exploitation et l'oppression des femmes du peuple ; popularisation de luttes de femmes...
- enfin, un style de travail s'appuyant sur des enquêtes, sur un travail prolongé, sur des modes d'apparition propres à rallier les femmes du peuple.

Par rapport à cette ligne et à ces principes généraux d'intervention, il est impensable pour nous de faire le moindre compromis, dicté par une unité d'action factice avec d'autres courants de femmes.

Mais à l'heure actuelle, les femmes du peuple n'ont pas encore pris en mains le combat des femmes, ceci en raison de leur situation objective (double exploitation, oppression) et du renforcement de la propagande bourgeoise dans leur direction. Il est donc nécessaire de leur faire connaître nos positions à travers des initiatives centrales, dans le but de conquérir la majorité des femmes du peuple, et de renforcer les structures et les courants où nous intervenons. Le travail prolongé à la base et les initiatives centrales faisant progresser l'impact de nos courants (exemple : rencontre nationale de femmes ouvrières et employées), sont les deux aspects complémentaires de nos interventions.

Nous avons également un rôle à jouer par rapport aux femmes qui sont déjà partie prenante du mouvement des femmes mais qui ne sont pas sur notre ligne (pétroleuses, femmes ne se rattachant à aucun courant, etc.). Nous devons avoir le souci de les rallier dans le choix de nos initiatives : leur faire la démonstration dans la pratique, de la justesse de nos positions, ou les convaincre à cette occasion de la nécessité de se coordonner en se rattachant à un courant.

Le mouvement des femmes ne se renforce pas dans les batailles tactiques entre courants ou tendances, mais dans l'action commune sur des bases claires.

Mais pour nous, les interventions en direction des femmes du peuple, et celles en direction des femmes de la petite-bourgeoisie qui sont déjà dans l'actuel mouvement des femmes, mais sur d'autres positions que nous, ne sont pas de même nature : nous ne nous adressons aux secondes que dans la mesure où cela peut ouvrir une possibilité pour les premières de reprendre en charge le combat des femmes.

Annexe I

LES COMMISSIONS FEMMES SYNDICALES

Les commissions femmes se sont développées de manière notable depuis deux ans. Différentes des groupes de femmes d'entreprises, elles se situent dans le cadre des syndicats. Cherchant à regrouper le plus grand nombre possible de femmes, leur but est de favoriser chez elles la prise en charge de leur propres intérêts, souvent négligés au nom de la mixité des organisations, et de les faire reprendre et défendre par l'ensemble de l'organisation. Jusqu'à maintenant, elles se sont beaucoup développées dans le secteur tertiaire et plus principalement dans les banques, assurances et organismes tels que la Caisse d'Epargne ou la Sécurité sociale-

Dans les banques, elles sont nées au lendemain de la grande grève de mai 1974, alors qu'un certain nombre de militantes syndicales, principalement CFDT, dont plusieurs participaient à des groupes femmes de quartier, ressentaient un malaise. Car, si les femmes avaient été aussi combatives que les hommes, elles s'étaient heurtées à de nombreuses difficultés : avec les parents pour les plus jeunes ou, pour certaines femmes mariées, avec les maris qui voulaient les voir rentrer à heures fixes (peu de femmes mariées ont participé à l'occupation des locaux à la BNP), manque de prise en charge collective des enfants, difficultés à s'exprimer en assemblée générale.

Dans un certain nombre de cas, la création de la commission est subordonnée à un vote d'approbation de la section. La mixité est également un problème difficile à résoudre : pour des questions tactiques, une commission femmes peut être mixte (c'est le cas à la Banque de France, à la BNP, mais pas à la Caisse d'Epargne), mais la participation des hommes bloque parfois l'expression d'un certain nombre de femmes. Dans certaines banques, la commission peut bénéficier d'avantages liés à la possibilité de faire détacher les syndiquées intéressées sur leur temps de travail, ce qui permet d'augmenter rapidement son audience. Ailleurs (ou pendant les périodes de répression), les réunions se font sous forme de réunions-sandwiches à midi, pendant l'heure du repas. La réunion du soir est la moins bonne formule, compte tenu des difficultés des femmes à obtenir une répartition égale des tâches ménagères entre homme et femme, et des problèmes posés par la prise en charge collective des enfants (ou même simplement par le père).

La commission de la BNP s'assignait au départ **plusieurs objectifs** : détermination d'une **plate-forme de revendications** à partir de la situation propre des femmes dans la banque (cours de formation professionnelle entièrement sur le temps de travail, pas de discrimination dans la promotion, en particulier après les congés de maternité, jours de congé pour enfants malades accordés aux hommes comme aux femmes, réservation de berceaux dans les crèches), **sensibilisation et propagande** sur la double exploitation et l'oppression (tracts sur les horaires mobiles et la double journée de travail, sur le procès de Rouen), **impulsion d'une lutte** pour obtenir un centre de Planning familial (plusieurs banques en possèdent déjà un), propagande sur les luttes de femme. En fait, beaucoup de problèmes ont été posés dans la commission, en particulier tout ce qui concerne l'oppression des femmes, débats sur la sexualité, la lutte des prostituées, la maternité, pour lesquels des textes ont été écrits et répercutés à l'ensemble des syndiqués.

La commission a joué dans la section un rôle assez important en ce qui concerne **l'avancée politique des femmes combatives**, même si les difficultés qu'elle rencontre dans la section l'ont

empêché de prendre beaucoup d'initiatives : il y a eu une exposition avec vente de livres. Par contre, elle a grandement contribué à sensibiliser l'ensemble de la section et à « forme » certaines femmes qui maintenant prennent davantage de responsabilités. Le débat sur la maternité a occasionné une discussion qui a largement dépassé le cadre de la commission. Même des camarades qui avaient voté contre sa création ont donné leur point de vue. D'autre part, plusieurs membres de la commission assumeront des mandats de déléguées du personnel.

Il reste encore toute une lutte à mener pour forcer la CGT à prendre en charge la question du Planning. Nous n'en sommes pas encore aux commissions CGT-CFDT ouvertes aux non-syndiquées, mais un cercle FTL Banque commence à se mettre en place, preuve que le travail effectué depuis 1974 n'a pas été inutile.

Annexe II

QUELS GROUPES DE FEMMES DANS LES QUARTIERS ?

Il existe actuellement à Paris comme en province un nombre non négligeable de groupes femmes dont la nature et la pratique diffèrent mais qui ont en commun la volonté de poser les problèmes spécifiques des femmes même si, pour nombre d'entre eux, ambiguïtés et maladresses demeurent.

Les groupes femmes ont commencé à se multiplier à la belle époque du MLF, une partie d'entre eux a opéré un début d'homogénéisation au sein du courant « quartiers » du MLF. Il s'agissait alors de développer des interventions à l'extérieur des groupes par opposition aux groupes dits « de conscience » qui se repliaient sur eux-mêmes. Le lieu d'intervention privilégié devint le quartier et depuis le terme de « groupe de quartier » est resté même si, aujourd'hui, il recouvre une réalité différente sur laquelle il apparaît important de se pencher dans ce texte. L'évolution des groupes de femmes et, de façon plus précise, les rectifications effectuées par rapport aux bases de départ, ont permis d'affiner l'analyse sur la situation des femmes dans la société capitaliste française et de mieux définir les priorités à accorder entre les différents axes d'intervention. Les acquis ainsi accumulés nous fournissent aujourd'hui les moyens d'expliquer pourquoi et comment les groupes de femmes sont un lieu privilégié de regroupement des femmes et à quelles conditions ils peuvent être une structure de masse où les problèmes spécifiques des femmes soient abordés de façon à mobiliser non pas seulement les femmes appartenant à la petite bourgeoisie radicalisée mais surtout les femmes appartenant aux couches populaires. En effet il apparaît à la fois urgent et possible — en fonction de l'expérience d'un certain nombre de groupes de femmes — de dépasser définitivement le stade du féminisme petit-bourgeois pour passer à celui d'une véritable implantation en milieu populaire et ouvrier permettant, à terme, la création d'une organisation de masse des femmes sous direction prolétarienne.

LES GROUPES FEMMES ACTUELLEMENT

Les groupes femmes regroupent en général des femmes de milieux petit-bourgeois, employé et, plus rarement, ouvrier, qui sont conscientes des particularités de leur statut de femmes et décidées à en discuter, à intervenir de façon ponctuelle ou continue.

Les groupes femmes sont caractérisés par une importante hétérogénéité en ce qui concerne les motivations, le niveau de conscience et de politisation, (a manière d'aborder les problèmes spécifiques des femmes. La majorité des femmes sont, au départ, motivées par un aspect particulier de l'oppression ou de l'exploitation qu'elles subissent et n'acquièrent que progressivement un point de vue plus global.

Comme **motivation de base**, on trouve généralement le décalage ressenti par rapport aux hommes que ce soit dans la famille, le milieu professionnel ou la structure, syndicale ou politique, au sein de laquelle les femmes militent. Ce « décalage » est la traduction, au niveau de masse, de l'oppression et de l'exploitation dont les femmes sont l'objet. La participation à un groupe femmes correspond alors à la recherche de l'autonomie nécessaire pour faire l'apprentissage de l'expression, d'une pratique et d'une réflexion en commun avec d'autres femmes, pour analyser le pourquoi et le comment du statut des femmes en société capitaliste, pour chercher les moyens visant à remettre en cause ce statut spécifique.

Par ailleurs, le groupe femmes est le lieu où sont discutés collectivement les choix importants des femmes qui le constituent, qu'il s'agisse du domaine professionnel ou dit « privé ». C'est ainsi que le groupe femmes permet aux femmes combattives, mais isolées sur leur lieu de travail, de réfléchir à la manière d'intervenir sur leur lieu de travail, d'y développer une intervention femme, mais aussi de prendre position dans leur syndicat en y impulsant certaines initiatives. En tant que lieu de solidarité, le groupe femmes fournit les conditions nécessaires à un débat parfois délicat mais souvent fructueux sur les problèmes dits « privés » et leurs liens avec la pratique sociale et militante.

Toutefois le fait que les groupes femmes soient revendiqués à la fois comme une structure à partir de laquelle se mène une pratique militante et comme une structure où l'on débat des problèmes dits « privés » ne va pas sans poser d'épineux problèmes d'orientation et de fonctionnement si l'on veut éviter les deux déviations symétriques : groupe de conscience ou groupe super militant ne satisfaisant qu'un petit nombre de participantes.

Le débat sur les problèmes dits « privés » constitue un écueil sur lequel viennent s'échoir — plus ou moins vite, plus ou moins longtemps — un bon nombre de groupes. Les solutions auxquelles les groupes recourent le plus souvent ne sont soit qu'à moitié satisfaisantes soit que ponctuellement efficaces. Il semble que la progression, des groupes femmes sur ce terrain soit fortement tributaire de l'avancée du débat récemment centralisé au niveau de Femmes en Lutte sur « **comment intervenir sur les problèmes idéologiques d'un point de vue prolétarien** ».

En effet, historiquement, le féminisme petit-bourgeois, s'est largement approprié le terrain idéologique et l'a, au moins partiellement, modelé à son image, d'où la pudeur ou au moins la prudence dont ont fait preuve certains groupes femmes jusqu'à présent à l'égard des problèmes idéologiques. Cette attitude, qu'il s'agit maintenant de dépasser, s'explique par la volonté de rompre radicalement avec le féminisme petit-bourgeois et par le souci de ne pas réutiliser à son insu — et faute d'autre chose — des formes et des styles d'intervention fortement marqués par le féminisme (souci que certains groupes femmes qui sont intervenus sur le viol ont eu le tort de ne pas avoir).

Le fait que le débat sur les problèmes idéologiques soit engagé au sein de Femmes en Lutte témoigne du mûrissement des groupes femmes, de leur capacité à analyser leur propre pratique afin de jeter les bases d'interventions mieux adaptées aux objectifs poursuivis.

LES AXES D'INTERVENTION

Les groupes femmes ont maintenant des pratiques très diversifiées qui sont loin d'être circonscrites au quartier même si le quartier a pu être, dans de nombreux cas, un point de départ.

— **Sur les quartiers**, les groupes femmes assurent, au départ, un travail « d'animation » à partir de thèmes susceptibles de mobiliser les femmes : logement (loyers, luttes contre les saisies et expulsions), école, transports scolaires, crèches, consommation et prix, santé, avortement-contraception, vie du quartier. Les groupes femmes sont parfois amenés à collaborer avec des associations de locataires, de parents d'élèves ou des associations familiales. L'objectif de ce travail de quartier est, après un travail de masse prolongé et patient qui seul peut permettre une véritable implantation, de regrouper les femmes les plus motivées et actives afin qu'elles-mêmes prennent en charge le travail de contact et de discussion avec les

autres femmes du quartier. Pour ce faire, il peut être utile d'utiliser un petit journal (qui, peu à peu, devrait être élaboré par les femmes du quartier elles-mêmes) dont la diffusion serve à nouer, maintenir et renforcer des contacts. Il est également possible d'organiser de petites réunions à intervalle régulier (à l'heure du café pour les femmes au foyer ou le soir pour les femmes qui travaillent) afin de permettre aux femmes de se connaître et de déterminer ensemble leurs revendications prioritaires. Le travail de quartier est long et ingrat, les femmes au foyer sortent peu de chez elles, se laissent enfermer dans leurs contraintes domestiques, sont coupées de la réalité des usines et bureaux ainsi que des luttes qui s'y mènent. Pour leur part, les femmes qui travaillent doivent, une fois rentrées chez elles, effectuer leur seconde journée de travail et sont donc peu disponibles à d'autres activités. Néanmoins, le quartier apparaît comme un lieu privilégié de solidarité entre les femmes dans la mesure où c'est le lieu où toutes, elles assument leur rôle domestique et familial et ont, par conséquent, des revendications spécifiques communes à exprimer. De plus, les quartiers populaires deviennent un lieu de résistance à la crise qui s'y traduit fréquemment par des saisies et expulsions. La lutte contre ces saisies et expulsions, contre la hausse des loyers et des charges est un axe d'intervention prioritaire dans la période autour duquel doit s'organiser l'unité populaire.

L'intervention systématique sur les marchés avec panneaux, tracts ou journaux permet la popularisation des luttes qui se mènent dans les entreprises, des initiatives des comités de chômeurs ou des commissions chômage-emploi ainsi que la dénonciation des mesures gouvernementales (politique familiale du pouvoir...).

— **Sur les entreprises** : les groupes femmes sont de plus en plus nombreux à intervenir sur les entreprises, ce qui montre concrètement que l'idée selon laquelle les femmes subissent une oppression mais aussi une exploitation spécifiques a fait du chemin. Désormais, l'exploitation subie par les femmes sur leur lieu de travail est un aspect pris en compte par les groupes femmes et donne lieu à des interventions suivies dont les formes sont extrêmement variées. Les interventions portent sur les conditions de travail, les discriminations en matière d'embauche, de salaire, de formation, sur le chômage féminin, le manque d'équipements collectifs mais aussi sur l'avortement-contraception (procès d'Aix), la politique familiale du pouvoir, la campagne de retour au foyer, les horaires mobiles, la Fête des Mères, la Sainte Catherine, etc. A travers ces interventions, le groupe femmes cherche à nouer des liens avec les travailleuses, à discuter régulièrement avec elles pour qu'elles mettent en avant les revendications spécifiques des femmes dans les entreprises où elles travaillent. Par ailleurs, le groupe femmes doit offrir aux travailleuses un cadre de débat et de formation qui leur permette d'avancer sur l'ensemble des questions qu'elles se posent. Cela signifie que le groupe femmes, sur tous les fronts où il intervient, doit être capable d'assumer une double tâche. Au niveau de masse, le groupe femmes doit pouvoir intégrer toutes les femmes combattives, avancées ou simplement « motivées » qui sont dégagées sur les fronts de masse et leur offrir un cadre dans lequel elles puissent discuter, s'engager dans une pratique, réfléchir sur cette pratique.

Le groupe femmes doit par ailleurs être un lieu où, à travers une formation appropriée, l'avancée politique de l'ensemble des membres du groupe femmes et plus particulièrement des éléments les plus avancés soit assurée.

Pour renforcer son intervention sur les entreprises, le groupe femmes peut également impulser la création de commissions féminines d'Union Locale. Dans ce domaine particulier, les expériences sont encore peu nombreuses mais on peut d'ores et déjà dire que les commissions féminines d'Union Locale permettent :

1. Une intervention de zone portant sur l'ensemble des entreprises concernées par une Union Locale donnée grâce à un travail d'enquête auprès des sections, il est possible d'avoir une idée assez précise de la situation professionnelle des femmes sur une zone (proportion de femmes dans les différentes branches et entreprises, salaires, qualifications, conditions de travail, avantages particuliers liés aux accords d'entreprise...). Si l'enquête a été bien menée, elle permet à la commission féminine d'élaborer des initiatives qui auront un impact sur plusieurs entreprises et correspondront réellement aux revendications les plus importantes sur la zone (licenciements, salaires, etc.) ;
2. De regrouper des militantes syndicales actives dans leur entreprise ayant déjà le souci d'une coordination locale ;
3. De faire progresser, dans les organisations syndicales, l'idée que les revendications spécifiques des femmes doivent être prises en compte et que, pour ce faire, des structures appropriées doivent être mises en place. Les commissions féminines donnent les moyens nécessaires pour lutter contre l'idée que mettre en avant des revendications spécifiques des femmes équivaut à une division de la classe ouvrière et pour montrer que c'est, au contraire, en exprimant ces revendications que l'on peut parvenir à une unité supérieure de la classe ouvrière.

Outre les quartiers et entreprises, Il est fréquent que les groupes femmes interviennent sur les **grandes surfaces** où travaillent de nouvelles couches de la classe ouvrière, les employés prolétariés, parmi lesquels les femmes sont majoritaires. Dans les grandes surfaces, les conditions d'exploitation sont généralement très dures et les syndicats encore peu implantés en raison de l'absence de tradition de lutte, de la prédominance de la main-d'œuvre jeune et de la forte répression patronale qui y règne.

Les thèmes d'intervention sont donc nombreux: conditions de travail, salaires (cf. grèves récentes à Prisunic), statut. Le groupe femmes peut prendre en charge les tâches de solidarité entre personnel et clientèle en expliquant les raisons de l'action entreprise et en popularisant sur le quartier ou la ville les revendications mises en avant par le personnel. Le débat avec le personnel et en particulier avec les travailleuses les plus avancées doit être centré, lorsqu'aucun syndicat n'existe sur la grande surface, sur la nécessité de créer une section syndicale permettant de regrouper les travailleurs et travailleuses combatifs. Les groupes femmes peuvent contribuer au décloisonnement des luttes qui se mènent dans les grandes surfaces non seulement en aidant à la popularisation et à la coordination entre les différentes grandes surfaces mais aussi en faisant apparaître les revendications spécifiques de la main-d'œuvre féminine et en les reliant aux luttes qui se mènent sur le terrain de l'oppression sociale (logement, crèches, transports, etc.).

La santé représente également un terrain sur lequel les groupes femmes interviennent fréquemment, en particulier sur l'aspect avortement-contraception. Si la pratique des avortements a été arrêtée dans la majorité des cas, les groupes femmes continuent, dans le cadre de leurs interventions sur le quartier, les entreprises, etc., à prendre en charge les problèmes d'avortement-contraception. Suivant les cas, il s'agit d'exercer des pressions auprès des cliniques et hôpitaux, de constituer des réseaux de médecins progressistes, d'obtenir du Planning Familial certaines facilités pour la constitution des dossiers administratifs, d'organiser la solidarité financière pour aider les femmes n'ayant pas la somme nécessaire.

Ces interventions vont de pair avec des initiatives visant à créer des liens de solidarité avec le personnel médical ou paramédical : popularisation des luttes menées dans les hôpitaux ou cliniques, soutien aux revendications pour l'augmentation des effectifs, etc. Ces liens sont

déterminants pour la poursuite d'interventions suivies qui soient le plus possible coordonnées avec les actions menées par le personnel.

Les crèches constituent aussi un lieu d'intervention fréquent des groupes femmes, le plus souvent en continuité avec les interventions quartier et entreprises. Outre l'augmentation du nombre des crèches, les groupes femmes mettent en avant des revendications relatives au fonctionnement des crèches (rôle joué par les parents), le bien-être des enfants (nombre d'enfants, équipement), l'apprentissage social qui y est inculqué, etc. Là aussi les groupes femmes cherchent à créer des liens entre le personnel et les parents en faisant des propositions adéquates. La récente réforme gouvernementale qui atteint directement usagers (augmentation des prix, baisse de la qualité des services) et personnel (pas d'augmentation d'effectifs) désigne les cibles des futures initiatives.

Ce bref aperçu sur la pratique des groupes femmes révèle clairement que le stade du groupe strictement de quartier est révolu et que les groupes femmes sont passés à un stade supérieur. A ce titre, le débat concernant la nécessité ou non du lien entreprise-quartier est dépassé, dès lors que la pratique des groupes femmes, comme nous venons de le faire, est définie comme devant prendre en compte tous les aspects du statut des femmes sur une zone donnée. La richesse des pratiques évoquées met en lumière les multiples occasions de mobilisation et de politisation des femmes que peuvent susciter les groupes femmes.

CONCLUSION

La plupart des analyses de cette brochure n'ont pas été Inventées par nous, même si nous avons l'entière responsabilité de leur mise en forme. Elles n'apportent rien de très nouveau aux femmes de la gauche ouvrière et populaire et à celles et ceux déjà convaincus que la lutte de libération des femmes est à mener tout de suite, dans le cadre de la lutte générale contre le capitalisme. Beaucoup d'analyses restent encore trop générales.

Néanmoins, cette synthèse imparfaite aura atteint son but si elle nous permet d'augmenter notre cohésion, nos capacités politiques, et de renforcer notre volonté de lutte.

Car bien des obstacles sont sur notre chemin : tout d'abord, les moyens formidables et multiples dont dispose la bourgeoisie pour récupérer ou étouffer la lutte des femmes du peuple ; mais aussi des années de domination politique du révisionnisme sur le mouvement ouvrier ; enfin actuellement, une certaine réticence de classe ouvrière, un danger de repli corporatiste, suite à l'attaque frontale de la bourgeoisie sur les travailleurs et à sa volonté de leur faire payer la crise, concrétisée par l'application des mesures du Plan Barre.

Or cette offensive touche particulièrement les femmes du peuple : chômage, blocage des salaires, vie chère, attaque sur la santé, restriction des équipements collectifs, etc., sans parler des déclarations caricaturales, mais néanmoins inquiétantes du ministre du Travail, Beullac, qui sont une menace ouverte sur le droit à l'emploi des femmes (voir plus haut).

Face à cette attaque, plus que jamais la riposte de tous les travailleurs est nécessaire. Dans cette perspective, Il s'agit d'entraîner toutes les fractions de la classe ouvrière et du peuple à cette offensive générale en prenant en compte l'ensemble de leurs intérêts. Plus que jamais se trouve posée la question de l'Unité de la classe ouvrière et du peuple.

Mais notre tâche ne s'arrête pas là. Notre perspective est bien la construction d'une organisation de masse des femmes, autonome, s'inscrivant dans le combat global contre l'ordre capitaliste. Cette organisation, nul ne peut présager de ses formes.

Elle se constituera à travers un processus qui passera par une succession de phases et de sauts quantitatifs et qualitatifs, et qui sera lié à la fois à l'ampleur du mouvement de masse des femmes du peuple et à l'état d'avancée dans la construction du Parti.

A chaque étape correspondent, en effet, des formes d'organisation de masse et d'organisation politique qui assurent, sous des aspects différents, la centralisation de la réflexion et de l'action.

**N'ATTENDONS PAS DEMAIN POUR ACCOMPLIR CES TACHES !
DES AUJOURD'HUI OSONS LUTTER !**

Annexe III

LES FEMMES PAYSANNES

La grande difficulté des femmes paysannes est de se situer en tant que femmes agricultrices, alors qu'elles se sentent plutôt femmes d'agriculteurs. Comme le disaient certaines, lors d'un forum sur le Larzac, on n'est pas paysanne par choix, on est femme de paysan. Cela représente une très grande difficulté pour formuler des revendications, car il s'agit d'un statut ambigu : c'est l'homme qui est le chef d'exploitation (voir la brochure PLC n°6 : « Les paysans exploités face à la crise »), et la femme en réalité n'a aucun statut.

Cependant, les femmes paysannes les plus avancées refusent le statut de chef d'exploitation ou d'associée, qui consisterait en fait à rentrer dans le système capitaliste. Le statut de salariée (du « chef d'exploitation », donc souvent du mari) n'est pas réalisable : le coût élevé des charges sociales ne serait pas supporté par l'exploitation. Certaines demandent la responsabilité d'un atelier (de veaux par exemple), mais très souvent, dans les GAEC (Groupement Agricole d'Exploitation en Commun), l'atelier est en réalité considéré comme atelier du couple et non de la femme : les décisions importantes sont presque toujours prises par l'homme.

Travailleuses, les paysannes n'en ont pas le statut (elles ne bénéficient pas des congés de maternité par exemple), elles fournissent le même travail que les femmes qui restent à la maison (entretien et reproduction de la force de travail), mais en plus un travail qui sert directement à l'exploitation et qui est également gratuit (traite, coup de main dans les champs, mais aussi téléphone, courses, comptabilité, etc.) et qui n'est pas reconnu... alors que les exploitations ne peuvent vivre sans ce travail des femmes.

En outre la pénétration du capitalisme dans l'agriculture, entraînant dans la plupart des régions la suppression des ventes directes sur le marché, a eu pour conséquence de retirer aux paysannes l'indépendance financière partielle qui leur était assurée par la vente de certains produits, comme le beurre en Loire Atlantique. Dans certaines régions, comme le Gers, cette possibilité subsiste avec le gavage des oies, et l'attitude des femmes par rapport à leur travail est différente, il faut également dire que, vers les années 50, la tendance était au « dégageant de la femme des travaux des champs » pour qu'elle puisse se consacrer à la maison et aux enfants : cela a été l'idéologie de la JAC (Jeunesse Agricole Chrétienne) en particulier.

En raison du conditionnement, de l'isolement, de l'influence de l'idéologie inculquée dès la petite enfance, les paysannes ont beaucoup de mal à prendre conscience de leurs problèmes. La réflexion progresse lentement, les regroupements de femmes sont encore assez peu nombreux même parmi les paysannes membres de l'organisation Paysans-Travailleurs. Car il y a un refus de recommencer la même expérience que celle qui avait été vécue dans les CDJA (Centre Départemental des Jeunes Agriculteurs), où les revendications et les problèmes des femmes n'étaient jamais pris en compte et pourtant les femmes étaient vraiment présentes, prenaient des responsabilités, davantage que dans Paysans-Travailleurs.

Toutefois, même si ce n'est qu'un début, les **groupes de paysannes** qui se réunissent pour essayer de prendre en charge leurs propres problèmes, que ce soit dans l'Ouest ou dans le Lot-et-Garonne, sont le début d'une prise de conscience collective. Ces groupes qui ont l'inconvénient d'avoir un fonctionnement très lourd (éloignement, débat confus) pour des

femmes qui travaillent, donnent la possibilité aux paysannes de rencontrer des ouvrières, de comprendre la similitude de leur situation : ainsi, dans le Lot-et-Garonne, des femmes agricultrices ont pu exprimer leur solidarité avec des ouvrières grévistes et tisser des liens avec les habitants des quartiers populaires. Ils permettent aussi de s'exprimer et de réfléchir sur un certain nombre de problèmes : reconnaissance du temps de travail, droit à la formation professionnelle, lutte contre les fermetures abusives des écoles primaires de village, problèmes des crèches, etc.

Ainsi, que les femmes paysannes manifestent au moment de la grève du lait, se joignent à un meeting de solidarité à une grève d'ouvrières, ou commencent à se grouper pour discuter de leurs problèmes, prouve qu'un pas en avant est fait.

Il est en outre important, tant .dans le mouvement paysan que parmi les femmes paysannes, que les problèmes spécifiques des femmes qui constituent souvent les couches les plus exploitées des travailleuses de la campagne soient connus et pris en compte.

Annexe IV

L'HISTOIRE DES FEMMES, CE N'EST PAS LA REACTION

Le passé des femmes, ce n'est pas la réaction. On a trop souvent présenté les luttes récentes comme un réveil soudain des femmes après des siècles. Or l'histoire du mouvement ouvrier, ce n'est pas seulement une histoire d'hommes, c'est aussi une histoire de femmes avec tous ses aspects spécifiques.

Le texte présenté ici est loin de représenter un panorama complet des luttes de femmes et du mouvement féministe, sous ces différentes formes depuis un siècle. Ils ne veulent être qu'un rappel de quelques éléments qui ont des conséquences y compris sur les luttes aujourd'hui.

Pour commencer, il nous faut tout d'abord comprendre comment se fait la mise en place des structures capitalistes dès le milieu du siècle dernier et la situation de la classe ouvrière.

Celle-ci est **horriblement exploitée** quant à la durée du travail (12 heures par jour au minimum) aux conditions de travail, aux salaires et au niveau de vie (par exemple : un homme gagne en moyenne 6,15F/jour, or le kilo de beurre vaut 3,22F) ; **très différenciée** quant à sa situation matérielle (c'est ainsi que l'inégalité entre les salaires est très poussée, entre Paris et la province : 6,15F/jour à Paris, 3,90F en province), selon la taille de l'établissement, entre les branches, entre les régions au sein d'une même branche, entre les hommes et les femmes (6,15F contre 3F par jour à Paris, 3,90F contre 2,10F en province) ; **relativement isolée** dans la population salariée (la moitié) et la population active (le quart), **dispersée à travers une multitude de petites entreprises** (la moitié de la main-d'œuvre industrielle travaille dans des établissements occupant de 1 à 5 ouvriers), **dominée par les professionnels** (à l'époque l'OS moderne n'existe pas. Les machines apportent à l'ouvrier l'énergie mécanique, mais c'est lui qui continue à faire les gestes qui transforment la matière) : cette prédominance aura des conséquences sur **le plan idéologique, les unes négatives** (individualisme, sensible au prestige de la Science, de la Culture, de l'Instruction, difficulté à se plier à une discipline de masse), les **autres positives** (esprit critique, capacité à résister au patron, valorisation du travail d'une autre société : le monde ouvrier avec sa culture et ses valeurs).

Ces caractéristiques vont permettre de comprendre certains aspects des luttes et du mouvement ouvrier, et la place des femmes dans ce cadre-là.

Cette époque constitue également un tournant décisif dans l'histoire de la femme au travail.

Dès 1866, le pourcentage de femmes dans la population active atteint déjà 33% (36% en 1911, 38% de nos jours). Cet appel massif est la résultante de deux facteurs : **crise de l'industrie rurale** qui « libère » des milliers de femmes, et **l'évolution intime du capitalisme**. Pour le patronat, les femmes constituent une main-d'œuvre plus docile, moins tentée par la révolte. En fait, c'est la force de travail de l'ensemble de la famille, enfants compris qui est louée par le capitalisme et tout est mis en œuvre pour introduire la concurrence entre les membres de cette famille. Le baron Charles Dupin disait : « Par des instructions sagement combinées, on peut répandre chez le sexe faible des connaissances et des talents qui créeront la concurrence la plus avantageuse entre le travail de l'homme et celui de la femme ».

Le travail des femmes est très dur : conditions de travail épouvantables, fatigue, bas salaires, absence de législation, jusqu'en 1874 (où sera prise une mesure interdisant le travail des

enfants des deux sexes avant douze ans). Il est caractéristique de voir se développer — jusqu'en 1914 — la pratique des internats industriels de femmes — encadrés par des bonnes sœurs. C'est à cette époque aussi que se développent certains secteurs d'activité, où la main-d'œuvre féminine est très nombreuse : maisons de couture, grands magasins, bureaux, alors que parallèlement grâce à la généralisation de l'électricité, on assiste à un renouveau du travail à domicile ; cette pratique, qui concerne un grand nombre de secteurs (confection, bonneterie, lingerie, emballage, bijouterie, fleurs artificielles), constitue un des modes d'exploitations les plus dures qui aient été imposées aux femmes travailleuses (1 million et demi).

Enfin, l'exploitation et la misère réduisent un grand nombre de jeunes filles à la prostitution et les « maisons closes » prolifèrent dans les grandes villes manufacturières du Nord, à Lyon, dans l'Est, où des rabatteurs professionnels recrutent parmi les Jeunes ouvrières,



Face à une telle exploitation, le mouvement ouvrier forgeait ses premières armes : grèves longues et dures se succédaient sur les salaires, la durée du travail, mais aussi la reconnaissance des organisations ouvrières. Ces grèves, menées souvent par de grandes corporations (mines, cheminots) qui s'étendaient parfois au niveau d'une ville entière, voyaient se cimenter la solidarité ouvrière et l'union populaire autour des luttes. Pourtant, les revendications spécifiques des femmes étaient loin d'être prises en compte. Un fort mouvement d'opposition au travail et à **l'émancipation des femmes trouvant son fondement dans la concurrence entre hommes/femmes entretenu par la bourgeoisie s'est développé dans le mouvement ouvrier français ; mais aussi la nature même de la classe ouvrière masculine** de l'époque (venant de milieux d'origine artisanale, dominée par les professionnels) **a permis la pénétration de nombreux préjugés** (retour à une production industrielle dans un cadre artisanal, thèse de l'infériorité de la femme soutenue par Proudhon).

— **Cette situation n'a pas été sans incidences sur le caractère du « mouvement féministe » naissant de l'époque.**

Si certains socialistes français comme S. Simon et Charles Fourier, se prononçaient pour l'émancipation des femmes (« les progrès sociaux s'opèrent en raison des progrès des femmes vers la liberté et les décadences d'ordre social s'opèrent en raison du décroissement de la liberté des femmes »), **d'autres tels que Proudhon manifestaient des avis nettement contradictoires :**

Pour lui « la femme ne peut soutenir, pour la puissance des facultés la comparaison avec l'homme, ni dans l'ordre économique et industriel, ni dans l'ordre philosophique et littéraire, ni dans l'ordre juridique.

« ...Le règne de la femme est dans la famille, sphère de l'autorité et de la subordination, donc courtisane ou ménagère, j'ai eu raison de le dire et je n'en démords pas ».

Dans les années 1860-1870, le mouvement « contre le travail des femmes » s'accroît. Les « contre » dominent. Pour eux, le travail des femmes est contraire à la moralité. Le salaire de la femme détourne l'homme de la lutte. L'Internationale Ouvrière déclare en 1867 : « La femme a pour but essentiel d'être mère de famille. La femme doit rester au foyer. Le travail doit lui être interdit ».

La fédération des métaux déclare à son Congrès en 1892 :

« Si cette situation continue, le père de famille sera obligé de faire la cuisine tandis que les femmes et les enfants iront travailler dehors ! »

Enfin, plus grave encore, cette opposition se traduit dans les luttes elles-mêmes : de 1890 à 1908, 56 grèves d'ouvriers (dont 17 dans le Livre) ont pour objectif le renvoi des ouvrières. Dans les cuirs et peaux, les hommes s'opposent à l'embauche des femmes comme coupeuses. Les « Cirages français », en 1895, demandent le renvoi des travailleuses. En 1913, une grève de femmes à Lebaudy échoue par l'action des hommes qui obtiennent une augmentation pour avoir brisé la grève des femmes ! Dans l'imprimerie, l'affrontement est encore plus sévère : la Fédération du Livre déclare :

« Il faut disputer pied à pied le terrain à cette marée montante, en démontrant la supériorité de l'ouvrier mâle sur l'ouvrier femelle, y compris envisager le retrait des ouvriers de l'atelier à chaque fois que les femmes y font leur entrée ».

L'affaire Couriou, en 1913, est à ce titre, éloquente : Emma Couriou, typographe depuis 17 ans, demande son admission à la section lyonnaise du Livre. Son adhésion est refusée, son mari radié, et tout syndiqué se voit interdire de laisser exercer à une typote la typographie.



Qu'en est-il alors du mouvement et des idées féministes ?

AVANT 1850, quelques pionnières, actrices, femmes de lettres, institutrices principalement, fortement influencées par les théories de Saint Simon et de Fourier, essaient de lier dans leurs écrits la lutte pour l'émancipation du prolétariat. Jeanne Deroin écrivait : « La cause du peuple et la cause des femmes sont intimement liées. Les prolétaires ne seront affranchis de la dure servitude de l'ignorance et de la misère que lorsqu'ils auront eux-mêmes affranchi la campagne de leurs souffrances et de leurs travaux ». Flora Tristan, puis plus tard, George Sand, Pauline Roland (qui mourut en 1852, de retour de déportation), Jeanne Derouin, animeront des publications comme la « Voix des Femmes », des clubs, des associations. Les ouvrières parisiennes, relativement privilégiées, seront nombreuses surtout après 1848, telle la société d'ouvrières pour l'émancipation des femmes : « Les Vésuviennes » ou le « Club fraternel des lingères », associations des cuisinières, des couturières. Des ateliers municipaux sont créés par des travailleuses en chômage.

Des revendications spécifiques sont déjà mises en avant : crèches dans les ateliers, ouvertures des buanderies et de lingerie collectives, restaurants communautaires. Mais après le coup d'Etat du 2 décembre 1851, la répression s'abat sur cette minorité de femmes, les associations sont dissoutes, les militantes arrêtées.

Ce n'est que vingt ans plus tard, pendant la Commune, que ressurgiront ces questions. L'expérience de la Commune permet de réaliser au cours même de la lutte le lien entre la cause des femmes et celles du prolétariat. **Mais la plupart des féministes de la bourgeoisie, qui avaient travaillé à la cause des femmes dans la période précédente, sont totalement absentes de ce combat.** Certaines, comme George Sand, choisiront définitivement le camp des Versaillais.

LES FEMMES DANS LA COMMUNE

Les femmes ont largement participé à la Commune. Ou plutôt, elles se sont véritablement imposées dans les luttes de la Commune. Et si l'on ne retient de ce glorieux épisode du

mouvement ouvrier que le nom de l'une d'elles « Louise Michel », ce sont des milliers de femmes qui se sont retrouvées aux côtés des Communards et qui se sont organisées. Rien d'étonnant à cet ardent désir de lutter quand on connaît les conditions de vie et de travail qui pesaient particulièrement sur les femmes à cette époque (interminables journées de travail, salaires dérisoires, taudis glacés, vie chère, etc.).

C'est dans la journée du 18 mars que les femmes font leur entrée en scène. En effet, pour empêcher les Prussiens de prendre les canons de Paris, les Parisiens les amènent vers Montmartre, Belleville, La Villette. Les femmes jouent alors un grand rôle dans cette journée. Quand les soldats du 88^e bataillon arrivent pour s'emparer des canons, des groupes de femmes et d'enfants forment une barrière humaine entre les soldats du 88^e et la Garde nationale. Devant cette intervention, les soldats hésitent puis c'est la fraternisation du 88^e avec la foule.

Dix jours après, c'est la Proclamation de la Commune. Et bien que, pas plus que leurs ancêtres de 1789, ou de 1848, les hommes de la Commune n'envisagent un seul instant que les femmes puissent avoir des droits civiques, certaines mesures touchent les femmes directement :

- Remise des loyers,*
- Suppression de la vente des objets du Mont de Piété,*
- Versement d'une pension de 600 F à la femme, mariée ou non, de tout garde national tué pour la défense des droits du peuple,*
- Chaque enfant, reconnu ou non, percevrait jusqu'à l'âge de 18 ans. une pension de 365 francs.*

Ces mesures, parmi les plus révolutionnaires de la Commune, revenaient à reconnaître implicitement la structure de la famille ouvrière, telle qu'elle existait réellement, en dehors du cadre bourgeois, à reconnaître l'union libre, enfin la reconnaissance du droit à l'existence des enfants qu'ils fussent légitimes ou naturels.

Enfin, les femmes s'organisent elles-mêmes :

- dans l'Union des Femmes (section française de l'Internationale Communiste, organisée par Elizabeth Dimitrieff, amie de K.Marx). Celle-ci se divise en comités d'arrondissements. Au sein de ces comités, les femmes créent des ateliers coopératifs, assistent les familles pauvres des fédérés, recrutent des ambulancières, improvisent des centres de soin d'urgence, ouvrent des écoles, des garderies et des orphelinats, etc. ;*
- dans les comités de vigilance, pour demander des armes, dénoncer les réfractaires et les lâches (citons le célèbre appel aux armes du 6 mai 1971, dans lequel « les travailleuses ne réclament pas la paix mais bien la guerre à outrance, et prouveront à la France et au monde qu'elles sauront, au moment du danger suprême. donner comme leurs frères leur sang et leur vie pour la défense et le triomphe de la Commune, c'est-à-dire du peuple ») ;*
- dans les clubs, dont certains existaient avant la Commune. Là, les femmes prennent massivement la parole. Elles discutent de tout (influence des religions, prostitution, divorce, enseignement, travail, appel à la lutte armée...) ;*
- elles prennent des initiatives politiques autonomes (marche sur Versailles) et luttent pour leurs droits, droit de quitter librement son mari, quand les torts sont reconnus, droit de s'organiser au travail, dans les syndicats (en particulier dans les branches où les femmes sont nombreuses)*
- Enfin, après s'être battues courageusement dans les quartiers, sur les barricades, les femmes n'ont pas échappé à la brutale répression qui a suivi. Pourtant, comme le disait Vallès, « quand les femmes s'en mêlent, quand la ménagère pousse son homme, quand elle arrache le drapeau noir qui flotte sur la marmite pour le planter entre deux pavés, c'est que le soleil se lèvera sur une ville en révolte ».*

APRES LA COMMUNE, c'est-à-dire une bonne dizaine d'années plus tard, le mouvement ouvrier français se remet lentement de sa dure défaite. **Il ne prend alors que très partiellement en charge la question des femmes**, malgré les déclarations des Guesdistes⁸, en 1898, qui avaient su assimiler les enseignements de Marx et Engels sur la place du combat des femmes dans le combat de classe :

« Tout être humain doit être un producteur pour être intégré à la société. Même doublement exploitée, il est tout de même positif que la femme travaille, car elle entre dans la lutte, y acquiert l'esprit de classe... **la place de la femme n'est pas plus au foyer qu'ailleurs. Comme celle de l'homme, elle est partout où son activité peut s'employer...** Le mal n'est pas dans le travail, même industriel, mais dans le prélèvement, dans la dîme capitaliste, dont le travail féminin, comme et plus que le travail masculin, est aujourd'hui l'objet... Moins que personne, les ouvriers, à qui leur émancipation civile et politique a permis de mesurer le mensonge de toute émancipation non économique, peuvent vouloir éterniser la subordination d'un sexe à l'autre ».

En 1888, la question est évoquée au Congrès CGT de Bordeaux. Mais dans les années 90 une vive inquiétude pèse, y compris dans les milieux syndicaux, devant la concurrence féminine et la « menace » qu'elle fait peser sur l'emploi, en particulier dans la chapellerie, la lithographie, les métaux, les céramiques, les cuirs et peaux. Une lutte Interne à la CGT est menée par Maximilienne Biais qui créera un Comité d'Action féminine syndicale en 1907, pour promouvoir l'implantation du syndicat chez les femmes et la mise en avant de leurs revendications spécifiques. M. Biais déclarait à ce sujet :

« Si dans tous les cas, les intérêts de l'homme sont aussi ceux de l'ouvrière, la femme a, de par sa situation plus précaire dans la société, des intérêts plus spéciaux à faire valoir. Son action ne peut pas être considérée comme entièrement semblable à celle de l'ouvrier ».

Cette absence du mouvement ouvrier et la nécessité d'organiser les femmes n'est pas sans incidence sur l'apparition de nouvelles formes du féminisme bourgeois. Des femmes mèneront une action de type philanthropique, en ouvrant des pensions de femmes seules, des cercles pour les femmes du secteur tertiaire, des bureaux de placements gratuits. Marguerite Durand fonde, en 1897, un quotidien féministe, « la Fronde », qui jouera un rôle important dans le développement du mouvement syndical féminin (Syndicat de femmes typographes, syndicat des sténodactylos, des caissières-comptables, et employées aux écritures). **Si ces femmes n'agissent guère dans la perspective d'une transformation radicale de la société, leurs actions correspondent partiellement à des besoins d'organisation et de défense des femmes, restés encore sans réponse par le mouvement ouvrier.**

La volonté de lutte des femmes est très forte. A partir de 1881, se développent de nombreuses grèves souvent très dures. Pour la seule année 1899, on compte 39 grèves de femmes (soit 1965 grévistes), 167 grèves mixtes (soit 20 452 grévistes) et 534 grèves masculines (153 409 grévistes). Les conflits, qui éclatent principalement dans le textile, le nettoyage, la chimie puis l'alimentation, portent surtout **sur l'augmentation des salaires, la durée et les conditions de travail** (journée de 9 heures, suppression du travail aux pièces aux sardinières de Douarnenez en 1905), **les libertés syndicales** (réintégration des syndiquées transbordeuses d'oranges à Cesbère en 1905, grève des cabaniers de Rochefort en 1907 par

⁸ Guesdistes : partisans de Jules Guesde, créateur du Parti Ouvrier Français. Les guesdistes se réclament du marxisme.

exemple), **contre l'oppression et la prostitution** (par exemple, grève à Postel Vinay, en 1899, pour le renvoi d'un contremaître qui licenciat les femmes refusant d'être sa maîtresse).

Dans ces grèves, les femmes se battent avec énergie ; elles affrontent durement la police (à coups de pierre pour délivrer les grévistes des dragons dans une grève des mines en 1890), elles se couchent sur le sol pour empêcher les passages de voitures de non-grévistes de passer, se jettent à la tête des chevaux (comme à Raon l'Etape, dans le Nord), manifestent (à Fougères, en 1906, 7000 femmes conduisent à la gare les enfants des grévistes), occupent leur usine, vont en prison et organisent l'animation de la grève et l'unité populaire autour d'elles (organisation des soupes communistes, de spectacles, solidarité des autres travailleurs).

Les nécessités de main-d'œuvre pendant la **Première Guerre mondiale** vont avoir pour effet l'abandon immédiat des discussions sur le rôle des mères de familles, et la place ou non de la femme au travail ! En avril 1916 se met en place un comité du travail féminin pour recruter les ouvrières et organiser leur hébergement. 684 000 travaillent bientôt dans l'industrie d'armement. Elles accèdent aux travaux les plus durs sans pour autant que cela les fasse accéder à une qualification supérieure. En fait, la guerre de 1914 a permis une complète réorganisation du travail dans l'entreprise (travail à la chaîne) dont les femmes ont fait les frais les premières. Les salaires sont très bas alors que le coût de la vie a doublé (un mobilisé touche 7 francs par jour, un non-mobilisé de 9,50 à 10F et une ouvrière 4 francs !). Les libertés syndicales sont supprimées.

Les grèves se multiplient (98 en 1915, soit 9 344 grévistes, 314 en 1916 et 696 en 1917, soit 293 810 grévistes). **Les femmes jouent un rôle moteur dans la résistance ouvrière.** En mai-juin 1916, toutes les maisons de couture sont en grève (sur les salaires et les conditions de travail). De décembre 1916 à 1917, 3000 travailleurs de Panhard se mettent en grève sur les salaires. Les femmes sont les plus décidées à débrayer : en 1917, se succèdent la grève des banques, Crédit Lyonnais, CIC (salaires, titularisation, retraites et jours fériés payés), la grève des employés de l'Ecole Militaire Latour-Maubourg, des ouvrières de chez Kodak pour l'indemnité de vie chère, des confectionneuses militaires, des fleuristes et plumassières (8000 grévistes sur 40 maisons), des ouvrières du papier carton ; mais c'est **la grève des midinettes de mai 1917** qui est la plus remarquable. Pendant la grève, les midinettes occupent les ateliers des maisons de couture, et font l'unité populaire autour d'elles (solidarité des usines d'armement, participation des ouvrières en bretelles et ceintures, des papetières-cartonnières, des employées de magasin, des blanchisseuses, des bijoutières...). La grève s'étend même jusqu'en province (1 500 midinettes en grève à Marseille).

Après la guerre, la répression s'abat lourdement. Des licenciements massifs s'opèrent et pression est faite sur l'opinion publique pour que la femme retrouve son rôle naturel. Les femmes commencent à abandonner certaines professions (personnel de maison) et à entrer massivement dans la Fonction publique, les banques, le commerce. Des mouvements importants de grève éclatent dans les années 20 à la SNCF, dans les métaux, les textiles, les banques, sur la journée de 8 heures et les primes de vie chère. Parmi les conflits les plus avancés, citons deux grèves : l'une victorieuse la grève de 7 semaines des sardinières de Douamenez en 1925 qui élisent un comité de grève, établissent des permanences à la mairie, organisent des caisses de secours, renforcent considérablement le syndicat (qui passe de 20 à 2000 membres) et obtiennent la victoire (augmentation des heures supplémentaires, 2 heures de congés payés par jour pour suivre des cours de formation) ; l'autre, celle des textiles du Nord, qui s'est soldée par un échec, mais qui a ébranlé une région entière : pendant cette grève de sept mois, 12000 femmes se sont mises en grève, ont installé des piquets de grève, se sont vues séparées de leurs enfants qu'on avait envoyés chez des particuliers ou à l'orphelinat des

cheminots. Dans cette grève, la solidarité patronale a joué à plein puisqu'un patron qui cédait aux revendications, se voyait rayé du syndicat patronal et privé de commandes.



En 1929, c'est la crise. Les femmes, aux salaires les plus bas sont les premières licenciées : « Il faut laisser le travail aux hommes ». Les indemnités de chômage sont plus réduites pour les femmes 13,50F contre 6F pour les hommes).

En 1935, la Fonction publique licencie 50 000 fonctionnaires, 6 000 chômeuses manifestent à l'Hôtel de Ville. 4 000 midinettes se remettent en grève, en 1934, en demandant, outre une augmentation générale des salaires de 10%, des lois de protection de la femme enceinte, des crèches, etc. En 1936, les femmes participent en masse aux grèves et aux occupations, en particulier dans les grands magasins. L'objectif : faire céder Boussac. L'écart moyen des salaires entre hommes et femmes est alors de 58%. Le mot d'ordre travail égal-salaire égal est mis en avant. Les salaires sont relevés de 7 à 15%. **Suite à une grève des postes, sera créée la ligue des dames employées regroupant CGT, CGTU et non-syndiquées, qui se heurtera à l'hostilité des syndicats.**

Pendant ce temps, l'idéologie fasciste bat son plein en Europe. En Allemagne, priorité à l'homme pour l'emploi, pas de double salaire au foyer. En Italie, les femmes sont renvoyées des administrations et une allocation est donnée aux mères au foyer. Puis plus tard, en France, en 1940, on interdit l'embauche des femmes mariées dans l'administration, on fixe un pourcentage maximum d'emplois féminins, applicables aux concubines, on met à la retraite anticipée en cas de divorce (prononcé au tort des femmes).



Puis la Deuxième Guerre mondiale éclate. Le gouvernement de Vichy va limiter le droit des femmes au travail et revivifier les vieux thèmes réactionnaires sur le « rôle éternel de la femme ». Pendant la Résistance, les femmes font de la politique et s'engagent à fond dans la lutte. Rappelons d'ailleurs que l'Union des Femmes Françaises (avec Danièle Casanova) a joué un rôle important dans la reconstitution du Parti communiste à cette époque.

A la Libération, avec la constitution de 1946, les droits civiques des femmes sont enfin reconnus. Après les grands mouvements de grève des années 1947-1948, on assiste à un repli du mouvement ouvrier, et on ne parle plus guère des femmes. Il faut attendre les années 60 pour voir surgir un certain nombre de remous : premiers mouvements sur l'avortement, répercussions du mouvement féministe américain, y compris dans la bourgeoisie qui commence à se préoccuper de la question. Il faut dire qu'à cette époque, on assiste à une entrée massive des femmes dans la production qui constituent un volant de main-d'œuvre essentiel dans cette période d'expansion du capitalisme français. Peu de luttes sont menées (l'UFF et l'APF, associations populaires familiales, mènent quelques luttes dures dans les quartiers, ne remettant pas en cause le rôle traditionnel des femmes), mais tout cet ensemble prépare déjà l'étape suivante.

Annexe V

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS ET LA QUESTION DES FEMMES

L'attitude du PCF à l'égard de la question des femmes est liée à l'évolution générale de sa ligne politique. On ne peut isoler cette question du reste, c'est pourquoi nous ne pouvons que donner rapidement les points importants qui doivent être analysés de manière plus précise.

- **En Juin 1921**, la Troisième Internationale Communiste, dont sont membres tous les PC du monde, adopte plusieurs thèses importantes sur la question des femmes. Il y est reconnu la nécessité absolue d'organiser les femmes de la classe ouvrière, de lutter contre leur surexploitation dans les usines et les entreprises, contre leur oppression par l'idéologie bourgeoise. Un secrétariat International féminin est créé (sous la direction d'Alexandra Kollontaï) ayant pour but de coordonner l'action et de centraliser l'expérience des différents partis communistes. Mais ces thèses contiennent encore des insuffisances, qui permettront ensuite de nombreuses déviations. Si elles reconnaissent à juste titre « que la révolution socialiste n'est pas possible sans une large participation des femmes laborieuses », elles se situent le plus souvent au niveau des tâches de recrutement, sans prendre vraiment en compte, ce qui constitue les aspects-spécifiques de la lutte des femmes, et l'apport qu'elles peuvent fournir à la révolution.

Ces thèses demandaient à tous les PC de prendre en charge activement le travail en direction des femmes. Pour sa part, le PCF continua pendant plusieurs années à les ignorer et ce n'est qu'en 1925 que, sous la pression de l'Internationale Communiste, Il entama un travail spécifique en direction des femmes du peuple.

- **De 1925 aux environs de 1934**, le PC fait de véritables efforts en ce sens, et développe un Important travail d'agitation et de propagande chez les femmes (lutte pour l'avortement, liens avec les luttes antimilitaristes en rassemblant les femmes de conscrits...).

- Mais peu à peu, l'infléchissement global de sa ligne générale, l'amène à ramener ce travail à un travail de simple recrutement. En 1936, les cercles femmes, organisés par le PC, deviennent plus souvent des cercles de... couture ou autre, où l'on prépare des repas pour les quartiers défavorisés. Afin de ne pas effrayer ses alliés politiques et son électorat, le P.C. passe sous silence ses positions antérieures sur l'avortement (il en fait de même pour l'action antimilitariste ou anticolonialiste).

- Mais le véritable tournant se situe **après la guerre**. D'une part le PC, partant de la juste constatation que le capitalisme est le principal responsable de l'oppression des femmes, en vient à ne plus proposer aux femmes pour leur libération que... l'adhésion au Parti, refusant de prendre en compte dès maintenant les contradictions existant au sein **du peuple**, et qui **sapent** son unité. D'autre part, voulant apparaître comme un parti respectable, « responsable », le PC en vient à condamner la lutte pour la contraception et l'avortement, à faire l'éloge de la famille nombreuse, etc.

C'est en ce sens que le P.C. supprima les revendications spécifiques des femmes dans sa pratique dans la classe ouvrière entre 1945 et 1960.

- **Depuis quelques années**, sous la pression de sa base, le PC fait une propagande plus directement « pour les femmes » (affiche représentant une femme : « Nous sommes 125 000 au PC, pourquoi pas vous ? »), mais dans le seul but de faire grossir ses rangs et non de prendre en charge leurs revendications spécifiques.